UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LE CARACTÈRE POLITIQUE DE LA VIOLENCE CONTESTATAIRE
ANALYSE DE LA GRÈVE ÉTUDIANTE DE 2012 AU QUÉBEC

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
MIRIANNE DUSSAULT-BRODEUR

AVRIL 2015

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier certaines personnes en particulier, sans qui cette aventure n'aurait jamais pu se conclure.

Merci à mon directeur de recherche, André Corten, pour ses critiques, sa rigueur et sa patience. Les questionnements, les réflexions et les discussions qui ont ponctué nos rencontres ont été d'une aide colossale pour la réalisation de ce mémoire.

Merci aux amiEs qui m'ont soutenue dans cette entreprise. Une mention toute spéciale à ceux et celles qui ont bien voulu relire, commenter et critiquer mon travail : Clara, Hubert, Sophie, Guillaume, Geneviève et Nastassia. Vos conseils m'ont aidée à voir plus clair.

Merci à mes parents, Marie-Pierre et Guy, pour vos encouragements, votre écoute et votre soutien tout au long de mon parcours académique. Merci pour la fierté dont vous témoignez.

Merci à Mathieu, pour la présence et pour l'amour. À mon fils Liam, source d'énergie et de bonheur inépuisable.

...

À la mémoire de David. À toutes ces discussions que nous n'aurons plus.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	v
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1	
LA VIOLENCE : DISPOSITIONS THÉORIQUES ET CONCEPTUELLES.....	6
1.1 La violence en théorie politique	7
1.1.1 L'exercice de la violence légitime par l'État	7
1.1.2 Violence structurelle	10
1.1.3 Violence symbolique	12
1.1.4 La subjectivité de l'auteur	14
1.1.5 La critique de la violence	15
1.2 La violence : moyen et expression	18
1.2.1 La violence en tant que négation du politique.....	19
1.2.2 La violence en tant qu'arme politique	22
1.3 La violence, un enjeu politique et social	27
1.3.1 Violence et politique.....	27
1.3.2 Conflit social et mobilisation sociale	29
1.4 La violence contestataire : constats et conclusions	33
CHAPITRE 2	
ENJEU DE DÉFINITION	35
2.1 Définir la violence : un enjeu de pouvoir.....	36
2.1.1 La langue légitime du pouvoir politique	37
2.1.2 La stratégie politique de la dissimulation de la violence.....	42
2.2 Violence contestataire ou criminalité?	45
2.3 L'enjeu de définition : constats et conclusions.....	49
CHAPITRE 3	
MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE.....	52
3.1 L'analyse du discours	53

3.2	Éléments soumis à l'observation.....	58
3.1.1	Les marqueurs de la subjectivité	58
3.1.2	La fondation des représentations	62
3.1.3	L'insulte et sa valeur performative	63
3.3	Étude de cas : la grève étudiante de 2012	65
3.4	Délimitation du corpus d'analyse.....	67
3.5	Trois champs discursifs	69
3.6	Limites et biais de l'analyse	70
CHAPITRE 4		
ANALYSE DES DISCOURS SUR LA VIOLENCE : LA GRÈVE ÉTUDIANTE DE		
2012.....		
4.1	Les principaux champs discursifs liés à la violence.....	75
4.1.1	Criminalisation de la contestation	75
4.1.2	Logique de la binarité : « nous » face à aux « autres »	77
4.1.3	Le mythe de la démocratie pacifiée.....	79
4.2	Construction du discours dominant.....	82
4.2.1	Renforcement de la légitimité du discours dominant	82
4.2.1.1	L'exclusion.....	83
4.2.1.2	Le déni	86
4.2.1.3	L'appel à l'autorité.....	89
4.2.1.4	L'évidence.....	93
4.2.2	Imposition de la vision gouvernementale.....	94
4.2.2.1	Les caractéristiques identitaires	94
4.2.2.2	L'ennemi	96
4.2.2.3	La menace	101
4.2.2.4	La faute personnelle et la rédemption.....	104
4.3	Conclusion de l'analyse	106
CONCLUSION		108
BIBLIOGRAPHIQUE		115

RÉSUMÉ

La grève étudiante de 2012 a marqué les esprits au Québec, de par son ampleur inédite, mais surtout pour les débats politiques qu'elle a fait jaillir dans l'espace public. La question de la définition de la violence s'est rapidement imposée comme enjeu de lutte, en tant que conception du politique. Cette recherche avait pour objectif d'observer et d'analyser la concurrence des discours qui ont traité de la violence au courant de la grève étudiante de 2012. L'enjeu de définition semble être le nœud du débat, dans la mesure où les acteurs se livrent une bataille pour imposer une vision de ce qu'est la violence. L'ambition de cette recherche était de questionner le lien entre violence et politique et de réfléchir sur la rupture qui semble s'être opérée dans les démocraties libérales entre ces deux notions. En abordant différentes théories sur la violence, est ressortie une version de la violence qui trouve son fondement dans le politique, en tant que réaction du droit qui se sent menacé. Le politique se retrouverait donc dès lors qu'il y a un affrontement issu d'un rapport de force.

Pour comprendre les discours des autorités politiques pendant la grève étudiante de 2012, des énoncés traitant de la violence contestataire ont été soumis à une analyse de discours, les abordant sous l'angle de la représentation qui tentent de se légitimer et de s'imposer en tant que discours dominant. Les mécanismes discursifs analysés indiquent la puissance de la réponse du droit, ne ménageant aucun effort au moment où il se trouve menacé. La violence, contrairement à ce que les discours laissent croire, ne se trouvait pas uniquement dans les actions des contestataires ; plus encore, c'est dans ce refus des autorités politiques de reconnaître les adversaires comme sujets politiques que la violence de l'ordre s'est dévoilée dans toute sa grandeur.

Mots-clefs : Grève étudiante, contestation, politique, violence, analyse de discours, enjeu de définition, légitimité politique.

INTRODUCTION

En février 2012, une grève générale étudiante éclatait au Québec, paralysant le système d'éducation supérieur jusqu'au mois de septembre de la même année. De la contestation du dégel des frais de scolarité, le mouvement se transforme rapidement en véritable crise sociale. Pendant des mois, le Québec vivra un conflit social d'une ampleur inédite et rapidement, la question de la répression politique entre en jeu. La population est témoin de violence, de scènes d'émeutes et d'actes de brutalité policière dénoncées à de nombreuses reprises. Davantage encore que la violence en elle-même, c'est le débat sur la violence qui est un des sujets les plus marquants de cette grève. Elle est au centre des débats politiques à l'Assemblée nationale, mais aussi au cœur du discours médiatique et dans les discussions au sein des cercles étudiants et contestataires. Personne ne veut en endosser la responsabilité : le violent est celui qui porte l'odieux, la responsabilité du conflit. La violence sera entendue comme l'atteinte aux personnes, via la brutalité policière, ou encore la destruction de la propriété privée, par les actions directes. Si des versions plus nuancées se dégagent, on peut tout de même considérer que nous avons assisté à une lutte pour l'imposition d'une définition de la violence entre les différents protagonistes de la grève étudiante.

L'affrontement des discours sur la violence constitue-t-il une lutte politique ayant pour objectif l'imposition d'une définition exclusive de la violence? La dépolitisation de la violence dans les discours institutionnels, qui en fait un acte criminel, s'inscrit-elle dans une stratégie qui est, justement, politique? Nous tenterons de démontrer qu'à l'intérieur d'un conflit social, comme ce fut le cas de la grève étudiante, survient une lutte autour de la définition cette notion. L'inadéquation entre la théorie politique sur la violence, qui en fait un enjeu politique, et les discours institutionnels, qui veulent la dépolitiser, est-elle réelle? Plutôt que de voir une incohérence entre les deux, nous y voyons une concordance, ce discours de dépolitisation s'insérant avant

tout dans une stratégie politique. Les définitions de la violence sont importantes dans la mesure où elles renseignent sur la philosophie politique guidant les protagonistes. Certains avancent qu'elle est toujours politique, autant dans sa définition qu'en tant qu'enjeu politique. D'autres misent plutôt sur son caractère apolitique et criminel. Les protagonistes font usage de la violence soit par calcul rationnel, soit comme une manifestation incontrôlée. La violence peut être l'expression d'une colère, d'une rage, d'une volonté de se libérer. Elle est également un arsenal mis en œuvre par les autorités pour se maintenir. Elle est aussi la peur qui habite ceux qui refusent de se rebeller. La présente étude s'intéresse à l'articulation de la violence à l'intérieur d'un conflit social et à la façon dont elle se met en œuvre, se manifeste, se dissimule. Nous voulons décortiquer le discours qui tend à sa dépolitisation, afin de faire ressortir le caractère intrinsèquement politique de la violence.

Depuis que Hobbes et Weber ont montré que la violence était au cœur des fondements de l'État, la violence est un objet d'analyse en science politique qui fut largement abordé. Cependant, il n'y a pas de consensus sur son caractère inacceptable, si bien qu'elle se trouve ravivée à l'intérieur des conflits sociaux qui secouent les sociétés modernes. L'étude d'un conflit social réactualisant cette notion est donc importante, dans la mesure où le débat sur la définition et sur les implications de l'imposition d'une version donnée ressurgissent à certains moments de l'histoire. Quelles sont les définitions concurrentes de la violence et de quelles traditions politiques sont-elles puisées? Quel est l'enjeu politique de la définition de la violence? Quels sont les effets de cette lutte et de l'imposition de cette représentation de la violence pour l'imaginaire collectif? Le refus de la violence en tant qu'action politique par le discours institutionnel dissimule-t-il une volonté qui est politique? Est-ce une stratégie politique que de tendre à la dissimulation de l'aspect politique de la violence dans un conflit social? Ces questions sont à la base de notre démarche et tracent la voie que nous suivrons tout au long de cette étude.

Le conflit étudiant du printemps 2012 est un terrain propice à l'exploration et à l'analyse d'une telle proposition de recherche. En effet, les discours institutionnels ont unanimement refusé de reconnaître la dimension politique de la violence et ce, malgré les versions concurrentes qui circulaient. Il nous semble qu'une vision dominante de la violence a été mise de l'avant, se targuant d'être apolitique, en plus d'enlever le caractère politique de la violence contestatrice. Or, une revue de littérature sommaire montre que la violence est un sujet hautement politique. S'ils ne s'entendent pas tous sur la question de la légitimité des moyens d'action, les auteurs critiques étudiés reconnaissent le caractère politique de la violence. Quant à ceux traçant une démarcation entre violence et politique, leur analyse repose sur une conception libérale de la démocratie. Ainsi, les discours des élus refusent de reconnaître cette dimension politique à la violence contestatrice. La violence est perçue comme une menace par les dirigeants, dans la mesure où la distinction entre l'ami et l'ennemi est posée sur la frontière de la violence

Dans le cadre de cette étude, nous procéderons à une recherche théorique autour des définitions de la violence et des enjeux qui l'entourent. Nous étudierons ensuite le cas de la grève étudiante de 2012 afin de comparer certaines conclusions tirées de la théorie mobilisée dans la première partie de cette recherche. L'objectif est de dégager, à partir d'une analyse de discours, certaines conclusions sur l'organisation de cette lutte sémantique, qui est une lutte politique s'inscrivant dans un conflit social prenant corps au Québec. L'étude du discours institutionnel via les médias devrait permettre de déceler la stratégie politique qui guide une certaine attitude face à la violence des contestataires. Pourquoi les représentants du pouvoir s'efforcent-ils à faire de la violence un acte apolitique, alors que de nombreux théoriciens politiques s'entendent sur ce lien intrinsèque entre politique et violence? Voilà la base du questionnement qui guide notre travail de recherche.

L'intérêt de ce sujet du point de vue de la science politique réside dans l'actualisation du débat entourant la notion de violence. En effet, la violence est un sujet de prédilection en science politique et nombreux sont les auteurs qui en ont fait leur sujet de recherche central. Il est intéressant de prendre un évènement récent de l'histoire du Québec et d'en faire l'analyse à partir de différents cadres théoriques. Qui plus est, cette recherche est pertinente, dans la mesure où la définition de la violence a été au cœur du conflit de 2012. Si bon nombre de recherches ont porté sur cet évènement, aucune ne fait cependant l'étude des discours relatifs à la violence et de la bataille sémantique et politique que se livrent les différents acteurs dans l'objectif d'établir une version définitive de la violence. L'originalité de la présente analyse réside dans sa tentative de découvrir ce que le discours dissimule plutôt que ce qu'il affiche.

Le premier chapitre de ce mémoire s'intéresse à la notion de violence telle que perçue dans la science politique. Nous partons de ce qui semble être le point de départ de la réflexion portant sur la violence dans les sociétés modernes : la violence monopolisée par l'État de Max Weber, la violence structurelle de Johan Galtung, la violence symbolique de Pierre Bourdieu, Michel Wieviorka, qui réintroduit la notion du sujet et finalement la définition de la violence liée au droit de Walter Benjamin. Ensuite, nous abordons les discours de légitimation et de délégitimation de la violence, afin de saisir les traditions philosophiques dans lesquelles les discours actuels s'inscrivent. Nous poursuivons sur la question du conflit social et de la mobilisation sociale, en lien avec la violence politique.

Le second chapitre approfondit la définition de la violence et ses implications politiques. Dans un premier temps, nous explorerons, à l'aide de Pierre Bourdieu, Martin Hébert et Philippe Braud, en quoi la définition de la violence est un enjeu social et politique. Cela sera abordé à travers la notion de légitimité de celui qui parle et l'énonciation de la stratégie politique tendant à ne rendre visible qu'un seul type de

violence. Ensuite, nous verrons en quoi la contestation bascule dans le registre de la criminalité. Plus précisément, il s'agit d'explorer les implications politiques d'un tel renversement, notamment en nous basant sur Yves Michaud et Herbert Marcuse, ainsi que sur une étude de Francis Dupuis-Déri et David L'Écuyer.

Le troisième chapitre traite de la question méthodologique, en abordant l'analyse du discours et la manière dont nous allons la mobiliser dans le cadre de cette analyse de la grève étudiante 2012. L'analyse de discours est expliquée, en référant à Dominique Maingueneau, Marc Angenot et Ricardo Peñafiel. Les éléments observés dans le cadre de l'analyse sont précisés, en nous appuyant sur Catherine Kerbrat-Orecchioni, Lawrence Olivier et Jessica Olivier Nault et ainsi que Judith Butler. Nous expliquons également les grandes lignes de notre étude de cas et comment nous avons procédé à la délimitation de notre corpus. Nous brosons le portrait des trois thèmes sur lesquels nous amorçons notre réflexion dans le cadre de notre analyse du discours : la criminalisation de la contestation, la logique de la binarité et le mythe de démocratie pacifiée. Finalement, nous expliquons ce que nous identifions comme les limites de notre démarche ainsi que nos biais d'analyse.

Le dernier chapitre se concentre sur notre analyse du discours. Nous y analysons les paroles rapportées du premier ministre, des ministres et des députés à l'Assemblée nationale en ce qui concerne la question de la violence. Nous amorçons notre réflexion en nous basant sur les trois thèmes que nous avons dégagés à la suite d'une première lecture de notre corpus d'analyse. Nous construisons ensuite notre analyse selon la grille que nous avons dégagée du texte de Lawrence Olivier et de Jessica Olivier-Nault par rapport à la construction d'un discours hégémonique. Ainsi, nous pouvons relever les mécanismes discursifs mis en œuvre par les autorités politiques pour légitimer et imposer un discours qui se veut incontestable.

CHAPITRE 1

LA VIOLENCE DISPOSITIONS THÉORIQUES ET CONCEPTUELLES

Si la violence fascine autant, c'est en partie parce qu'elle semble échapper à la rationalité, au calcul, même lorsqu'un discours idéologique tente de la légitimer. Condamnée de toute part dans nos sociétés modernes, elle est pourtant présente partout, que ce soit dans le droit et dans son application, dans les normes acceptées comme dans celles bannies. Tous les rapports sociaux, même les plus consensuels, en portent la marque. Si certains auteurs, dont Max Weber est la figure emblématique, en font presque exclusivement l'affaire de l'État, avec le concept du monopole de la violence légitime, d'autres se refusent à restreindre leurs réflexions à la sphère étatique.

Il n'est évidemment pas question ici de réaliser une étude exhaustive de ce qui s'est dit en théorie politique au sujet de la violence. En nous penchant sur quelques écrits théoriques importants à propos de la violence politique et contestataire, nous cherchons d'abord à cerner la manière dont se traduit généralement la notion de violence en science politique. Nous souhaitons tirer certaines réflexions sur la violence qui se déchaîne contre l'ordre étatique, que nous appelons « violence contestataire ».

La première section explore différentes conceptions de la violence en théorie politique. Des textes d'auteurs analysant la violence au travers de sa relation au politique, au droit et aux structures y sont étudiés. L'objectif est de dégager les possibilités offertes par les auteurs ayant travaillé à délimiter les contours d'une

définition potentielle de la violence. La seconde section aborde la violence en tant que moyen et expression de la contestation. Nous mettons en débat des auteurs qui s'inscrivent dans une perspective critique de l'ordre, mais qui diffèrent quant à leur appréciation de la violence et de son lien au politique. La dernière section trace les contours sociologiques de la notion de conflit social, afin de préciser la théorie qui sous-tend cette notion et son lien avec la violence et le politique.

1.1 La violence en théorie politique

La notion de violence a été traitée dans de nombreux ouvrages de théorie politique, faisant l'objet d'une réinterprétation constante. Elle est mouvante, insaisissable, et donc difficilement définissable. Notre ambition n'est pas d'en établir les contours, mais de déployer les possibilités au niveau d'une définition non pas figée, mais en constante évolution et sans cesse réappropriée. Nous allons discuter d'approches ayant été marquantes en science politique sur la manière d'appréhender la violence. Elles incarnent toutes un dépassement de la vision traditionnelle de la violence, en tant que manifestation physique monopolisée par l'État.

1.1.1 L'exercice de la violence légitime par l'État selon Max Weber

Notre étude sur la violence débute en abordant les visions qui ont marqué les théories modernes sur la violence, c'est-à-dire celle proposée par Thomas Hobbes dans *Le Léviathan*¹ et celle de Max Weber dans *Le savant et le politique*².

¹ Thomas Hobbes. *Léviathan : traité de la matière, de la forme et du pouvoir de la république ecclésiastique et civile*. (Paris : Éditions Sirey, 1971).

Thomas Hobbes élabore sa théorie sur la nature humaine dans un chapitre³ du *Léviathan*, mettant de l'avant l'importance de la violence dans sa conception du politique. Pour l'auteur, l'égalité de force entre les individus conduit à la défiance, dans la mesure où tous convoiteront ce que l'un arrive à posséder et tenteront par la force de lui soutirer. Ainsi, la seule manière de se défendre de ces attaques est « de se rendre maître, par la violence ou par la ruse, de la personne de tous les hommes pour lesquels cela est possible, jusqu'à ce qu'il n'aperçoive plus d'autre puissance assez forte pour le mettre en danger⁴ ». Autrement dit, la violence est acceptable et nécessaire dans un objectif de conservation de soi. Seul un pouvoir commun peut mettre fin aux affrontements : « aussi longtemps que les hommes vivent sans un pouvoir qui les tienne tous en respect, ils sont dans cette condition qui se nomme guerre, et cette guerre est guerre de chacun contre chacun⁵ ». L'État (le *Léviathan*), en tant que pouvoir détenant la force nécessaire pour assurer une certaine pacification des rapports sociaux, est donc irrémédiablement violent dans la perspective hobbesienne, puisqu'il incarne ce pouvoir à craindre tenant en respect les individus lui étant soumis.

Chez Weber, « il faut concevoir l'État contemporain comme une communauté humaine qui, dans les limites d'un territoire déterminé - la notion de territoire étant une de ses caractéristiques - revendique avec succès pour son propre compte le monopole de la violence physique légitime⁶ ». Pour comprendre la portée du propos de Weber, il importe de saisir l'élément le plus important de cette définition de l'État : la légitimité, et non pas l'exercice de la violence. Comme l'explique Catherine

² Max Weber. *Le savant et le politique*. 2^e éd. (Paris : Union Générale d'Éditions, 1959).

³ Thomas Hobbes, « De la condition naturelle des hommes en ce qui concerne leur félicité et leur misère », dans *Léviathan : traité de la matière, de la forme et du pouvoir de la république ecclésiastique et civile*. (Paris : Éditions Sirey, 1971), 121-127.

⁴ *Ibid.*, p. 123.

⁵ *Ibid.*, p. 124.

⁶ Max Weber, *op. cit.*, p. 100-101.

Colliot-Thélène en parlant de la théorie de Weber, « le propre de l'État, à ses yeux, n'est pas la violence (celle-ci est omniprésente, sous des formes manifestes ou larvées, dans toutes les relations sociales), mais bien la monopolisation de son exercice légitime⁷ ». Pour Weber, la violence n'est pas le moyen unique de l'État, mais son moyen spécifique, puisqu'il est la seule entité à avoir le droit de l'exercer de manière légitime, car il ne peut survivre que par la force. Bien entendu, la légitimité est ambiguë, dans la mesure où elle se voit accordée, selon l'auteur, sur la base de la coutume, du charisme des dirigeants et de la légalité. Des versions concurrentes de la légitimité peuvent surgir : la plus répandue dans les milieux contestataires prend appui sur la démocratie, la force du nombre. La légitimité serait alors intrinsèquement liée à la volonté populaire, ce qui ne concorde pas avec la vision weberienne, où la légitimité est liée au pouvoir. Weber offre également une définition du politique, soit « l'ensemble des efforts que l'on fait en vue de participer au pouvoir ou d'influencer la répartition du pouvoir, soit entre les États, soit entre les divers groupes à l'intérieur d'un même État⁸ ». La notion de pouvoir est au cœur de sa conception du politique, ce qui est intéressant dans la mesure où le politique correspond à la configuration des rapports de force qui forgent le social.

La théorie de Hobbes est importante dans la mesure où c'est à partir de sa conception sur la nature humaine qu'il a été possible d'affirmer que la violence était intrinsèquement politique. De son côté, Weber ne s'intéresse qu'à l'État dans le cadre de ses travaux sur le politique et la violence, ce qui semble être une lacune importante à laquelle les auteurs contemporains qui se sont intéressés à ces questions ont tenté de répondre. C'est d'ailleurs pourquoi nous n'abordons que très brièvement Weber : nous soulignons son importance, dans la mesure où la grande majorité des recherches

⁷ Catherine Colliot-Thélène, « La fin du monopole de la violence légitime? », dans *La légitimité de l'État et du droit : Autour de Max Weber*, sous la dir. De Michel Coutu et Guy Rocher. (Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2005), 26.

⁸ *Ibid.*, p. 101.

sur la violence découle de sa conception, soit pour l'approfondir, la nuancer ou la nier. En ce sens, il est nécessaire de s'intéresser à des écrits plus récents, qui cernent autrement la réalité de la violence dans les sociétés modernes.

1.1.2 Violence structurelle

Le concept de violence structurelle permet de resituer le phénomène de la violence, en marquant un renouveau par rapport à la conception traditionnelle qui met en relief uniquement la violence directe, dont les manifestations sont tangibles et observables. La perspective structurelle inscrit ce phénomène dans les structures sociales, en faisant un mécanisme plus discret, mais aussi plus difficile à identifier, à comprendre et ultimement, à abolir.

Dans « Violence, Peace, and Peace Research »⁹, Johan Galtung énonce que la paix doit être comprise comme l'absence de violence¹⁰, établissant d'emblée un lien fondamental entre les deux notions. L'auteur affirme qu'il y a violence lorsque les humains sont influencés de telle sorte que leurs réalisations sont en deçà de leur potentiel réel¹¹. Rejetant la définition plus conventionnelle de la violence, entendue sous la forme physique uniquement, Galtung la recentre sur l'écart entre la réalité et la potentialité. L'auteur s'intéresse à la mise en œuvre des violences et plus particulièrement à la question des inégalités sociales, qui persistent même lorsque la violence entre les individus semble disparue.

⁹ Johan Galtung, « Violence, Peace, and Peace Research ». *Journal of Peace Research*, 6, no 3 (1969) : 167-191.

¹⁰ *Ibid.*, p. 167-168.

¹¹ « As a point of departure, let us say that *violence is present when human beings are being influenced so that their actual somatic and mental realizations are below their potential realizations* » : *Ibid.*, p. 168.

Comme l'explique Xavier Crettiez, cette théorie a pour mérite de remettre en question la thèse de la pacification avancée par la démocratie libérale, dans la mesure où il fait ressurgir le caractère violent des structures au sein des sociétés, empêchant les gens de réaliser leurs besoins élémentaires.¹² Ce sont ces formes invisibles de violence qui permettent ensuite aux violences plus manifestes d'éclater. Le modèle de Galtung sert à l'observation et l'analyse des conséquences de la violence au niveau des structures, sans prendre en compte les motivations et les intentions de ceux qui mettent en acte de la violence.

La théorie de Galtung est incontournable pour comprendre une des articulations du phénomène de la violence dans le monde contemporain. Il n'en reste pas moins que son modèle est critiqué dû à l'omission de plusieurs points essentiels à la compréhension des problématiques liées à la violence. Comme le souligne Martin Hébert, il importe de dépasser la dichotomie entre violence et paix, afin de comprendre « cette imbrication de la violence dans le social et le « sens » des pratiques violentes afin d'offrir des bases empiriques et analytiques pouvant contribuer aux débats sociaux sur la violence et ses multiples formes¹³ ». Comprendre la violence comme une absence de paix ne prend pas en considération les nuances de ces deux notions, ni l'importance que joue la violence à l'intérieur du social. Néanmoins, cette approche demeure fondamentale dans la mesure où elle a permis d'observer la violence à l'intérieur des structures sociales, une violence plus subtile que la violence traditionnelle et directement observable.

¹² Xavier Crettiez. *Les formes de la violence*. (Paris : Découverte, 2008), 6.

¹³ Martin Hébert, « Paix, violences et anthropologie ». *Une anthropologie de la paix?*, 30, no 1 (2006) : 7-28.

1.1.3 Violence symbolique

La violence symbolique, telle que définie par Pierre Bourdieu, est intrinsèquement liée à la théorie du pouvoir politique. Pour l'auteur, il est essentiel de réfléchir à cette théorie afin de comprendre son champ de prédilection, la politique, constamment traversée de la violence symbolique.

Selon Bourdieu, le pouvoir est invisible et il se met en œuvre avec la complicité de ceux qui ne veulent pas savoir qu'ils l'exercent ou qu'ils s'y soumettent. L'inconscience est au cœur de ce mécanisme : le pouvoir est à la fois partout et nulle part. Le champ de production politique est le lieu où se livre une bataille entre professionnels pour l'imposition des formes de perception et d'expression légitimes et agissantes, imposées aux citoyens ordinaires réduits à l'état de consommateurs. La délégation est d'autant plus inconditionnelle qu'ils n'ont pas de compétence politique ni d'instruments de production de discours et d'actes politiques. Le champ politique est caractérisé par un système d'écart, entre mandataires et mandants, ces derniers s'en remettant entièrement à leurs représentants. Pour l'auteur,

le champ politique est donc le lieu d'une concurrence pour le pouvoir qui s'accomplit par l'intermédiaire d'une concurrence pour les profanes ou, mieux, pour le monopole du droit de parler et d'agir au nom d'une partie plus ou moins étendue des profanes.¹⁴

Ce pouvoir est accordé parce que les représentés se voient au travers de celui qui l'exerce.

¹⁴ Pierre Bourdieu, « Pouvoir symbolique et champ politique », dans *Langage et pouvoir symbolique*. (Paris : Éditions du Seuil, 2001), 238.

La lutte politique est à la fois une lutte pour des idéaux et pour le pouvoir, impliquant que le système représentatif doit, du moins en partie, abandonner la poursuite des intérêts des mandataires. Pierre Bourdieu tente de mettre en lumière le cercle magique de la représentation, selon lequel « le représentant existe parce qu'il représente (action symbolique), que le groupe représenté, symbolisé, existe et qu'il fait exister en retour son représentant comme représentant d'un groupe »¹⁵. Le travail de représentation est donc un processus d'aliénation, dans la mesure où les individus qui intègrent le groupe n'ont pas de pouvoir réel sur celui-ci, puisqu'il est attribué à un représentant. Un deuxième acte de délégation, plus subtil, est celui par lequel la réalité sociale constituée (parti, groupe, église, etc.) va mandater un individu en son nom. C'est alors l'institution qui mandate un technicien pour agir en son nom, et non pas les mandataires. Cette présentation du système représentatif comme aliénation du pouvoir politique de la majorité expose comment la violence symbolique se place dans les structures de la politique afin de permettre une usurpation du pouvoir par les représentants.

Cependant, il semble difficile de comprendre comment Bourdieu vient à penser que la violence symbolique échappe même à ceux qui en profitent et qui la mettent en œuvre. Bourdieu argumente que ces derniers le font d'une manière inconsciente, ce qui va à l'encontre des thèses de plusieurs auteurs, notamment ceux s'inscrivant, tout comme Bourdieu d'ailleurs, dans une tradition marxiste. Les bénéficiaires de la violence coercitive maintenant l'ordre social sont responsables de sa mise en œuvre et ils le font d'une manière non seulement consciente, mais aussi intéressée. À ce stade, s'il est possible d'accepter la prémisse de Bourdieu selon laquelle il se peut que des personnes subissant la violence symbolique n'en soient pas conscientes et participent même à cette violence par une certaine forme de consentement, il est important de

¹⁵ *Ibid.*, p. 260.

garder une réserve sur cette idée, dans la mesure où plusieurs conflits sociaux mettent en lumière justement une certaine insoumission et un refus de cette violence de l'ordre.

1.1.4 La subjectivité de l'auteur

Michel Wieviorka consacre son ouvrage *La violence* à l'étude la dualité de cette notion, soit sa réalité empirique (guerre, statistique, morts, etc.) et la subjectivité construite par les individus et les sociétés. Il prêche pour un renouvellement paradigmatique qui permettrait de penser la violence en dehors des cadres existant. Son exposé a pour objectif de questionner l'étrangeté de la violence, en expliquant pourquoi il est nécessaire d'élaborer un nouveau paradigme et en quoi les raisonnements habituels sont utiles, mais insuffisants. Ceci débouche sur son approche où la subjectivité des acteurs et les processus de perte et de surcharge de sens sont au cœur du phénomène de la violence¹⁶.

L'essence de sa démonstration se trouve dans ce qu'il entend comme « la marque du sujet ». Selon lui, les approches classiques ne s'intéressent pas à l'acteur qui met en acte la violence, préférant analyser le milieu ou le contexte. Lorsque le sujet est pris en compte, c'est uniquement sous l'angle de l'*homo oeconomicus*, calculateur rationnel. L'auteur veut explorer comment le protagoniste de la violence passe à l'acte, pour comprendre le travail qu'il produit sur lui-même et qui aboutit « à la perte de sens, au non-sens, à l'expression d'une cruauté débridée, ou bien encore à des logiques dominées par une subjectivité sans frontières »¹⁷. L'idée défendue par

¹⁶ Michel Wieviorka. *La violence*. (Paris : Éditions Balland, 2004), 15.

¹⁷ *Ibid.*, p. 218.

l'auteur est que « la violence se comprend mieux à partir du moment où l'on fait intervenir la subjectivité de son ou de ses auteurs, son ou leur expérience de sujet, dans ses dimensions à la fois vécues et imaginaires »¹⁸. La violence serait directement liée à la manière dont se construit, ou non, le sujet ou l'anti-sujet, mais elle apparaît toujours dans un moment de perte de sens, appelant le sujet à la recharge du sens :

La perte de sens se traduit par un manque, un déficit que la violence est rarement seule à combler. En effet, l'acteur qui passe alors à la violence éprouve le besoin de la justifier, aux yeux d'autrui comme aux siens propres. Sa violence, en effet, n'est pas pour lui un non-sens, au contraire, elle fait sens, ou elle pourrait le faire.¹⁹

La vision de Wieviorka est pertinente pour dépasser le cadre généralement admis en science politique lorsqu'il est question de la violence. En effet, il est plus courant de lire des travaux s'intéressant aux causes et aux conséquences de la violence, sur son utilité au sein de la société et sur les manières dont l'État en a fait usage. En ce sens, sa volonté de replacer la subjectivité du sujet au cœur de la compréhension de la violence permet de dépasser la compréhension traditionnelle de la violence.

1.1.5 La critique de la violence

Dans « Critique de la violence »²⁰, Walter Benjamin soutient que, pour procéder à une réelle critique de la violence, nous devons quitter le domaine du droit positif et naturel et l'extirper du couple moyen fin. Seule la violence pure, qui n'est pas moyen, mais manifestation, peut être souveraine. Le droit naturel conçoit la violence comme

¹⁸ *Ibid.*, p. 284.

¹⁹ *Ibid.*, p. 222.

²⁰ Walter Benjamin, « Critique de la violence », dans *Oeuvres I*. (Paris : Folio Essais, 2000), 210-243.

une donnée naturelle, alors que le droit positif la considère comme le produit d'un devenir historique. Ces conceptions se rejoignent dans le dogme selon lequel on peut atteindre des fins justes par des moyens légitimes. Toutefois, le fait de lier les moyens aux fins empêche ces deux tendances du droit à poser un regard critique sur les moyens. La critique de la violence, en tant que moyen, révèle ses deux fonctions, soit la fondation et la conservation du droit. Le droit apparaît comme étant fondé par la violence, qui assure également sa conservation.

La vision critique historique permet de révéler le caractère dialectique et cyclique de la violence associée au droit. En s'appuyant sur la philosophie de l'histoire, extérieure au droit, la violence apparaît sous forme de manifestation, et non plus comme un moyen. La première est sous forme de « mythe », qui consiste en une manifestation des dieux. Elle est reliée au droit, car elle voit dans la violence un moyen assurant une fin, reliée à la conservation ou à la fondation du pouvoir. La seconde manifestation est la « violence divine », destructrice de droit, une violence révolutionnaire et pure. C'est uniquement cette violence qui permet de rompre le cycle de la fondation et de la conservation du droit.

Dans une courte partie du livre *Homo Sacer : le pouvoir souverain et la vie nue*, Giorgio Agamben interprète le texte de Benjamin. Selon lui, violence et droit sont intrinsèquement liés. L'avenue d'une nouvelle ère historique où la violence n'est plus sera possible dès lors que le *cercle magique* des formes mythiques du droit sera aboli. Il revient sur la notion de « violence divine », qui est la plus difficile à interpréter, puisqu'elle est insaisissable. La seule certitude est qu'elle ne conserve ni ne fonde le

droit, mais elle le *dépose*²¹. La « violence souveraine » et l'« état d'exception » mis en place par la souveraineté ne sont pas expliqués dans ce texte de Benjamin, d'où l'ambiguïté de la violence divine. La « violence souveraine » s'exerçant dans « l'état d'exception » conserve le droit en le suspendant et fonde le droit en s'en excluant. Si la violence souveraine ne se laisse pas réduire à la dialectique entre fondation et conservation de droit, tout comme la violence divine, les deux violences ne peuvent être confondues. La violence souveraine, dans son lien avec l'état d'exception, ne brise pas le lien entre droit et violence, étant donné qu'elle « fonde le droit, puisqu'elle affirme la légitimité d'un acte qui serait autrement illicite, et que dans le même temps elle le conserve, puisque le contenu du nouveau droit n'est que la conservation de l'ancien »²². La « violence divine » de Benjamin se situe, quant à elle, là où la règle et l'exception ne peuvent être discernées. Elle fait apparaître les violences fondatrice et conservatrice comme seul contenu réel du droit.

Jusqu'ici, cette interprétation de la violence sort complètement des modèles de Bourdieu et Galtung étudiés, ces derniers plaçant la violence au niveau des structures de la société. Chez Benjamin, c'est le droit qui est porteur de la violence, dans la mesure où elle permet sa conservation et sa fondation à la fois. Pour briser le cercle de la violence, il est nécessaire d'appréhender cette dernière non plus en tant que moyen ou fin, mais comme manifestation qui tend à anéantir le droit. À notre sens, cette analyse, qui rappelle ce qui a été avancé par Bourdieu sur la violence symbolique, s'avère plus juste pour rendre compte de la violence émanant des autorités politiques, sans verser dans la personnification. En effet, Benjamin fait de la violence le moyen par lequel le droit arrive à se maintenir. On quitte alors le domaine de la légitimité ou du consentement, faisant de la violence un fait inhérent à l'État de

²¹ « [La violence divine] n'est pas une forme de violence parmi d'autres, mais seulement la dissolution du lien entre la violence et le droit » : Giorgio Agamben, « Seuil », dans *Homo sacer. I, Le pouvoir souverain et la vie nue*. (Paris : Le Seuil, 1997), 75.

²² *Ibid.*, p. 74.

droit, avec lequel il faut rompre par une violence qui ne veut pas rebâtir un nouvel ordre, mais simplement anéantir le droit.

Walter Benjamin situe la violence d'une manière tout à fait originale par rapport aux autres auteurs abordés dans le cadre de cette étude. Cette conception de la violence, perçue comme étant à l'intérieur des mécanismes pour la fondation et la conservation du droit, s'avère des plus pertinentes pour l'analyse à venir, dans la mesure où en associant dissidence et criminalité, les autorités politiques éjectent la violence hors du politique, hors de la légitimité, en tant que menace à la survie du droit et la structure qui le maintient. La violence qui menace l'ordre est ainsi étiquetée parce qu'elle viole la loi et le droit. Or, ce stratagème a pour conséquence de faire disparaître la violence inhérente au droit.

1.2 La violence : moyen et expression

La question de la contestation est au cœur de notre problématique, en tant que contexte où la violence est déployée. Ainsi, elle est parfois entendue comme un moyen permettant d'atteindre une fin, mais elle peut être aussi expression et manifestation d'un sentiment, d'une inégalité, tel que ce fut abordé dans la première section de ce chapitre. Les différents auteurs, ayant leurs biais normatifs respectifs, proposent des interprétations de la violence.

Notre intention ici n'est pas de procéder à un cadrage désignant la violence contestataire comme seule violence au sein des démocraties libérales. Étant donné que notre problématique se concentre sur l'étude de la manière dont est désignée la contestation par les autorités politiques, il nous semble nécessaire d'aborder ce que

différents auteurs ont dit sur cette violence contestataire et surtout sur son lien avec le politique.

1.2.1 La violence en tant que négation du politique

Le registre de délégitimation est issu d'une version idéalisée de la démocratie libérale, au sein de laquelle l'usage de la violence serait illégitime dans la mesure où la vie en société se doit d'être pacifiée et où le règlement des conflits ne passe pas par le recours à la violence, mais par les voies prévues par l'État de droit, c'est-à-dire par les élections ou les tribunaux. Dans une vision idéale, c'est par la parole et par le dialogue qu'il est possible de résoudre les conflits. Il faut cependant souligner que les conflits et les moyens de pression en vue de répondre à un certain nombre de revendications s'inscrivent néanmoins dans la vision libérale de la démocratie, dans la mesure où cela ne dégénère pas en violence.

Hannah Arendt trace une distinction importante entre les notions de pouvoir et de violence. Elle avance que la violence fait son entrée à partir du moment où s'évanouit le pouvoir, qu'elle identifie à la structure étatique qui maintient l'ordre social. Selon Arendt,

tout affaiblissement du pouvoir est une invite manifeste à la violence – ne serait-ce que du fait que les détenteurs du pouvoir, qu'il s'agisse des gouvernants ou des gouvernés, sentant que ce pouvoir est sur le point de leur échapper, éprouvent toujours les plus grandes difficultés à résister à la tentation de le remplacer par la violence.²³

²³ Hannah Arendt, « Sur la violence », dans *Du mensonge à la violence. Essais de politique contemporaine*. 4^e éd. (Paris : Éditions Presses pocket, 1989), 187.

En tant qu'instrument, la violence est indissociable du couple moyen et fin et elle sert à accroître la puissance. Comme il en est question dans le texte de Benjamin, la violence sert à fonder et à conserver le droit. Cependant, chez Arendt, le pouvoir est ce qui permet la gouvernance concertée. En ce sens, la violence ne peut jamais être la source du pouvoir :

lorsque la violence n'est plus soutenue ni limitée par le pouvoir, on assiste à ce retournement bien connu, où les moyens deviennent leur propre fin. La fin est alors déterminée par les moyens – les moyens de la destruction – et la conséquence est que cette fin conduit à la destruction de tout pouvoir.²⁴

Pour Arendt, rien ne prouve que la violence permette d'ouvrir de nouveaux horizons, sa pensée se différenciant de celle de nombreux auteurs révolutionnaires de gauche ayant fait l'apologie de la violence.

Dans « Politique et révolution », Arendt explique son scepticisme face à l'idée de la révolution, soutenant que l'effondrement du pouvoir et la montée de la violence ne sont pas nécessairement les signes d'une révolution. Selon elle, les groupuscules d'extrême gauche ne sont pas révolutionnaires, puisqu'ils n'ont aucune notion quant à l'exercice du pouvoir. Or, ce que font les révolutionnaires, c'est justement s'emparer du pouvoir. Selon l'auteur, la source du pouvoir dans les régimes représentatifs se trouve chez le peuple. Un affaiblissement du pouvoir se traduit par le retrait du consentement populaire face aux actes des représentants mandatés, qui tentent de se maintenir par la force et non plus par l'octroi volontaire du pouvoir par la population. C'est en ce sens qu'elle se permet d'affirmer que l'affaiblissement du pouvoir est une invitation manifeste à la violence.

²⁴ *Ibid.*, p. 155.

Comme le souligne Richard J. Bernstein, dans « Hannah Arendt's Reflections on Violence and Power »²⁵, l'auteure remet en question les manières traditionnelles de comprendre le pouvoir et la violence, selon lesquelles la violence est une forme extrême du pouvoir. Le pouvoir est une affaire d'une pluralité de citoyens mobilisés autour d'enjeux communs, et non pas une question de domination. Quant à la violence, elle est l'antithèse du pouvoir puisqu'elle est un instrument au service de la puissance. Si Arendt reconnaît que la violence peut parfois s'avérer nécessaire lorsqu'elle s'inscrit dans une lutte pour la liberté, comme ce fut le cas lors de la Révolution américaine, elle reste malgré tout dangereuse.

Pour Martin Blais²⁶, il importe de tracer une séparation entre la violence et la contestation, souvent amalgamées par les auteurs qui en font l'apologie. Chez Blais, la contestation a pour objectif l'atteinte de la paix. Elle devrait donc s'opérer par la parole plutôt que par la violence. Si la violence contestataire qui intéresse aujourd'hui est celle qui brise les vitrines, l'auteur explique qu'il faut mettre en lumière ce qu'est la contestation : une force qui *contrecarre*, permettant le progrès, puisqu'elle vise une amélioration. Quand un humain conteste, que doit-il faire? S'il peut endurer ou alors lancer des pierres, il peut aussi user de l'arme du raisonnable, c'est-à-dire la parole. L'usage de la force pour régler les conflits est condamnable, puisqu'elle ternit la liberté, la responsabilité et la dignité humaine.

Cette vision reflète, comme chez Arendt, une vision libérale de la démocratie. Leur vision est problématique, dans la mesure où elle fait abstraction de la violence qui est inscrite au cœur de la démocratie libérale. Les auteurs n'abordent pas les mécanismes

²⁵ Richard J. Bernstein, « Hannah Arendt's Reflections on Violence and Power ». *Iris*, 3, no 5 (2011) : 3-30.

²⁶ Martin Blais, « Deuxième partie : la contestation », dans *Participation et contestation : l'homme face aux pouvoirs*. (Montréal : Éditions Beauchemin, 1972), 85-127.

violents soutenant les systèmes politiques de démocratie libérale, notamment le droit, comme il est en question dans la théorie de la Benjamin. Qui plus est, la question de la représentation et de ses limites n'est pas abordée par les auteurs, démontrant une profession de foi face au libéralisme. Certes, cela est représentatif d'une école de pensée, mais aussi d'un contexte historique : les différents régimes totalitaires du XX^e siècle ont laissé une trace importante chez des auteurs comme Arendt, se traduisant par un optimisme face aux démocraties libérales.

1.2.2 La violence en tant qu'arme politique

Le registre de légitimation de la violence dans un cadre révolutionnaire se fonde sur la nécessité pour les opprimés de se saisir des mêmes armes que les oppresseurs pour s'en libérer. Historiquement, la violence est couramment abordée en termes de moyen en vue d'obtenir une fin. Elle est justifiée par de nombreux groupes révolutionnaires, dans la mesure où la libération du système de domination bourgeois est une fin juste. Dans cette perspective, l'emploi de la violence, s'il n'est pas souhaitable, demeure nécessaire pour s'affranchir.

Pour Georges Sorel, auteur des *Réflexions sur la violence*²⁷, la violence prend place à l'intérieur de la grève générale prolétarienne et est indispensable à la libération des classes opprimées. Selon lui, la menace de la violence révolutionnaire est une arme essentielle afin d'anéantir la bourgeoisie. La grève générale politique suppose que différents groupes se rallient autour de leur foi inébranlable face à l'État, alors que la révolution syndicaliste est, quant à elle, absolue et irréformable, dans la mesure où elle permet la réappropriation des forces productives et la liberté des prolétaires dans

²⁷ Georges Sorel. *Réflexions sur la violence*. 8^e éd. (Genève-Paris : Entremonde, 2013).

la lutte. En ce sens, l'auteur refuse la vision libérale de la démocratie, où les moyens légaux et non-violents sont les seuls permettant la résolution des conflits. Pour Sorel, la distinction fondamentale entre force et violence tient du fait que « la force a pour objet d'imposer l'organisation d'un certain ordre social dans lequel une minorité gouverne, tandis que la violence tend à la destruction de cet ordre²⁸ ». Sorel explique qu'en observant uniquement l'histoire de la bourgeoisie, on en vient à omettre la différence entre « la *force* qui marche vers l'autorité et cherche à réaliser une obéissance automatique, et la *violence* qui veut briser cette autorité²⁹ ». Pour se libérer, les opprimés ne doivent pas se saisir de la même force que les dominants. C'est l'anéantissement du système d'oppression au moyen de la violence révolutionnaire qui est prônée ici, et non l'accaparement de la force qui tend inévitablement à la reconstruction de l'État.

La violence pure de Benjamin fait écho à cette conception de la violence libératrice de Sorel. D'après Chryssoula Kambas, la lecture des *Réflexions sur la violence* de Sorel a marqué le jeune Benjamin (1919-1920), le conduisant à écrire « Pour une critique de la violence ». Selon Kambas, Benjamin tente de fonder métaphysiquement la moralité de la violence révolutionnaire. Dans le droit positif, il y a la violence sanctionnée par l'État, signifiant que la violence hors cadre doit être éliminée, puisque menaçante pour le droit. En ce sens, la grève générale révolutionnaire de Sorel se voit accorder le statut de violence pure, « pouvant rompre l'enchaînement de violence des fondations mythiques du droit, sur le terrain de l'histoire³⁰ ». Toutefois, cela ne permet pas de conclure que la critique de la violence est un manifeste syndicaliste révolutionnaire : la place accordée à Sorel dans l'argumentation de Benjamin est bien particulière. Ceci nous renseigne sur l'importance de la lutte des

²⁸ *Ibid.*, p. 141.

²⁹ *Ibid.*, p. 144.

³⁰ Chryssoula Kambas, « Walter Benjamin lecteur des *Réflexions sur la violence* ». *Cahiers Georges Sorel*, 2, no 2 (1984) : 73.

classes chez Benjamin, surtout par l'opposition entre grève générale politique, qui appartient à la fondation mythique du droit, et la grève générale prolétarienne, qui est un moyen pur. L'auteur se rapproche considérablement de la position politique de Sorel, dans la mesure où il soutient qu'il est nécessaire de défendre la violence révolutionnaire puisque seule la violence révolutionnaire peut faire diminuer le rôle de la violence dans les révolutions. La violence pure de Benjamin fait écho à la notion de grève générale prolétarienne, ne visant pas la réappropriation du pouvoir et d'une élite dominante, mais plutôt l'anéantissement de l'oppression.

Leon Trotsky, dans *Terrorisme et communisme*³¹, fait l'apologie de la violence, dans la tradition des écrits révolutionnaires. L'auteur avance que le moteur de l'histoire de l'humanité se trouve dans la confrontation violente entre la classe des condamnés et la classe progressiste. Dans cette perspective, le terrorisme est la violence organisée par les contestataires permettant de réaliser la révolution socialiste. Si les réformistes croient en la grève pour faire tomber les gouvernements injustes, Trotsky avance que son efficacité devient réelle lorsqu'elle se transforme en insurrection : « qu'il faille payer avec du sang ; que dans sa lutte pour conquérir le pouvoir et le conserver, le prolétariat devra mourir et savoir tuer, - nul révolutionnaire véritable n'en a jamais douté³² ». Pour Trotsky, la violence et l'exécution des opposants sont motivées par la vertu, en sauvant des vies de prolétaires. La révolution exige de la classe révolutionnaire qu'elle mette tous les moyens en œuvre pour atteindre tous ses objectifs, par l'insurrection armée et par le terrorisme si cela s'avère nécessaire.

Cependant, dans la littérature plus actuelle, le terrorisme n'a plus sa place dans la définition de la contestation. Isabelle Sommier, auteure contemporaine, refuse de

³¹ Leon Trotsky. *Terrorisme et communisme*. (Paris : Union générale d'éditions, 1963).

³² *Ibid.*, p. 53.

considérer le terrorisme comme un acte de contestation politique. Dans *La violence révolutionnaire*³³, elle avance que l'utilisation du terme « terroriste » pour identifier la violence politique vise à occulter l'étude des mécanismes de radicalisation. Pour l'auteure, le terme « terrorisme », employé pour décrire la violence organisée par les mouvements sociaux, est appliqué à différents types de groupes aux profils hétérogènes. Elle préfère le terme de « violence totale », entendue comme « l'exercice d'une violence aveugle à forte résonance spectaculaire frappant la population civile, suivant le principe de disjonction entre victimes (des "non-combattants", des "innocents") et cible (le pouvoir politique)³⁴ ». Cette définition a pour objectif de préciser la notion de terroriste, dont les contours demeurent flous, tout en amenant un questionnement sur un nouveau mode opératoire propre au XX^e siècle par rapport à l'exercice de la violence. Pour ce faire, l'auteure reprend la notion de violence politique de Ted Robert Gurr, définissant celle-ci comme « toute attaque collective lancée à l'intérieur d'une communauté politique, dirigée contre le régime politique, ses acteurs – les groupes politiques en compétition aussi bien que les représentants du pouvoir en place – ou ses politiques³⁵ ». La violence est révolutionnaire dans la mesure où elle attaque le pouvoir d'État, suivant une idéologie de changement social radical.

Sommier et Trotsky ne sont pas des contemporains, ce qui peut expliquer ces définitions divergentes sur la notion de terrorisme. Ainsi, Trotsky présente une position militariste, sa théorie prenant place en pleine guerre civile. Sommier, quant à elle, fait l'analyse des mouvements sociaux et de certaines périodes de révolte, comme mai 1968 en France. Qui plus est, la violence n'est plus acceptée de nos jours comme moyen de revendication, alors qu'à l'époque de la Révolution bolchévique,

³³ Isabelle Sommier. *La violence révolutionnaire*. (Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2008).

³⁴ *Ibid.*, p. 17.

³⁵ *Ibid.*, p. 18.

elle était plus courante. Trotsky amène certains éléments permettant de mieux comprendre la théorie marxiste et comment les justifications traditionnelles par rapport à la violence influencent les discours de la gauche contemporaine, alors que les définitions amenées par Sommier semblent plus appropriées pour apprécier les dynamiques propres aux mouvements sociaux.

Sorel et Trotsky semblent animés du même *leitmotiv* : l'utilisation de la violence est nécessaire pour renverser la domination. La libération des dominés ne pourra se faire que dans la violence, notamment à cause de la violence déployée dans le but de maintenir un système que les dominants ont mis en place et qui les avantage. Néanmoins, Sorel se distancie de la rhétorique marxiste traditionnelle, dans la mesure où il se préoccupe de la question de la reconstruction du pouvoir par les forces révolutionnaires. Pour Sorel, comme pour Benjamin d'ailleurs, il importe de briser le cercle magique³⁶ de la violence. Les arguments justifiant le recours à la violence ont pour avantage de permettre de mieux comprendre les sources d'inspiration des discours des groupes d'extrême gauche contemporains.

Ces deux types de registres apparaissent importants à relever dans le cadre de notre démarche : le débat à propos de la notion de violence étant, la plupart du temps, concentré à fixer la légitimité de cette dernière. Cependant, analyser la violence d'un point de vue moral ou éthique n'est pas notre intention, c'est pourquoi cette question ne sera pas approfondie. Nous avons choisi de nous concentrer d'abord sur une réflexion qui appartient au domaine de la définition, puis sur la stratégie politique d'autolégitimation du pouvoir à l'intérieur des conflits sociaux. Ainsi, nous voulons observer comment les autorités politiques nomment la violence et ceux étiquetés

³⁶ Le terme magique est employé ici en référence à Benjamin, qui explique la circularité de la violence dans sa relation au droit puisque, à la fois conservatrice et fondatrice du droit, la violence est partie intrinsèque de l'État : Walter Benjamin, *op. cit.*, p. 242.

comme violents, afin d'analyser la stratégie politique qui motive la dépolitisation de la violence. Alors que les discours institutionnels tendent à éjecter la violence hors du politique, adhérant à une conception libérale de la démocratie, il importe de se questionner sur cette dépolitisation de la violence.

1.3 La violence, un enjeu politique et social

Au terme de ce chapitre, deux questions semblant essentielles dans l'articulation de notre problématique seront abordées. Nous soutiendrons d'abord que la violence est une partie intrinsèque du politique, et ce malgré les conceptions libérales, qui ont une certaine dominance dans les discours au sein des démocraties modernes. Dans un deuxième temps, nous préciserons les notions de « conflit social » et de « mobilisation sociale », puisque ces concepts s'avèrent fondamentaux pour l'articulation du propos.

1.3.1 Violence et politique

La relation entre violence et politique s'avère des plus complexes. Certains auteurs cherchent à démontrer un rapport de filiation alors que d'autres les placent en opposition radicale. Plusieurs questions posées par les auteurs Jean-Marie Donegani et Marc Sadoun, dans l'article « Ce que le politique dit de la violence »³⁷, viennent confirmer la complexité des rapports entre violence et politique, qui apparaissent à la fois comme notions complémentaires et mal accordées. Premièrement, il y a la place

³⁷ Jean-Marie Donegani et Marc Sadoun, « Ce que le politique dit de la violence ». *Raisons politiques*, 1, no 9 (2003) : 3-18.

octroyée à la violence par la modernité, impliquant un changement au niveau des normes sociales et une pacification des rapports sociaux. La violence apparaît dans sa version instrumentale et n'est plus une fin en soi. Ensuite, il y a la part que la violence laisse d'un point de vue normatif. Associée au mal, la violence est perçue comme le produit de la nature et, en ce sens, le monopole consenti à l'État devient un processus important de la civilisation. Enfin, la violence, étant donné son caractère soudain, ne peut pas faire appel au consentement, alors que le politique s'inscrit dans la continuité et nécessite la légitimité.

Cela dit, les auteurs avancent aussi que violence et politique peuvent se rapprocher en tant qu'expression du refus de ce qui est périssable et provisoire. Ce lien étrange justifie l'importance d'une recherche plus approfondie sur la violence et le politique, sur le rapport qu'ils entretiennent. Comme il a été mentionné précédemment, si de nombreux auteurs exposent avec vigueur l'importance de les départager, il s'avère difficile, voire impossible, de faire disparaître la violence du politique et le politique de la violence.

La distinction entre ami et ennemi, théorisée par Carl Schmitt, est indispensable pour comprendre la problématique de la violence et l'enjeu de définition dans le cadre de cette étude. Selon l'auteur, « la distinction spécifique du politique, à laquelle peuvent se ramener les actes et les mobiles politiques, c'est la discrimination de l'ami et de l'ennemi³⁸ ». Il s'agit d'un principe d'identification, d'un critère, et non d'une définition au sens propre. L'ennemi, c'est l'autre, l'étranger, à un tel point que les conflits avec lui ne pourraient être résolus selon les normes établies ni par

³⁸ Carl Schmitt. *La notion de politique ; théorie du partisan*. 3^e éd. (Paris : Éditions Flammarion, 1992), 64.

l'intervention d'un tiers impartial : « la décision revient aux seuls adversaires³⁹ ». Chacune des parties décide si l'autre représente une menace réelle à sa propre existence, une négation de sa propre existence. Schmitt place l'antagonisme politique au-dessus de tous les autres : « l'antagonisme politique est le plus fort de tous, il est l'antagonisme suprême, et tout conflit concret est d'autant plus politique qu'il se rapproche davantage de son point extrême, de la configuration opposant l'ami et l'ennemi⁴⁰ ». Pour l'auteur, un monde pacifié serait un monde sans politique. Le conflit est donc à la source du politique, dans la mesure où la désignation de l'ennemi implique, en soi, une confrontation entre deux entités. La décision et la désignation de l'ennemi sont le propre de l'État qui est l'unité politique souveraine par excellence pour Schmitt. C'est en nous appuyant sur cette vision du politique que nous affirmons le caractère politique de la violence et du conflit, de manière à réfuter les discours institutionnels circulant au sein des démocraties libérales selon lesquelles la violence est externe à la politique et qu'elle la menace. L'importance de la désignation dans la théorie schmittienne du politique appuie notre démarche quant à l'importance de la nomination lors d'un affrontement entre adversaires politiques.

1.3.2 Conflit social et mobilisation sociale

Deux notions méritent d'être précisées à ce stade-ci : le conflit social et la mobilisation sociale. En effet, si les deux concepts trouvent leur place dans la problématique de cette recherche, il est important de les différencier théoriquement, puisqu'elles ont des implications sur la conception de la contestation développée dans cette analyse.

³⁹ *Ibid.*, p. 65.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 68.

D'abord, la notion de conflit social est au cœur de la démocratie libérale. Le conflit est l'un des moteurs de la démocratie : il permet, entre autres, la revendication qui mène à une transformation au sein de la société. La notion de « politique du conflit » développée par Charles Tilly et Sydney Tarrow regroupe trois variables : le conflit, l'action collective et la politique. Les auteurs la définissent comme suit :

La politique du conflit est faite d'interactions où des acteurs élèvent des revendications touchant aux intérêts d'autres acteurs, ce qui conduit à la coordination des efforts au nom d'intérêts ou de programmes partagés ; et où l'État se trouve impliqué, soit en tant que destinataire de la revendication, soit comme son instigateur, soit comme tierce partie⁴¹.

Le conflit est constitué d'une exigence portant nécessairement atteinte aux intérêts de quelqu'un, peu importe le contexte, la gravité. L'action collective permet « la coordination des efforts au nom d'intérêts ou de programmes partagés⁴² ». Pour les auteurs, est politique ce qui concerne l'État et ses institutions. Ils expliquent que, dans tous les régimes politiques, les interactions entre l'État et les autres acteurs politiques produisent des structures dictant les actions pouvant être mises en œuvre pour mettre de l'avant une revendication. Des répertoires du conflit sont établis, délimitant les formes possibles qu'il peut prendre dans un certain contexte. Cependant, les différentes parties impliquées dans le conflit innovent et négocient, ce qui permet aux auteurs d'affirmer que « la politique du conflit, loin de rejouer sans cesse des vieux scénarios réchauffés, comporte une véritable dynamique dramaturgique⁴³ ».

⁴¹ Charles Tilly et Sydney Tarrow. *Politique(s) du conflit*. (Paris : Presse de Sciences Po, 2008), 20-21.

⁴² *Ibid.*, p. 21.

⁴³ *Ibid.*, p. 327.

Le conflit est une notion ancrée dans la théorie libérale, en tant que désaccord entre deux parties. La définition de cette notion comporte un élément de revendication d'intérêts, qui opère lorsqu'il est question de deux organisations qui négocient. Cela étant, il importe d'apporter une précision intéressante dans le cas du mouvement étudiant, qui est divisé sur les moyens d'action, sur la question des revendications et sur le *principe de totalité*⁴⁴ mis de l'avant. Les théories de la mobilisation sociale permettent d'apporter cette nuance importante, notamment par le concept de nouveaux mouvements sociaux. Daniel Cefaï⁴⁵ indique que le mode de résistance et les groupes associés aux nouveaux mouvements sociaux sont différents de ce qui se voit au niveau des partis politiques, des syndicats et du mouvement ouvrier : « ils soutiendraient une espèce de "politique alternative" en marge de la compétition politique des organes accrédités de représentation d'intérêts et d'opinions et en marge des processus politiques en cours dans les institutions étatiques⁴⁶ ». La notion de conflit se rapporte davantage à la concertation⁴⁷, alors que la protestation propre aux mouvements sociaux se définit davantage par la désobéissance civile et l'action non-violente⁴⁸. Qui plus est, si ces groupes peuvent identifier des points de revendication très précis, ils se démarquent par leur adoption d'« arguments à prétention d'universalisation⁴⁹ ». Ils avancent un principe de totalité en décalage avec la réalité qu'ils combattent. Pour l'auteur, « la notion de [Nouveaux mouvements sociaux] [...] nous semble avoir eu une fonction avant tout normative. Elle proposait un modèle de société en rupture avec les versions conservatrices, libérales et marxistes qui

⁴⁴ « Le principe de totalité n'est rien d'autre que le système d'action historique dont les adversaires, situés dans la double dialectique des classes sociales, se disputent la domination » : Alain Touraine. *Production de la société*. (Paris : Éditions du Seuil, 1973), 363.

⁴⁵ Daniel Cefaï, « Les nouveaux mouvements sociaux : grandeur et décadence d'un projet politique », dans *Pourquoi se mobilise-t-on?*. (Paris : La Découverte/MAUSS, 2007), 411-466.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 411.

⁴⁷ Ce qui implique une négociation, afin d'en arriver à une position commune qui satisfait l'ensemble des partis impliqués.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 426.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 435.

prédominaient jusque-là⁵⁰ ». L'auteur cite également un commentaire d'Alain Touraine, qui s'est particulièrement intéressé au mouvement étudiant français, affirmant que les étudiants ne sont pas devenus un mouvement social, puisqu'incapables de s'unifier sur la base de ses revendications, mais surtout sur « son oscillation entre rhétorique extrémiste et corporatisme institutionnel⁵¹ ». Ce dédoublement propre au mouvement étudiant nous pousse à aborder la notion de conflit social, de mobilisation sociale et de nouveaux mouvements sociaux, pour rendre compte de la réalité sociale dans laquelle s'inscrit notre problématique de recherche. Lors de la grève étudiante de 2012, deux grandes orientations divergentes marquaient le mouvement. Alors que la FEUQ et la FECQ⁵² proposaient une vision plus corporatiste et axée sur la négociation par rapport au dégel des frais de scolarité, la CLASSE⁵³ misait sur le syndicalisme de combat et la nécessité de bâtir un rapport de force avant de s'engager dans la négociation⁵⁴. Qui plus est, les revendications de CLASSE dépassaient le cadre étudiant, s'appuyant sur un autre rapport au monde⁵⁵. Ainsi, il est possible d'aborder la grève étudiante de 2012 comme un conflit social corporatiste, étant donné qu'elle se fonde en premier lieu sur une augmentation des frais de scolarité. Nous ne pouvons cependant pas nous limiter à cette interprétation, puisqu'il y a eu beaucoup de débat de fond sur l'essence de la société québécoise, sur la manière de concevoir le politique et sur quelles transformations seraient souhaitables. C'est ce deuxième volet qui d'ailleurs est le plus menaçant, puisqu'une autre vision du politique en émerge.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 436.

⁵¹ *Ibid.*, p. 437.

⁵² Fédération étudiante universitaire du Québec et Fédération étudiante collégiale du Québec

⁵³ Coalition large de l'ASSÉ, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante

⁵⁴ Thomas Chiasson-Lebel, « Le mouvement étudiant québécois : un conflit de classe », dans *Anuari des conflictes socia 2013*. (Barcelone : Observatorio del Conflict Social, 2014), 368-388.

⁵⁵ « Ce sont les manifestations hétérogènes de ce faire-grève qui ont donné au mouvement son épaisseur et sa singularité; jusqu'à le rendre opaque, par la densité des rêves et des réalités qui l'ont habité » : Collectif de débrayage. *On s'en câlisse : histoire profane de la grève printemps 2012. Québec*. (Montréal : Sabotart ; Genève, Paris : Entremonde, 2013), 9.

1.4 La violence contestataire : constats et conclusions

Au terme de cette première partie, force est de constater que malgré les efforts investis, il est délicat de s'aventurer dans un exercice établissant une définition précise de ce qu'est la violence. Les théories abordées ont permis de mieux comprendre l'importance du parti-pris de l'auteur en cause, cela impliquant de faire intervenir, souvent de manière inconsciente, un biais normatif. Le caractère subjectif semble encore plus important lorsqu'il est question de violence contestataire, puisque les auteurs mettent de l'avant leurs propres aspirations en ce qui concerne la théorie qu'ils tentent eux-mêmes d'élaborer. James B. Rule, dans *Theories of Civil Violence*⁵⁶, défend l'idée selon laquelle l'absence de conclusions émanant des théories a permis de mettre en relief les ambiguïtés des théoriciens et les attentes non dévoilées de la théorie elle-même. La théorie générale de la contestation et de la violence qui l'accompagne est impossible à faire, étant donné la charge politique qu'elle comporte. Les auteurs ne peuvent se défaire de leurs prédispositions par rapport à cette question, ce qui la rend si sensible.

La violence contestataire possède des registres de légitimation et de délégitimation. À cause de son caractère destructeur et imprévisible, le recours à la violence est condamné par certains auteurs, pour qui la pacification des rapports sociaux ne peut provenir que du dialogue démocratique qui est non violent par nature. À l'opposé, des auteurs avancent la nécessité ou la fatalité de l'action violente face à un ennemi plus violent encore, et que seul l'anéantissement est à envisager.

⁵⁶ James B. Rule. *Theories of civil violence*. (Berkeley: University of California, 1988).

En se plaçant du point de vue de la compréhension, plutôt que de la délimitation, n'a-t-on pas plus de chance de saisir le phénomène de la violence dans toute la grandeur et sa complexité? L'explication de Benjamin dans « Pour une critique de la violence » nous paraît particulièrement intéressante pour permettre de mieux comprendre comment opère le droit et comment une violence en émane. Par souci de se maintenir lorsqu'il voit sa survie menacée, le droit agit violemment à l'intérieur du cercle continu de sa conservation et de sa fondation. La violence pure est au contraire celle qui détruit le droit et qui refuse de recréer un ordre violent. C'est en nous appuyant sur cette conception de la violence que la question de la contestation est abordée : en tant que force collective qui défie l'ordre du droit. À notre sens, la contestation doit porter en elle un *principe de totalité* qui diffère de celui qui est en place et qui remet en question l'existence de ce dernier. En ce sens, et aussi en s'appuyant sur des aspects de la théorie de Bourdieu, nous analysons la violence des autorités politiques à travers la manière de nommer et de constituer le sujet contestataire. Dans le prochain chapitre, la question de la définition de la violence et du violent s'inscrivant dans un rapport de force fondamentalement politique sera abordée.

Une telle analyse est fondamentale dans la mesure où un débat sur ce qu'est la violence fait rage à l'intérieur des démocraties modernes, surtout lors de conflits sociaux pendant lesquels plusieurs versions concurrentes font surface. La manière de définir la violence est représentative d'une certaine conception du politique, de la légitimité, de la contestation et de la démocratie. L'ambition de ce chapitre était de mieux comprendre comment prend place le débat entre ces dimensions conceptuelles, afin d'aborder, dans le chapitre suivant, la question de la légitimité de la nomination.

CHAPITRE 2

ENJEU DE DÉFINITION

Le jeu politique a pour enjeu le monopole de la capacité de faire voir et de faire croire autrement.

- Pierre Bourdieu
Propos sur le champ politique

De par sa force sémantique et politique, le terme de « violence » semble être un terrain particulièrement propice à ces luttes de sens.

- Martin Hébert
La violence dans l'imaginaire latino-américain

Malgré la fermeté du discours dominant à l'encontre de la violence, il est impossible de dégager une définition consensuelle de cette notion. Il existe une pluralité de conceptions de la violence, mais l'une d'elles semble dominer dans le langage des autorités politiques et médiatiques lorsqu'il est question de la contestation : celle relative à la criminalité. Ce cadrage sémantique dissimule la signification complexe du terme violence et en atténue la portée politique. C'est ce pourquoi, dans le cadre de cette étude, les théories sur le langage deviennent incontournables. Elles permettent de mettre en évidence les conséquences, les implications et les motivations expliquant la volonté des autorités politiques à réduire la notion de violence à la criminalité.

Les mots ne sont pas uniquement des vecteurs de communication; ils sont chargés de sens. Ainsi, la définition est elle-même un enjeu de pouvoir. Celui qui énonce la définition d'un terme controversé comme celui de la violence impose une certaine vision du monde et du politique. C'est ce point en particulier qui sera abordé dans ce chapitre, c'est-à-dire en quoi une lutte qui attribue un sens politique à la définition de la violence est politique, tout comme ses répercussions d'ailleurs. Dans un premier temps, nous verrons en quoi le fait *de définir* est en soi un enjeu social et politique. Dans un deuxième temps, la forme que prend cet enjeu à l'intérieur d'un conflit social sera précisée. Finalement, nous aborderons plus spécifiquement la question de la criminalisation de la contestation par le discours politique, liée à la définition de violence.

2.1 Définir la violence : un enjeu de pouvoir

L'exercice de la définition n'est pas un acte désintéressé. Au contraire, il s'inscrit dans une logique politique, où les différents acteurs tentent d'agir sur le rapport de force qui les relie, notamment par l'imposition de définitions étant centrales dans la vision de la politique et du social. La violence est, par son rapport étroit au politique, un des termes les plus utilisés à cet effet. Dans cette première section, nous étudions conjointement Yves Michaud, Pierre Bourdieu, Martin Hébert et Lahouari Addi, pour tracer les contours de ce que Bourdieu nomme la *langue légitime* du pouvoir politique. Il sera ensuite question des motivations qui mettront à l'avant-plan la violence contestataire et qui dissimulent par le fait même celle de l'ordre.

2.1.1 La langue légitime du pouvoir politique

Si le monde social est le terrain d'une lutte pour imposer une définition légitime de la violence, il y a bien une version dominant les versions concurrentes. Celle-ci tend à effacer les autres, pour se prévaloir du droit de faire usage de la violence légitimement, ou de manière dissimulée. Dans l'ouvrage *Violence et politique*, Yves Michaud soutient que la généralisation de la catégorie « violence » est trompeuse, parce qu' « elle naît au croisement de discours antagonistes qui se la disputent en l'interprétant chacun à leur manière; dans l'élément d'une même langue s'affrontent ou s'ignorent des discours qui, à la limite, ne sont pas traduisibles les uns dans les autres⁵⁷ ». Le recours au mot « violence » témoigne d'une certaine manière de percevoir le champ social, mais également de sa réalité matérielle. Elle ne peut donc être réduite à la seule représentation du social. Pour l'auteur, il se forme un cercle entre la violence et la représentation de la violence, où le réel s'effondre dans la tension entre différentes interprétations de la violence et les transformations en ressortant donnent une nouvelle consistance à la manière de définir la violence. La généralisation de la notion de violence, confondant toutes catégories, incarne une lutte pour l'imposition des représentations de la violence.

Pour Bourdieu, la question de la définition est un enjeu de lutte politique essentiel. Les protagonistes s'opposant dans le champ social émettent leurs définitions de la violence avec pour objectif leur imposition dans l'imaginaire social, une version définitive porteuse d'une philosophie :

⁵⁷ Yves Michaud. *Violence et politique*. (Paris : Éditions Gallimard, 1978), 10.

Les luttes symboliques et politiques sur le *nomos* (*nomos*, vient du verbe *némo* qui veut dire opérer une division, un partage ; on le traduit d'ordinaire par "la loi", mais c'est aussi, plus précisément, ce que j'appelle le principe de vision et de division fondamental qui est caractéristique de chaque champ) ont pour enjeu majeur l'énonciation et l'imposition des «bons» principes de vision et de division.⁵⁸

L'énonciation et l'imposition des critères de division participent à l'établissement d'une structure sociale fondée sur ceux-ci. Les critères remportant le jeu de la légitimité influencent la structure du monde social, les imaginaires et les croyances politiques. Dans cette perspective, la politique devient une lutte pour des *idées-force*, agissant comme puissance mobilisatrice. La reconnaissance d'un principe de division avancé par un groupe lui permet de recueillir la puissance de ceux qui le reconnaissent comme *force de vérité*. Bourdieu soutient que les principes de division révèlent des rapports de force en place dans l'univers politique, par exemple entre les personnes étiquetées violentes, donc criminelles, et celles qui respectent l'ordre, souvent qualifiées de citoyens engagés et civilisés. La manière de nommer a donc des répercussions sur l'adhésion des membres de la communauté aux idées qui y sont véhiculées.

Dans *Méditations pascaliennes*⁵⁹, Bourdieu estime que l'espace social est le fondement des prises de position antagonistes, notamment en ce qui concerne la distribution des différentes espèces de capital, et un enjeu de luttes et de confrontation entre les points de vue, toujours dans le but d'imposer des principes de vision et de division. La lutte politique est cognitive et a pour but l'imposition de la vision légitime du monde social, de son sens et de la direction qu'il doit prendre. Le monde social est, en ce sens, le produit et l'enjeu des luttes symboliques, à la fois politiques

⁵⁸ Pierre Bourdieu. *Propos sur le champ politique*. (Lyon : Presses Universitaires de Lyon, 2000), 63.

⁵⁹ Pierre Bourdieu, « Violence symbolique et luttes politiques », dans *Méditations pascaliennes*. (Paris : Éditions du Seuil, 2003), 235-296.

et cognitives, pour la connaissance et la reconnaissance. À l'intérieur de celles-ci, chacun tente d'imposer une vision du monde qui l'avantage, œuvrant pour que soient légitimés des principes de construction de la réalité sociale favorables à son être social. Le travail politique de légitimation se fait toujours à partir de l'acceptation du monde tel qu'il est, comme étant une vérité universellement acceptée.

Martin Hébert met de l'avant l'importance de la notion de violence symbolique notée par Boudieu pour comprendre comment la violence est en quelque sorte imprégnée dans la structure de toutes sociétés. La manière de nommer la violence, notamment par les autorités politiques, est un rappel à l'ordre puissant, dans la mesure où il a pour objectif de criminaliser la contestation pour ainsi éviter tout changement à l'ordre social. Dans « La violence au Guatemala : le pouvoir de nommer », il s'intéresse aux transformations sémantiques de ce qui est considéré comme violent dans le discours social, en tant qu'indicateur révélateur du rapport au politique. Si la majorité des auteurs classiques se sont concentrés sur le monopole revendiqué par l'État concernant l'usage de la violence, Hébert souligne que « le pouvoir de nommer les choses est aussi un pouvoir revendiqué par l'État moderne qui convoite particulièrement celui exercé sur l'imaginaire par la capacité de nommer la souffrance des gens et ses causes⁶⁰ ». Il rappelle que, malgré ces discours institutionnels dominants, il serait erroné de croire que ces versions ne sont pas contestées et font l'unanimité. Le discours officiel est donc en opposition avec une pluralité de discours polémiques, permettant à Hébert d'affirmer que le monopole de la nomination légitime est un enjeu de lutte politique.⁶¹ Qui plus est, il affirme que l'ensemble des usages du concept de violence sont polémiques. Le fait de ne considérer qu'une seule

⁶⁰ Martin Hébert, « La violence au Guatemala : le pouvoir de nommer », dans *La violence dans l'imaginaire latino-américain*, sous la dir. d'André Corten. (Québec : Presses de l'Université du Québec, 2009), 235.

⁶¹ *Ibid.* p. 236.

vision sur la base de sa valeur purement descriptive est essentiellement, selon Hébert, un effet de pouvoir.⁶²

Les théories de Bourdieu sur le langage jettent un éclairage sur la façon dont les acteurs politiques tentent d'instaurer des critères de division qui leur permettent d'acquérir une forme de reconnaissance et une légitimité sociale, représentant une issue afin d'avancer leurs revendications et leurs intérêts. Ce modèle est intéressant dans le cadre de notre étude et c'est ce pourquoi nous soulignerons les critiques adressées à sa théorie, relevées par Lahouari Addi⁶³. Selon lui, si Bourdieu arrive à mettre en place un modèle du politique qui imbrique différents concepts comme la violence, la domination, le pouvoir et la légitimité, ce dernier échoue à créer une véritable théorie de l'État, en tant que puissance publique qui dispose d'un pouvoir lui étant spécifique. La comparaison qu'établit Bourdieu avec le marché, où se rencontrent l'offre des différents partis politiques et la demande des électeurs, ne permet pas, selon Addi, de mettre en évidence « l'originalité du pouvoir politique, celle d'édicter des règles ayant force de loi et s'imposant à tous⁶⁴ ». Addi critique la notion de violence symbolique de Bourdieu, en mettant de l'avant l'impossibilité pour l'État d'en accaparer le monopole, contrairement à la violence physique légitime. Cependant, l'État ne renonce pas à produire une certaine violence symbolique, pour « se donner les chances de concurrencer, c'est-à-dire de *dé légitimer*, tout autre pouvoir social ayant une influence sur la société⁶⁵ ». Pour l'auteur, et c'est essentiel, « l'État ne dit pas ce qui est légitime – c'est à la société de le faire –, mais il dit ce qui est légal, traçant la frontière avec ce qui ne l'est pas sur le critère essentiel de l'utilisation de la violence physique et de l'atteinte à l'ordre public

⁶² *Ibid.*, p. 243-244.

⁶³ Lahouari Addi, « Violence symbolique et statut du politique chez Pierre Bourdieu ». *Revue française de science politique*, 5, no 6 (2001) : 949-963.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 949.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 952.

en relation avec la protection de la propriété privée⁶⁶ ». La théorie de l'État de Bourdieu présente un problème important, dans la mesure où elle omet les modèles attribuant le monopole de la violence physique légitime à l'État, insistant uniquement sur le monopole de la violence symbolique qui, selon Addi, n'en est pas un. En sociologisant le politique, Bourdieu met de côté la spécificité du pouvoir, refusant donc

de voir la singularité de ce dernier qui oblige à l'obéissance par le recours à la force si nécessaire – ce qui n'est pas le cas d'autres pouvoirs sociaux, à l'exception de la relation à l'esclavage –, qui impose l'allégeance en s'arrogeant la prérogative de désigner l'adversaire, et enfin qui trace la frontière entre les espaces privé et public soumis à des règles juridiques dont il assure le respect.⁶⁷

Si les notions avancées par Bourdieu sont intéressantes et permettent de comprendre certaines dimensions de notre problématique, entre autres sur la question de la définition, il est toutefois essentiel de mettre l'État au centre de notre conception du pouvoir politique, puisqu'il détient le monopole de la violence légitime. C'est en s'appuyant sur cette vision du pouvoir politique qu'il est possible de comprendre l'importance de la lutte pour la nomination de l'adversaire⁶⁸, une lutte ayant pour objectif de nier à celui-ci toute forme de légitimité⁶⁹ politique. Notons que la définition de Weber apparaît ambiguë, dans la mesure où il est difficile d'affirmer que l'État détient ce monopole en toute circonstance. Il faut rappeler qu'il en a tout de même l'ambition. C'est sur ce terrain que prend place la lutte sémantique intéressant notre recherche.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 953.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 960.

⁶⁸ En référence à Carl Schmitt et son critère d'identification du politique, tel qu'expliqué au premier chapitre.

⁶⁹ La légitimité qui, rappelons-le, est au cœur de la définition que fait Weber de l'État, en tant que détenteur de la légitimité d'user de la force et de la violence pour se maintenir.

2.1.2 Stratégie politique de la dissimulation de la violence

Il n'est pourtant pas d'office reconnu par l'État que la violence est son moyen spécifique, comme l'ont pourtant souligné de nombreux auteurs. Philippe Braud traite de la violence en abordant l'occultation de son caractère politique, en tant que stratégie dans le but de maintenir une certaine pacification des rapports sociaux. Selon lui, même si la violence est jugée selon un impératif moral dans les démocraties modernes, elle demeure un mode d'affirmation politique s'inscrivant dans un rapport de force qu'elle manipule sans cesse. Si la violence est en apparence bannie, elle n'est cependant pas condamnée à disparaître. Les sociétés contemporaines ont établi comme exigence de fonctionnement la marginalisation de l'emploi de la violence physique. Cependant, pour Braud, « les sociétés contemporaines, parce qu'elles sont démocratiques, mais aussi, et surtout peut-être, parce qu'elles sont marchandes, font totalement basculer les représentations de la violence physique »⁷⁰. L'activité économique, fortement intégrée dans les sociétés modernes, exige une pacification totale des rapports sociaux, puisque la violence est avant tout destructrice et désorganisatrice. Or, les forces économiques déployées étant elles aussi destructrices et écrasantes, elles peuvent causer un retour de la violence. L'État de droit, dont la légitimité est reconnue par la volonté générale, repose ultimement sur le monopole de la coercition qui lui est accordé, suivant la définition wébérienne de l'État. Dans la tradition de la philosophie libérale, l'acceptation que la démocratie repose sur la violence est intolérable à la fois pour les dirigeants et pour les dirigés. Il faut donc élaborer des discours afin de gérer cette contradiction. La distinction entre la violence maintenant l'ordre et celle le menaçant est fondamentale pour délégitimer tout recours à la force dans le but de transformer l'ordre social. C'est d'ailleurs

⁷⁰ Philippe Braud, « La violence politique : repères et problèmes ». *Cultures & Conflits*, no 9-10 (1993).

précisément le cas de la contestation. L'occultation du caractère politique de la violence est une stratégie ayant pour but de faire croire que la violence n'est jamais politique. Qui plus est, le renforcement du contrôle social agit comme une garantie de la marginalisation de la violence politique, puisqu'on tend à faire disparaître tous les discours qui mettent de l'avant une certaine dimension politique à la violence.

Pour Bourdieu, « la politique commence, à proprement parler, avec la dénonciation de ce contrat tacite d'adhésion à l'ordre établi qui définit la doxa originaire⁷¹ ». Pour l'auteur, le discours contestataire⁷² doit briser l'adhésion au monde du sens commun, non seulement en appelant publiquement à la rupture avec l'ordre ordinaire, mais surtout en produisant un nouveau sens commun. Ainsi, la force de ce discours réside dans « la dialectique entre le langage autorisant et autorisé et les dispositions du groupe qui l'autorise et s'en autorise⁷³ ». Les dominants résisteront toujours à ce changement de rapport au monde, dans la mesure où ils sont liés avec le consensus sur le sens du monde social :

Ne trouvant rien à redire au monde social tel qu'il est, ils s'efforcent d'imposer universellement, par un discours tout empreint de la simplicité et de la transparence du bon sens, le sentiment d'évidence et de nécessité que ce monde leur impose ; ayant intérêt au laisser-faire, ils travaillent à annuler la politique dans un discours politique dépolitisé, produit d'un travail de neutralisation ou, mieux, de dénégation, qui vise à restaurer l'état d'innocence originaire de la doxa et qui, étant orienté vers la naturalisation de l'ordre social, emprunte toujours le langage de la nature.⁷⁴

⁷¹ Pierre Bourdieu. *Ce que parler veut dire : l'économie des échanges linguistiques*. (Paris : Fayard, 1982), 150.

⁷² Dans le texte de Bourdieu, il est question du discours hérétique ; nous préférons le terme de contestataire, qui reflète mieux notre problématique, tout en s'accordant au propos de l'auteur.

⁷³ *Ibid.*, p. 152.

⁷⁴ *Ibid.*, p. 155.

Les autorités politiques auront alors tendance à user d'un langage politique, se clamant impartial et ce, bien qu'il soit politiquement marqué. Loin de faire disparaître le caractère politique de la violence, cette mise en scène révèle justement à quel point la violence est politique, notamment lorsqu'elle affronte la contestation en criminalisant ses acteurs. Nommer l'adversaire en l'excluant du cadre politique afin de lui enlever la légitimité qui lui permettrait d'acquérir une adhésion, c'est briser son caractère menaçant, c'est l'empêcher d'acquérir la puissance permettant de devenir acteur du changement social.

Dans le texte de présentation du volume *Ordre et violence*⁷⁵, Jean-Michel Landry expose que la violence menaçant l'ordre est toujours pointée du doigt, alors que celle perpétrée au nom de l'ordre est quant à elle dissimulée sous couvert de légitimité :

La définition de la violence, à vrai dire, cache un enjeu politique. Réserver le mot « violence » aux actes dirigés contre l'ordre des choses revient, au fond, à tirer le voile sur ce que cet ordre peut comporter de violences. Cela équivaut à taire délibérément les violences commises *au nom* de l'ordre social, ou encore à *travers* celui-ci. Comme si les formes de violences qui s'exercent par l'intermédiaire des institutions sociopolitiques bénéficiaient d'une légitimité morale⁷⁶.

La dissimulation de la violence institutionnelle, en éclairant toujours la violence qui menace l'ordre, permet de la faire disparaître. Si l'on accepte la définition de Weber de l'État, en tant qu'entité qui recherche le monopole de la violence légitime, il est évident que ces stratégies de conservation du monopole de la légitimité visent à délégitimer l'adversaire. C'est en ce sens que nous affirmons que la définition de la violence cache un enjeu politique, soit la conservation ou l'obtention de la légitimité.

⁷⁵ Jean-Michel Landry, « Les violences de l'ordre ». *Aspect sociologique*, 14, no 1 (2007).

⁷⁶ *Ibid.*

2.2 Violence contestataire ou criminalité?

Définir, c'est avancer une vision du monde à l'aide d'un mot qui est chargé du sens qui concorde avec nos croyances et nos aspirations. À la base de la théorie sur l'État, Max Weber liait l'acte de définition au pouvoir de l'État, en faisant le seul détenteur de son usage légitime. En nous appuyant des constats tirés de Bourdieu, Hébert et Michaud, nous pouvons affirmer la spécificité de l'État dans cet acte de définition. Le caractère unique de l'État n'est pas celui de nommer, mais celui d'avoir la légitimité de nommer. Si le langage de l'État tente de faire disparaître le caractère politique de la violence contestataire et à dissimuler sa propre violence en utilisant le lexique de la criminalité, il importe de rappeler l'importance de l'enjeu de définition à l'intérieur des conflits sociaux en tant que point central de notre analyse. Ainsi, nous verrons comment la contestation est presque systématiquement rejetée dans le camp de la criminalité et ce qui justifie une telle manœuvre dans le discours. L'association entre criminalité et contestation a une conséquence importante, comme le remarque Catherine Huart, soit « ce refus de reconnaître un caractère politique aux actions directes⁷⁷ ». Elle avance également que c'est justement parce que les actions directes issues de la contestation transgressent l'ordre politique en vigueur qu'elles ont un caractère fondamentalement politique.

Selon Herbert Marcuse, l'opposition n'a pas intérêt à se manifester autrement que dans la démonstration, c'est-à-dire de manière non violente et ne cherchant pas

⁷⁷ Catherine Huart, « Introduction III : Interpellation plébéienne et subjectivation politique », dans *L'interpellation plébéienne en Amérique latine : Violence, actions directes et virage à gauche*, sous la dir. d'André Corten, Catherine Huart et Ricardo Peñafiel. (Québec : Presses de l'Université du Québec, 2012), 54.

volontairement l'épreuve de la force⁷⁸. En effet, il est absurde de chercher l'affrontement, puisqu'il est déjà là sans avoir besoin d'être provoqué. Les démonstrations légales ne consistent pas en des affrontements avec la violence institutionnalisée de l'État. Cependant, Marcuse souligne que « même si les manifestations entendent rester dans le cadre de la légalité, il faut ajouter aussitôt qu'elles se trouvent livrées à la violence institutionnalisée, laquelle est en mesure de fixer librement ses propres limites et de restreindre celles de la légalité jusqu'à un point intolérable⁷⁹ ». C'est ainsi que la limite entre légal et illégal devient mouvante, et ce qui était jadis légal ne l'est plus le jour suivant. Le mouvement étudiant, toujours selon ce théoricien, éprouve cette problématique dès lors qu'il devient menaçant pour la survie du système. Une telle analyse fait écho à la « Critique de la violence » de Benjamin, dans la mesure où ce dernier explique la problématique particulière de la grève, en tant que moindre mal qui doit être toléré par les autorités pour éviter une plus grande résistance. En ce sens, la codification des grèves de travailleurs, par exemple, a pour effet de permettre une certaine contestation, qui reste encadrée par le droit. Cependant, toute revendication qui sortirait du cadre prévu par la loi devient immédiatement menaçante, et ne peut donc pas être tolérée par l'État.

Par rapport au droit de résistance, Marcuse explique que la reconnaissance de ce droit est un des éléments les plus anciens et les plus sacrés du monde occidental. L'ordre détient le monopole de la violence légitime et il a le droit positif d'en faire usage pour se défendre. Cependant, lorsqu'on s'y oppose, on reconnaît un droit encore plus grand, selon lequel la résistance agit comme moteur du développement historique de la liberté⁸⁰. C'est pourquoi, selon lui, il y a « la violence institutionnalisée de l'ordre dominant et la violence de la résistance, nécessairement vouée à rester illégale en face

⁷⁸ Herbert Marcuse, « Le problème de la violence dans l'opposition », dans *La fin de l'utopie*. (Neuchâtel : Delachaux & Niestlé, 1968), 47.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 48.

⁸⁰ *Ibid.*

du droit positif⁸¹ ». La résistance ne peut donc pas s'exprimer dans la légalité, puisqu'aucun système ne peut légaliser une violence menaçant son existence. Dès que se crée l'opposition, elle se trouve d'emblée sur le terrain de la violence, de l'illégalité et de la criminalité.

Yves Michaud va dans le même sens, avançant que le discours sur l'ordre annonce inévitablement la montée de la violence, laissant planer la menace de l'autoritarisme. Ce qui apparaît en premier est le respect du légalisme, l'exigence du respect de la loi et de l'ordre. Ce qui dérange, ce n'est pas l'horreur de l'acte, mais le fait même de transgresser la loi. L'acte a si peu d'importance que, peu importe ce qui arrive, c'est la mythologie de l'insécurité qui est mise de l'avant, selon laquelle une nouvelle ère de malheur serait imminente. Cela entraîne une obsession de la prévention, où des mesures pour renforcer la sécurité sont toujours développées pour prévenir les violences. La mythologie de la montée de la violence renvoie à l'État policier. Cette narration doit aussi pousser la violence aux limites du social, comme si elle n'était que le fait des autres, poussant le social à nier sa propre violence. Elle classe tout ce qui contrevient à la règle sous le registre de la criminalité, y compris en ce qui a trait à l'opposant politique. Tous les contrevenants sont expulsés hors de la vie sociale et politique, afin de les mettre là où ils doivent être, c'est-à-dire en marge, ce qui, de surcroît, camoufle la violence dont ils seront la cible. On transforme la transgression en phénomène scandaleux qui s'attaque aux règles intangibles ou intouchées. Ces discours tentent aussi d'expulser la violence à l'extérieur du social afin de dissimuler le fait qu'elle se trouve aussi en son cœur, et peut-être même afin de refouler leurs appréhensions à ce sujet. Ainsi, selon l'auteur, en voulant à tout prix combattre et expulser la violence, les sociétés deviennent elles-mêmes violentes.

⁸¹ *Ibid.*

Dans le chapitre d'un ouvrage sur la grève étudiante de 2012⁸², Francis Dupuis-Déri et David L'Écuyer proposent une analyse selon laquelle la violence et l'intimidation ont constitué la principale récrimination adressée au mouvement étudiant, dans le but stratégique de stigmatiser celui-ci. S'appuyant sur la définition de la répression de Jennifer Earl⁸³, ils avancent que certaines manœuvres discursives des autorités participaient à la répression, par leur manière de nommer certaines franges du mouvement étudiant, en les légitimant ou en les délégitimant. Les auteurs s'interrogent sur les formes de la répression et ils énoncent, notamment, que lorsque « des discours émis par les autorités et les médias condamnent avec insistance un mouvement de contestation pour sa prétendue violence, il est alors possible d'y voir une autre forme de répression⁸⁴ ». Ils expliquent que les effets de ces discours peuvent nuire au mouvement social en lui retirant sa légitimité auprès de ses alliés réels ou potentiels. Il s'agit notamment de justifier la répression policière et juridique et d'encourager la discorde à l'interne, en incitant à marginaliser les *agitateurs* et les *casseurs*. Pour les auteurs, « tout au long du Printemps érable, les autorités et les médias imposèrent une distinction manichéenne entre les "bons manifestants", pacifiques, raisonnables et dont la cause est légitime, et les "casseurs" qui ne défendraient aucune cause politique ou qui nuiraient à la bonne cause⁸⁵ ». Pour Dupuis-Déri, ce type de démarcation a un effet performatif important : éjecter symboliquement hors du politique certains militants jugés trop radicaux. Pour avoir une influence politique, il est nécessaire d'être respectable, bien évidemment au sens où l'entendent les élites politiques.

⁸² Francis Dupuis-Déri et David L'Écuyer, « Printemps de la matraque. Répression et autorépression », dans *Un printemps rouge et noir : Regards croisés sur la grève étudiante de 2012*, sous la dir. de Marcos Ancelovici et Francis Dupuis-Déri. (Montréal, Écosociété, 2014), 327-354.

⁸³ Jennifer Earl « a intégré dans sa définition de la répression toute action des autorités ayant pour effet de réduire la capacité de mobilisation d'un mouvement social, y compris les critiques et les dénonciations exprimées dans les médias ainsi que les manœuvres pour canaliser la contestation et l'institutionnaliser » : *Ibid.*, p. 328.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 337.

⁸⁵ *Ibid.*, p. 338.

Lorsqu'on porte l'étiquette de *criminel*, la légitimité politique de ses actes est presque impossible à acquérir. Dès qu'il est étiqueté, le criminel ne bénéficie pas d'une certaine respectabilité et d'un sens politique, essentiels pour mener de l'avant des revendications au sein d'une démocratie. Selon Dupuis-Déri, lors de la grève étudiante de 2012, alors que plusieurs acteurs du mouvement et auteurs, dont lui-même, parlaient de profilage politique⁸⁶, le corps de police préférait quant à lui l'appellation de *profilage criminel*, refusant dans ce terme de donner une quelconque légitimité ou même un statut politique aux militants jugés violents. Philippe Braud va dans le même sens lorsqu'il insiste sur le caractère identitaire relié à la violence, où l'identification personnelle par la violence permet de faire « surgir un lexique autour duquel sympathisants et adversaires vont s'affronter pour tenter d'imposer une dénomination légitime⁸⁷ ». La force répressive pour les contestataires, la force de l'ordre pour les autorités en place. Pour l'auteur, cette bataille pour la qualification légitime est avant tout politique.

2.3 L'enjeu de définition : constats et conclusions

Au terme de ce chapitre, quelques constats et conclusions s'imposent quant à l'enjeu de définition et sa dimension politique à l'intérieur des conflits sociaux. Nous retenons de Bourdieu l'importance de la lutte qui prend forme dans l'imposition des *bons* principes de vision et de division. Ce constat est fondamental dans notre démarche de recherche, dans la mesure où les discours des autorités politiques

⁸⁶ « Toute action prise par une ou des personnes d'autorité à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes, pour des raisons de sûreté, de sécurité ou de protection du public, qui repose sur des facteurs tels l'opinion politique, les convictions politiques, sans motif réel ou soupçon raisonnable, et qui a pour effet d'exposer la personne à un examen ou à un traitement différent » : Dupuis-Déri, Francis, « Broyer du noir. La répression policière de la « déviance politique » au Québec », dans *À qui la rue? Répression policière et mouvements sociaux*. (Montréal : Écosociété, 2013), 209.

⁸⁷ Philippe Braud, *loc. cit.*

s'appuient sur ces principes, qu'ils veulent hégémoniques, servant à contrer les menaces à l'ordre les favorisant. Cependant, nous nous inspirons d'Addi pour affirmer que le pouvoir de nommer de l'État est particulier, différent de tout autre. C'est en ce sens qu'il apparaît essentiel d'étudier les discours des autorités politiques, discours nous renseignant sur la manière dont se constituent les principes de divisions qui ont force de vérité dans nos démocraties libérales. Cette analyse nous permet de comprendre comment on en vient à une définition criminelle de la violence et de ses acteurs. C'est ce dont parle Hébert lorsqu'il affirme que l'État veut s'arroger le pouvoir de nommer les choses. Ces définitions participent à la manière dont se constitue le rapport au politique à l'intérieur des sociétés.

Cette violence de l'ordre est généralement camouflée, notamment lorsqu'elle désigne la violence de l'autre comme étant la seule existante. Jean-Michel Landry expose ce fait lorsqu'il affirme que la définition de la violence par les autorités politiques cache un enjeu politique de taille ; celui de dissimuler sa propre violence. Ce voile ne fait apparaître que la violence des contestataires, dont la seule existence menace l'ordre. Braud met en lumière la contradiction inhérente à l'État libéral, qui repose à la fois sur le droit, la légitimité que lui confèrent les élections, la coercition et la répression dont il a le monopole. Selon lui, il devient nécessaire de faire disparaître la violence de l'ordre, dans la mesure où cela remet en question la représentation véhiculée de l'État de droit. Ainsi, Bourdieu va affirmer que le langage des politiciens aura tendance à neutraliser son action, à la dépolitiser, afin de la donner pour naturelle. Cette dissimulation de la violence ne la fait cependant pas disparaître. Au contraire, elle lui donne encore plus de puissance, puisqu'elle arrive à se faufiler partout en devenant méconnaissable.

Ce cadre conceptuel prépare le terrain de notre analyse de discours. En effet, nous nous intéressons aux mécanismes discursifs qui sont mis en place dans le but de

déterminer une définition de ce qu'est la violence et le violent, servant des intérêts et le maintien de l'ordre. En ce sens, le vocabulaire de la criminalité vient remplacer celui de la contestation. Alors que la contestation revêt une certaine légitimité politique, dans la mesure où elle est partie intégrante de la démocratie, comme le rappelle Marcuse, la criminalité est une anomalie qui n'a pas sa place en démocratie. Cette manière de nommer a pour ambition de rejeter la contestation aux frontières du politique, puisqu'en criminalisant les contestataires, on leur refuse en quelque sorte le statut politique d'interlocuteur politique légitime. Nous verrons comment cela prend effectivement place à l'intérieur des discours des autorités politiques dans le chapitre suivant.

CHAPITRE 3

MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE.

Il arrive bien souvent que l'arsenal argumentatif déployé par tel ou tel discours n'ait pas tant pour but de mettre au jour une « vérité » quelconque que de couvrir et légitimer a posteriori des partis pris indéracinables....

- Catherine Kerbrat-Orecchioni
L'énonciation : De la subjectivité dans le langage

Chaque approche de la pensée politique apporte son propre découpage en fonction de sa conception (implicite ou explicite) du politique.

- Ricardo Peñafiel
Ceci n'est pas une idée politique

Avant d'en arriver à l'étape de l'analyse de discours, il est essentiel de discuter de l'aspect méthodologique. Dans un premier temps, nous aborderons l'analyse de discours en tant que méthode et la manière dont elle sera mise en œuvre dans le cadre de cette étude. Dans un deuxième temps, nous expliquerons différents éléments directement observables dans le cadre l'analyse à venir, c'est-à-dire diverses indications théoriques qui délimitent le cadre dans lequel elle sera effectuée. Ensuite, le cas sélectionné pour cette étude sera justifié en lien avec l'intérêt qu'il présente concernant notre problématique et des concepts exposés dans les premières sections de ce travail. Finalement, nous présenterons les étapes préliminaires à la mise en œuvre de l'analyse de discours, soit la constitution du corpus d'analyse et les thèmes dégagés qui structureront l'analyse de discours.

3.1 L'analyse du discours

Dominique Maingueneau, dans *L'Analyse du Discours*⁸⁸, nomme les diverses manières de cerner la notion de discours. Plutôt que d'en établir une définition avec des catégories figées, il préfère le concevoir comme « un certain mode d'appréhension du langage⁸⁹ ». Le discours est entendu comme langage, en tant qu'activité de sujets qui s'inscrivent à l'intérieur de situations. L'intérêt de l'analyse du discours réside justement dans la réflexion sur « le dispositif d'énonciation qui lie une organisation textuelle et un lieu social déterminé⁹⁰ ». Il est important de prendre acte de l'opacité de l'activité discursive, qui a un rôle conducteur et créateur, avec ses propres règles de fonctionnement.

Dans *Genèse du discours*⁹¹, Maingueneau avance une définition du discours⁹², le considérant comme « une dispersion de textes que leur mode d'inscription historique permet de définir comme un espace de régularités énonciatives⁹³ ». Les unités du discours relèvent à la fois de la sémiotique textuelle et de l'histoire. Lorsque l'auteur fait référence à la notion de discours, « ce n'est pas tant pour renvoyer à un ensemble de textes effectifs qu'à un ensemble virtuel, celui des énoncés productible conformément aux contraintes de la formation discursive⁹⁴ ».

⁸⁸ Dominique Maingueneau. *L'Analyse du Discours*. (Paris : Hachette, 1991).

⁸⁹ *Ibid.*, p. 11.

⁹⁰ *Ibid.*, p. 13.

⁹¹ Dominique Maingueneau. *Genèse du discours*. (Bruxelles : Pierre Mardaga éditeur, 1984).

⁹² Maingueneau fait directement référence à Michel Foucault dans l'élaboration de sa définition : Michel Foucault. *L'archéologie du savoir*. (Paris : Gallimard, 1969).

⁹³ Dominique Maingueneau, *Genèse du discours*, *op. cit.*, p. 5.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 10.

L'auteur définit trois notions importantes : les *champs discursifs*, constitués à partir de l'horizon que sont les *l'univers discursif*, sont un ensemble fini où circulent toutes les *formations discursives*. Ces champs discursifs sont « un ensemble de formations discursives qui se trouvent en concurrence, se délimitent réciproquement en une région déterminée de l'univers discursif⁹⁵ ». Ces découpages sont, selon l'auteur, des abstractions nécessaires et non pas des zones précises. Il importe de créer, à partir de ces champs, des espaces discursifs, soit « des sous-ensembles de formations discursives dont l'analyste juge la mise en relation pertinente pour son propos⁹⁶ ». Cette dernière remarque est capitale, puisque Maingueneau spécifie que le découpage effectué par le chercheur lors de son analyse relève de sa connaissance des textes et de l'histoire. Bien évidemment, cette connaissance se modifie à mesure que progresse la recherche, et les hypothèses initiales se trouvent confirmées ou infirmées.

Chez Ricardo Peñafiel⁹⁷, le discours est perçu non pas comme simple discours ou rhétorique, mais précisément comme ce qui est constitutif de la matérialité sociale. Ce qui intéresse particulièrement l'auteur, c'est de « voir comment certaines règles (énonciatives et sociales) sont parvenues à devenir crédibles ou vraisemblables, voire désirables, au point de se confondre avec la réalité et de la façonner (surdéterminer) à leur image⁹⁸ ». L'idée de la performativité du discours prend forme, puisque ce qui est dit a une incidence directe sur ce qui est et dévient. En s'énonçant, le discours produit une certaine matérialité sociale, en situant les individus qui y prennent place, accordant une légitimité à certains.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 28.

⁹⁶ *Ibid.*, p. 29.

⁹⁷ Ricardo Peñafiel, « Les pensées politiques en tant que discours », dans *Ceci n'est pas une idée politique : Réflexions sur les approches à l'étude des idées politiques*, sous la dir. de Dalie Giroux et Dimitrios Karmis. (Québec : Presses de l'Université Laval, 2013), 181-200.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 185.

Peñafiel reprend une idée avancée par Maingueneau, soit *l'interincompréhension constitutive*, qui est particulièrement importante dans la justification de notre démarche. Les discours de l'Autre sont compris à l'intérieur de la clôture sémantique de l'interprète ; le discours a donc toujours affaire au simulacre qu'il se construit de l'Autre, et non à l'Autre en tant que tel. Maingueneau souligne que cette incompréhension n'est pas simplement le fait de malentendus langagiers, mais plutôt une manœuvre pour intégrer l'Autre dans son cadre de référence, tout en le neutralisant. Le discours politique a pour particularité de ne pouvoir fonctionner qu'en revendiquant un monopole au niveau de la légitimité⁹⁹. La menace apparaît dès lors qu'il y a un discours nouveau, contre lequel le discours dominant doit se battre, en permettant à l'Autre d'intégrer son espace seulement en tant que simulacre traduit, afin d'en conjurer la menace. Pour l'auteur « polémique, c'est surtout prendre publiquement en défaut, placer l'adversaire en situation d'infraction par rapport à une Loi qui fait autorité¹⁰⁰ ». L'idée est de disqualifier l'adversaire, de monter en quoi il viole les règles et les lois, afin de lui retirer son droit de parole. La polémique suppose également qu'il y a une instance supérieure capable de trancher en toute neutralité, « un code transcendant aux discours antagonistes, reconnu par eux, qui permettrait de trancher entre le juste et l'injuste¹⁰¹ », cette position extérieure et désintéressée relevant de l'utopie. La polémique est nécessaire à la survie du discours, dans la mesure où le rapport à l'Autre renforce l'adhésion initiale : « chaque réfutation réussie est une victoire du vrai sur le faux et ce combat rituel légitime et conforte la croyance¹⁰² ». Il faut avoir la conviction que le discours remporte la joute discursive parce qu'il dit le vrai et le réel, et non pas parce qu'il est dans sa nature d'être toujours vainqueur et donc de ne pas avoir d'extérieur. Peñafiel expose qu'

⁹⁹ Dominique Maingueneau, *Genèse du discours*, op. cit., p. 118.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 123.

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 124.

¹⁰² *Ibid.*, p. 127.

au moyen de l'analyse des écarts (mais également des points de contact) entre les diverses formations discursives qui s'affrontent dans un champ ou un espace discursif donné, il devient possible d'analyser les luttes pour le sens ou les rapports de forces (idéologiques) existant entre deux ou plusieurs discours.¹⁰³

C'est ce qui nous pousse à observer la manière dont les autorités politiques reprennent le discours et les actions qui débordent des cadres prescrits par la loi et la bonne conduite, et surtout les interprétations et les traductions qu'ils en font.

Chez Marc Angenot¹⁰⁴, le discours social s'entend en tant que faits sociaux et historiques. En effet, au travers de ce qui se dit et s'écrit circulent « des faits qui "fonctionnent indépendamment" des usages que chaque individu leur attribue, qui existe "en dehors des consciences individuelles" et qui sont doués d'une "puissance" en vertu de laquelle ils s'imposent¹⁰⁵ ». Angenot défend l'idée que le discours social est composé de sous-ensembles qui sont en interaction, mais qui fonctionnent selon des lois tacites et où opèrent des tendances hégémoniques. Les discours ne sont pas imperméables les uns face aux autres ; bien au contraire, ils constituent les « maillons de chaînes dialogiques¹⁰⁶ ». Chez Angenot, tout est idéologie, dans la mesure où tout ce qui est signe, langage et discours porte les marques de la connaissance et de la représentation de ce qui est connu qui ne sont pas naturelles, mais bien construites autour des enjeux sociaux, exprimant des intérêts et des positions sociales.

¹⁰³ Ricardo Peñafiel, *op. cit.*, p. 197.

¹⁰⁴ Marc Angenot, « Pour une théorie du discours social : problématique d'une recherche en cours », dans *Littérature et société*, sous la dir. de Jacques Pelletier, Jean-François Chassay et Lucie Robert. (Montréal : VLB Éditeur, 1994), 367-390. / Ce chapitre correspond à la première partie du livre *1889 – Un état du discours social* de Marc Angenot.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 369.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 370.

Si l'auteur parle du discours social au singulier, c'est parce qu'il croit pouvoir identifier ce qu'il nomme le « discours hégémonique », soit des dominances interdiscursives, des manières de connaître et de signifier qui sont propres à une société en particulier. Le chercheur veut mettre au jour les règles du *dicible* et du *scriptible*, constituant ce qui peut être dit à une époque donnée : « l'hégémonie est donc à décrire, formellement, comme un canon de règles et d'impositions légitimantes et, socialement, comme un instrument de contrôle, comme une *vaste synergie* de pouvoirs, de contraintes, de moyens d'exclusion, liés à des arbitraires formels et thématiques¹⁰⁷ ». Le discours social a le monopole de la représentation de la réalité, qui contribue à la production de la réalité et de l'histoire. La fonction primordiale du discours social est de produire la légitimité, la validation et la publicité de pratiques et de statuts. Angenot ne refuse pas l'idée qu'il y ait une multiplicité de discours alternatifs et qui font concurrence au discours hégémonique, mais ils ne sont pas sur le même pied d'égalité. C'est appuyé de cette perspective que nous argumentons notre démarche, puisque nous nous intéressons d'abord à la manière dont le discours sur la violence est intégré dans le discours hégémonique, quelles en sont les représentations et quelles sont les conséquences de ces discours sur la représentation du politique, surtout en ce qui a trait à son lien avec la violence.

Ainsi, l'analyse de discours apparaît comme la méthode qui convient le mieux à notre démarche et à nos ambitions dans le cadre de ce travail, dans la mesure où l'attention est dirigée directement sur l'activité langagière à un moment où les tensions sociales sont élevées, et sur la manière dont le langage est monopolisé dans des visées politiques. Nous nous intéressons à l'influence matérielle des discours, sur la manière dont ils agissent sur le social, sur les comportements et sur les représentations. La manière de nommer s'inscrit dans un rapport de force politique, et l'analyse de

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 374.

discours permet de voir comment ce rapport de force se constitue, se déploie, se matérialise.

3.2 Éléments soumis à l'observation

Afin d'opérationnaliser la méthode de recherche, plusieurs éléments sont intéressants à observer et à commenter. Quelques-uns seront maintenant expliqués, afin de tracer le lien avec l'analyse de discours qui suivra.

3.2.1 Les marqueurs de la subjectivité

Dans un premier temps, la question de la subjectivité telle qu'abordée par Catherine Kerbrat-Orecchioni¹⁰⁸ s'avère intéressante, notamment par l'analyse de ce qu'elle nomme les « subjectivèmes affectif et évaluatif ». Selon l'auteure, lorsque le sujet d'énonciation doit faire la verbalisation d'un objet référentiel, il doit alors soit l'exprimer à travers le discours objectif ou subjectif : « pour effectuer le repérage des unités qu'il nous semble légitime de considérer comme subjectives, nous nous fierons avant tout, il faut l'avouer sans ambages, à notre propre *intuition*, intuition que l'on peut éventuellement étayer sur des constatations¹⁰⁹ ». Ce constat concerne, entre autres, la manière dont nous avons procédé pour délimiter notre corpus d'analyse, dans la mesure où le choix des mots-clés est révélateur d'une certaine intuition dans la sélection des termes employés pour criminaliser les acteurs de la grève étudiante de

¹⁰⁸ Catherine Kerbrat-Orecchioni. *L'énonciation : De la subjectivité dans le langage*. (Paris : Armand Colin, 2009).

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 80.

2012. Il est à retenir que les contours des ensembles subjectifs sont relativement flous, en comparaison avec les délimitations objectives, et qu'il y a une gradation de la subjectivité dans tous les énoncés.

Les « substantifs axiologiques » sont particulièrement importants dans le cadre d'une analyse portant sur les conflits sociaux, dans la mesure où nous nous intéressons aux termes péjoratifs et mélioratifs. Dans la description faite d'un individu ou d'un groupe, il y a une description du dénoté et un jugement évaluatif porté par le sujet de l'énonciation¹¹⁰. Par exemple, lorsqu'il est question d'un *casqueur* pour faire référence à un manifestant qui est masqué, cela sous-entend qu'il a ou qu'il pourrait commettre un délit, de la *casse*, alors que ce jugement n'est pas nécessairement appuyé sur l'action, mais plutôt sur l'allure de l'individu en question. Ce jugement évaluatif a pour effet de discréditer la personne que l'on nomme, avec pour objectif de produire un effet. À ce sujet, l'auteure énonce que

les discours polémiques se caractérisent par le fait que visant à disqualifier une "cible", ils mobilisent à cet effet nombre d'axiologiques négatifs, ou "vitupérants" [...] et l'on peut à ce sujet s'interroger sur les relations existant entre les concepts d'"axiologique" et d'"injure".¹¹¹

Kerbrat-Orecchioni affirme que les termes péjoratifs fonctionnant comme des injures relèvent de la pragmatique, et forcent le récepteur à agir, soit par la fuite ou par la colère. Sur la base de son analyse, nous pouvons affirmer que « les axiologiques, flatteurs ou injurieux, font donc figure de détonateurs illocutoires à effets immédiats et parfois violents¹¹² ». L'auteure affirme également que les axiologiques sont implicitement énonciatifs : lorsqu'il y a insulte proférée afin de qualifier un individu,

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 83.

¹¹¹ *Ibid.*, p. 88.

¹¹² *Ibid.*, p. 92.

le sujet énonciateur peut quant à lui se placer hors de cause, afin de persuader l'interlocuteur et l'ensemble des individus qui ont accès à cette situation que c'est la nature même de l'interlocuteur qui est stigmatisé, sans lien avec sa position avec le sujet énonciateur. Ceci permet de mettre de l'avant le caractère de subjectivité objectivée de l'axiologique, permettant « à l'énonciateur de prendre position sans s'avouer ouvertement comme la source du jugement évaluatif¹¹³ ».

Lorsque le sujet énonciateur insère des expressions considérées comme subjectives, cela démontre son implication émotionnelle à l'intérieur du propos. Cependant, comme le note l'auteure, « [ces expressions] ont en même temps une fonction conative, car en affectivisant ainsi le récit, l'émetteur espère que la répulsion, l'enthousiasme ou l'apitoiement qu'il manifeste atteindront par ricochet le récepteur, et favoriseront son adhésion à l'interprétation qu'il propose des faits¹¹⁴ ». L'auteure expose l'importance de la nomination, en tant qu'exercice essentiellement subjectif, et ce même lorsque l'objectivité de l'émetteur semble dominer :

dénommer, c'est choisir au sein d'un paradigme dénominatif ; c'est faire « tomber sous le sens », c'est orienter dans une certaine direction analytique, l'objet référentiel ; c'est abstraire et généraliser, c'est classifier et sélectionner : l'opération dénomminative, qu'elle s'effectue sous la forme d'un mot ou d'une périphrase [...], n'est donc jamais innocente, et toute désignation est nécessairement « tendancieuse ».¹¹⁵

Il est important de rappeler, comme il est mentionné au second chapitre, que la manière de nommer est toujours révélatrice d'un parti-pris, d'une certaine vision que les acteurs tentent de faire accepter comme principe hégémonique. Ainsi, lorsqu'il est

¹¹³ *Ibid.*

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 140.

¹¹⁵ *Ibid.*, p. 141.

question de la violence, les responsables de l'autorité politique tentent de se placer du côté du *bon sens*, du comportement acceptable et donc consensuel.

Kerbrat-Orecchioni aborde la question de l'implicite versus l'explicite dans la subjectivité langagière. Si l'émetteur reconnaît sa subjectivité, par exemple en utilisant le *je*, le récepteur comprend qu'il s'agit d'une évaluation personnelle ; en parlant de manière impersonnelle, l'émetteur donnera l'impression qu'il énonce une généralité reconnue en tant que consensus¹¹⁶. Cependant, les deux manières de présenter une proposition relèvent de la subjectivité de l'émetteur.

Si l'auteure, dans son ouvrage, veut replacer le sujet énonciateur au cœur de la problématique du langage, elle souligne cependant l'importance de la formation discursive qui précède le sujet, à l'intérieur duquel il s'inscrit : « étant donné une conjoncture déterminée par un état de la lutte des classes et une "position" (idéologique et politique) dans cette conjoncture, une "formation discursive" détermine ce qui peut et doit être dit à partir de cette position¹¹⁷ ». On parlera donc d'un discours déjà formé socialement, qui existe en filigrane de la libre énonciation de l'émetteur.

¹¹⁶ Le sujet de l'énonciation a le privilège, « en effaçant le lien qui relie à sa propre subjectivité la proposition assertée, de « faire comme si » c'était la vérité vraie qui parlait par sa bouche » : *Ibid.*, p. 168.

¹¹⁷ *Ibid.*, p. 203.

3.2.2 La fondation des représentations

Lawrence Olivier et Jessica Olivier-Nault¹¹⁸ avancent que « la signification construit la réalité » et qu'« il n'y a pas de réalité sans signification¹¹⁹ ». Les faits donnés ne renseignent pas directement sur le monde ; c'est la signification qu'on leur donne qui importe. Pour les auteurs, les représentations consistent en ce que l'esprit se représente et ils identifient deux mécanismes à la base de leur formation, soit la *légitimation* et l'*imposition*. Le mécanisme de légitimation suppose que la réalité n'est évidente que pour soi et « une formation discursive vise justement à construire à l'aide de la signification une représentation et à la rendre évidente, à l'imposer comme *réalité*¹²⁰ ». Les auteurs identifient quatre manières de faire en sorte qu'une représentation devienne légitime : l'évidence, l'appel à l'autorité, le déni et l'exclusion des représentations concurrentes. Le second mécanisme abordé est celui de l'imposition, qui est plus puissant puisqu'il touche aux émotions, aux passions, aux croyances profondes. Plusieurs manières sont mises en œuvre, par ce mécanisme, pour faire adhérer : « l'identification à une menace, le danger imminent, l'appel aux caractéristiques identitaires, la faute personnelle et la rédemption, l'ennemi intérieur ou extérieur¹²¹ ». L'imposition, c'est ce qui rend crédible une représentation sans qu'aucune preuve ne soit nécessaire. Pour faire l'étude des idées politiques, il est essentiel de se questionner sur l'essence du politique, sur comment en vient-on à désigner une chose, un comportement ou un énoncé de politique. Pour les auteurs, il n'y a pas d'idées politiques dans leur essence : elles le deviennent à l'intérieur d'une formation discursive, où l'on fait voir ce qui est convenable, normal, juste, de ce qui

¹¹⁸ Lawrence Olivier et Jessica Olivier-Nault, « Pour une approche constructiviste dans l'étude des idées politiques », Dans *Ceci n'est pas une idée politique : Réflexions sur les approches à l'étude des idées politiques*, sous la dir. de Dalie Giroux Dimitrios Karmis. (Québec : Presses de l'Université Laval, 2013), 155-179.

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 160.

¹²⁰ *Ibid.*, p. 168.

¹²¹ *Ibid.*, p. 171.

ne l'est pas. Nous nous appuyerons sur ces mécanismes pour développer notre analyse de discours, dans la mesure où ils renseignent sur la manière dont se constituent le discours hégémonique et les représentations du politique.

Les représentations ont des effets politiques, directs et indirects. Les effets directs concernent les unités de sens à partir desquels se forment les frontières sémantiques du sens et du non-sens, afin de donner une existence à tout. Ces unités de sens sont déterminantes dans la mesure où elles participent à l'organisation et à la mise en ordre du monde social. Les effets indirects concernent les actions et pratiques concrètes qui sont supposées par les représentations, dans la mesure où cela semble évident selon le degré de croyance associée à la représentation. Ainsi, comme le mentionnent justement les auteurs, « la représentation est donc au cœur du politique dans la mesure où elle rend possible des formes de gouvernementalité singulières, une rationalité politique particulière¹²² ».

3.2.3 L'insulte et sa valeur performative

Pour Judith Butler, « être insulté [*to be called a name*] est l'une des premières formes de blessure linguistique dont nous ayons l'expérience¹²³ ». L'auteur explique que c'est aussi une condition de la constitution du sujet à l'intérieur du langage, à travers le pouvoir de l'interpellation. Le discours injurieux ne l'est pas seulement dans les mots qu'il emploie, mais aussi dans la manière que l'on a de s'adresser à un individu, ce qui

¹²² *Ibid.*, p. 177.

¹²³ Judith Butler. *Le pouvoir des mots. Discours de haine et politique du performatif*. (Paris : Éditions Amsterdam, 2004), 21.

influence l'interpellation¹²⁴ et la constitution du sujet. C'est l'acte perlocutoire qui nous intéresse particulièrement dans la cadre de l'explication de Butler, dans la mesure où c'est un acte qui produit un effet¹²⁵ : le fait de nommer quelqu'un a certains effets.

Donner un nom à autrui a une incidence sur cet autre, l'action le situant socialement dans le temps et dans l'espace. La marque laissée par l'interpellation n'est pas que descriptive, elle est inaugurale : « son but est de désigner et d'établir un sujet assujéti [*a subject in subjection*], de produire ses contours sociaux dans le temps et l'espace. Son opération réitative a pour effet de sédimer le "positionnement" du sujet au cours du temps¹²⁶ ». Dans cette perspective, le fait de nommer une personne a une influence déterminante sur la façon dont le sujet sera constitué socialement, ce qui suit la logique de notre propos, dans la mesure où le fait de définir devient créateur d'une identité politique, soit en se nommant soi-même, ou encore en étant nommé par d'autres. La définition n'est pas anodine, elle n'est pas que descriptive, elle agit directement sur la configuration des rapports de force, constitutifs du politique.

Pour Butler, lorsque des termes ayant une signification propre sont détournés et réappropriés pour servir d'autres objectifs, ils peuvent être employés pour contester ce qui était jusqu'ici sédimenté dans le langage. Selon elle, ces termes sont porteurs d'une promesse politique dans la mesure où ils ont cette capacité d'acquérir des significations qui ne sont pas ordinaires. Butler affirme que les performatifs ne font pas que refléter les conditions sociales préexistantes, ils produisent des effets sociaux : ils ont un pouvoir réel, leur permettant de réguler, mais aussi de former les corps. Il y a

¹²⁴ L'auteure fait référence ici à la notion d'interpellation telle que définie par Althusser, sans laquelle le sujet ne peut exister, puisqu'il se conçoit dans et par l'interpellation : Louis Althusser, « Idéologie et appareils idéologiques d'État (Notes pour une recherche) ». *La Pensée*, no 151 (1970) : 67-125.

¹²⁵ En comparaison avec l'acte illocutoire, qui en disant quelque chose le fait : Judith Butler, *op. cit.*, p. 46.

¹²⁶ *Ibid.*, p. 56-57.

donc formation du sujet à travers le performatif, mais aussi contestation politique et reformulation continuelle de celui-ci.

Butler démontre donc comment l'adresse ou l'interpellation participe à la constitution du sujet. En ce sens, il nous apparaît essentiel, dans le cadre de cette analyse de discours, de questionner la manière dont sont nommés les contestataires par les détenteurs du pouvoir politique. En effet, la nomination péjorative de l'adversaire, au sens où l'emploi Butler, révèle une stratégie politique visant à constituer le sujet qui menace l'ordre.

3.3 Étude de cas : la grève étudiante de 2012

Nous avons choisi d'étudier le cas de la grève étudiante québécoise de 2012 puisqu'il s'agit d'un moment fort du politique, où l'ordre dominant s'est vu remis en question par des discours alternatifs qui avaient soudainement voix au chapitre. Ce qui nous intéresse, c'est la manière dont le discours hégémonique a réagi face à cette nouvelle menace. Avant tout, rappelons les grandes lignes de ce conflit social.

Le 13 février 2012, la grève générale étudiante s'amorce, avec l'atteinte du plancher de déclenchement pour quelques associations étudiantes¹²⁷. Très rapidement, les membres du gouvernement libéral, le premier ministre et la ministre de l'Éducation en premier lieu, vont dénoncer à répétition la « violence » et « l'intimidation », devenant un *leitmotiv* qui alimentera de nombreux débats ayant cours durant toute la

¹²⁷ Alain Savard et Marc-André Cyr, « La rue contre l'État », dans *Un printemps rouge et noir : Regards croisés sur la grève étudiante de 2012*, sous la dir. de Marcos Ancelovici et Francis Dupuis-Déri. (Montréal : Écosociété, 2014), 62.

grève, et sur toutes les tribunes. Pour Francis Dupuis-Déri, « le gouvernement libéral et les forces conservatrices ont dénoncé la "violence et l'intimidation" exercées par le mouvement étudiant dans le but de le stigmatiser¹²⁸ ». Qui plus est, l'auteur relève l'importance des différents acteurs, solidaires de la grève, qui ont dénoncé publiquement la violence et par le fait même justifié la répression policière. La grève étudiante de 2012 a cette caractéristique intéressante où la violence la plus décriée par les autorités, mais aussi dans les médias, est la violence contestataire, qui prend souvent la forme de la désobéissance civile. La violence de l'ordre, quant à elle, est très souvent justifiée, banalisée ou encore niée par les autorités politiques et médiatiques et par plusieurs groupes partageant cette vision.

David Sanschagrín et Alain-G. Gagnon¹²⁹ argumentent que le gouvernement de Jean Charest s'est appuyé sur des arguments faisant appel à l'autorité, la hiérarchie et l'ordre, tout en traçant un portrait peu reluisant des étudiants, en tant que minorité privilégiée, radicale et violente¹³⁰. Pour les auteurs, le penchant conservateur du gouvernement libéral commandait le fait de dénigrer et de criminaliser la dissidence, en mettant en place un climat de peur. Cela passait, entre autres, par le fait de refuser systématiquement de discuter avec les associations étudiantes, leur refusant du même coup le statut d'acteur politique légitime. Les étudiants étaient associés à la violence, l'intimidation et le refus du compromis.

¹²⁸ Francis Dupuis-Déri, « Printemps de la matraque », dans *Un printemps rouge et noir : Regards croisés sur la grève étudiante de 2012*, sous la dir. de Marcos Ancelovici et Francis Dupuis-Déri. (Montréal : Écosociété, 2014), 328.

¹²⁹ David Sanschagrín et Alain-G. Gagnon, « L'approfondissement du politique au Québec : Les partis politiques et la grève étudiante de 2012 », dans *Un printemps rouge et noir : Regards croisés sur la grève étudiante de 2012*, sous la dir. Marcos Ancelovici et Francis Dupuis-Déri. (Montréal : Écosociété, 2014), 259-294.

¹³⁰ *Ibid.*, p. 259-260.

La thématique de la violence était donc omniprésente tout au long du conflit, surtout à l'intérieur des discours qui s'opposaient à la grève étudiante, c'est-à-dire les discours des autorités politiques, policières et médiatiques. Il nous semble dès lors pertinent d'analyser ces discours, afin de comprendre l'incidence de ces derniers sur la manière de percevoir et de vivre le politique au Québec.

3.4 Délimitation du corpus d'analyse

Étape cruciale pour la préparation de notre analyse, la constitution du corpus résulte d'une recherche rigoureuse, comportant toutefois certains choix relèvant de la subjectivité. Maingueneau insiste sur le caractère donné des éléments qui constituent le corpus d'analyse, puisque le chercheur établit des choix par rapport à ce qu'il va analyser et doit gérer cette contrainte. Il distingue trois niveaux de corpus : maximal, délimité et élaboré. Le premier, le corpus maximal, rassemble l'ensemble des énoncés qui appartiennent à un genre de discours ou qui sont produits à partir d'une position idéologique. Ce type de corpus est très rarement circonscriptible. Dans le cadre du présent exercice, la sélection des données d'analyse s'est amorcée en faisant un corpus délimité, c'est-à-dire qui « circonscrit un ensemble d'énoncés, en fonction de l'objet de [notre] recherche¹³¹ ». Le corpus élaboré est formé de la matière à analyser dans le cadre de l'analyse de discours, en fonction des hypothèses de recherche et des catégories et thèmes que l'on peut dégager à la lecture des différents énoncés. Pour l'auteur, « prétendre travailler sur le discours en dehors de tout intérêt socialement situé serait une illusion¹³² », puisque les choix du chercheur par rapport au corpus et de l'angle d'analyse dépendent de certaines conjonctures idéologiques.

¹³¹ Dominique Maingueneau, *L'analyse du discours*, *op.cit.*, p. 15.

¹³² *Ibid.*

Pour établir le corpus d'analyse, des textes, des extraits de texte, des citations ou des paroles rapportées qui tracent un portrait de ce qui se disait de la violence contestataire au Québec pendant la grève étudiante de 2012 ont été relevés. Dans le cadre de ce travail de recherche, nous nous sommes concentrés uniquement sur les paroles rapportées ou citées des autorités politiques, qu'elles soient municipales ou provinciales. Au départ, l'ambition était d'étudier la parole des policiers en tant que corps de métier responsable de l'application de la loi, mais aussi à cause de son pouvoir d'interprétation de la loi¹³³. Nous voulions ajouter à cela les commentaires des journalistes, spécifiquement les éditorialistes et chroniqueurs, dont l'opinion fait autorité, étant donné la tribune dont ils bénéficient. Une telle étude serait très pertinente à mener, compte-tenu de la portée que peuvent avoir ces interventions dans le monde social et l'influence de ces acteurs sur les conceptions du politique. Cependant, nous nous limiterons à analyser la parole des autorités politiques, afin de limiter l'analyse, qui aurait été beaucoup trop étendue dans le cadre du présent travail.

Nous avons choisi d'étudier les articles parus dans la presse écrite francophone montréalaise, en omettant les débats à l'Assemblée nationale et à la télévision. Nous estimons que les articles de journaux imprimés et Internet nous offriront suffisamment de données à étudier. L'objectif n'est pas d'observer tout ce qui s'est dit et écrit sur la violence contestataire pendant la grève étudiante, mais plutôt de relever des énoncés en lien avec notre problématique de recherche, afin de pousser le questionnement sur les liens entre la violence et le politique. Nous sommes conscients des limites que cela amène à cette analyse, mais nous croyons que cette démarche est en concordance avec les objectifs fixés dans le cadre de cette étude.

¹³³ La violence policière est fondatrice de droit dans la mesure où elle permet d'émettre des décrets qui ont la prétention de relever du droit légitime ; elle est aussi conservatrice de droit dans la mesure où elle se met à la disposition des fins délimitées par le droit lui-même : Walter Benjamin, *op. cit.*, p. 223-224.

Pour constituer notre corpus d'analyse, nous avons utilisé la base de données *Eureka* et nous avons recherché dans *La presse*, *le Devoir* et *le Journal de Montréal* les articles qui comportent certains mots-clés¹³⁴, entre le 1^{er} février 2012 et le 1^{er} novembre 2012¹³⁵. L'objectif est d'étudier le plus d'articles possible et de relever les énoncés où il est question de violence contestataire. Étant donné que notre angle d'approche se situe au niveau de la criminalisation de la contestation, nous avons retenu des mots-clés qui ont été largement utilisés au sein de la grève étudiante pour nommer les *manifestants violents*. Nous avons au total retenu 131 articles qui nous semblaient pertinents dans le cadre de notre analyse de discours. Nous limitons cependant notre analyse aux énoncés et ensembles d'énoncés qui étaient en lien direct avec notre problématique, ce que nous appelons notre corpus délimité, soit 42 articles au final, qui figurent à la fin de notre bibliographie.

3.5 Trois champs discursifs

La sélection du corpus délimité a été effectuée à partir des grands champs discursifs que nous avons réussi à dégager dans notre analyse sur la manière de nommer la violence et le violent, en gardant en mémoire le questionnement qui guide l'ensemble de notre démarche jusqu'à maintenant, c'est-à-dire quelle définition donner à la violence et comment cela s'inscrit dans un rapport de force qui tend à dépolitiser son usage ainsi que ceux qui la mettent en œuvre. Nous ne croyons pas arriver à tracer l'ensemble des conclusions possibles sur ce thème. Premièrement, parce que c'est un sujet très vaste, et deuxièmement, parce qu'il renferme un certain côté éthique, moral,

¹³⁴ Mots-clés : "grève étudiante" et "ministre", "grève étudiante" et "violence", "grève étudiante" et "casseurs", "grève étudiante" et "criminels", et uniquement "criminels"

¹³⁵ Ce sont des dates approximatives de l'entrée et de la sortie de la grève étudiante pour les différentes associations étudiantes.

ambigu, ce qui en fait certes un sujet riche de réflexions, mais dont les frontières semblent difficiles à cimenter. Nous proposerons donc certaines pistes de réflexion en lien avec notre second chapitre sur l'enjeu de définition et sur les motivations derrière l'acte de définir.

Trois champs discursifs nous semblent récurrents dans les différents articles sélectionnés pour notre corpus d'analyse. D'abord, il y a la question de la criminalité, opposée à la dissidence. On remarque une propension des autorités politiques et médiatiques à criminaliser les contestataires à l'intérieur des discours, enlevant de ce fait toutes motivations politiques derrière les gestes posés. Ensuite, les sujets des discours tentent d'opérer un découpage binaire de la réalité, séparant les *bons* manifestants des *mauvais*, ce qui n'est pas sans rappeler le critère du politique¹³⁶ de Carl Schmitt évoqué plus tôt. Finalement, le dernier champ discursif est relatif à la démocratie et à la politique, en tant qu'espace et activité pacifiés. En ressort une représentation de la démocratie qui exclut de manière systématique tout ce qui pourrait faire concurrence au système pacifié, en tant que menace sécuritaire. Ces trois thèmes nous semblent regrouper l'ensemble de notre problématique, compte-tenu de notre cadre théorique et de l'angle d'approche que nous avons choisi dans le cadre de nos travaux de recherche.

3.6 Les limites et biais de l'analyse

L'analyse du discours qui sera développée dans la prochaine section ne se veut pas une tentative objective d'incrimination. En ciblant le discours des autorités politiques,

¹³⁶ L'identification de l'ami et de l'ennemi est pour Schmitt ce qui est propre au politique : Carl Schmitt, *La notion de politique ; théorie du partisan*, op. cit., p. 64.

nous sommes conscients de la possibilité pour certains lecteurs de croire en un parti pris politique. Si par moment cela peut sembler prendre la forme d'un commentaire contre-argumentatif, c'est-à-dire une tentative de délégitimer la parole des autorités politiques, nous assurons ici le lecteur qu'il ne s'agit pas de notre intention. Notre idée, en faisant cet exercice, est de proposer une lecture des discours politiques qui ont pour objectif principal de dépolitiser la violence et les acteurs qui s'en revendiquent. Notre objectif est de réintroduire le politique à l'intérieur du débat.

Nous aurions pu mettre en dialogue les deux partis qui s'affrontent, afin de donner un portrait global de la discussion qui s'opérait à ce moment par rapport à l'enjeu de la violence. Cependant, dans le cadre de ce travail de recherche, nous avons préféré nous concentrer uniquement sur la question de la parole des autorités politiques, puisqu'il nous semble que ce sont ces acteurs en particulier qui ont participé à dépolitiser la violence contestataire lors de la grève étudiante de 2012.

Nous aurions également pu mettre en relation la grève étudiante de 2012 avec celle de 2005. En effet, cette dernière a, selon notre lecture de l'événement, préparé le terrain pour ce qui est de la conception de la violence mise de l'avant par la partie gouvernementale, mais aussi en ce qui a trait à la mise en scène du pouvoir par rapport à la question de la violence. Nous avons choisi de nous consacrer uniquement à un seul cas, puisqu'il nous semblait très riche au niveau de l'analyse, mais nous encourageons les efforts vers analyse comparative, qui nous semble pertinente à faire.

Une importante limite à souligner par rapport à la délimitation de notre corpus est le filtre préalable constitué des médias écrits sélectionnés. Les journaux, en tant que véhicules idéologiques ayant leur propre logique de fonctionnement et leurs intérêts à défendre, produisent un premier filtre qui biaise la sélection de notre corpus, dans la mesure où ce sont ces entités qui délimitent ce qui sera dévoilé ou non dans les

médias. Ce à quoi nous avons finalement accès est davantage la mise en scène du pouvoir telle qu'orchestré par les médias. Cependant, dans la mesure où c'est la parole publique des politiciens qui nous intéresse, c'est-à-dire ce à quoi les citoyens ont réellement accès, cette méthode de sélection est celle qui a été préconisée. Puisque nous cherchons à comprendre comment les discours façonnent les conceptions sur la violence, il semble à propos de justement sélectionner les paroles qui sont rapportées sur la scène publique. Ce problème est toutefois nécessaire à soulever ici, dans la mesure où notre analyse porte certes sur la parole des autorités gouvernementales, mais au travers de ce filtre puissant que sont les médias.

Finalement, en ce qui a trait à la manière dont nous avons choisi les énoncés soumis à l'analyse, nous sommes conscients du biais normatif qui teinte la sélection de nos mots-clés. La sélection de ces derniers s'est faite au travers de la lecture de l'ensemble des articles qui comportaient la mention de "violence" et de "grève étudiante". Ces mots-clés que sont "grève étudiante", "violence", "casseurs" et "criminels" se sont imposés, puisqu'il s'agit précisément de ce que nous voulions observer dans le langage. Nous voulions non pas prouver l'existence de ces termes à l'intérieur des discours, mais plutôt observer comment ceux-ci participent à la dépolitisation de la violence. En ce sens, cette sélection semblait répondre aux objectifs fixés par la recherche.

Bien que ce soit la notion de violence qui occupe la place centrale de notre analyse, il demeure important de spécifier que la définition de ce qui est violence ou violent dévoile un certain rapport au politique et une certaine conception de ce dernier. C'est finalement autour de cette question que se cristallise l'enjeu de la définition de la violence. L'analyse du discours proposée dans le chapitre suivant a donc pour objectif principal d'ouvrir la réflexion autour de la question de la définition de la violence et

des violents, mais aussi par rapport à l'essence du politique et de ce que la sphère politique inclut et exclut de son sein.

CHAPITRE 4

ANALYSE DU DISCOURS SUR LA VIOLENCE LA GRÈVE ÉTUDIANTE QUÉBÉCOISE DE 2012

À l'hiver 2012 éclatait un conflit social au Québec concernant la question de droits de scolarité. Rapidement, ce qui se voulait une grève générale entourant des revendications essentiellement pécuniaires s'est transformé en ce que certains ont nommé une lutte populaire¹³⁷. Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, l'analyse du discours proposée aborde strictement les énoncés des autorités politiques concernant la question de la violence contestataire. En effet, il s'agit de l'un des sujets les plus importants de cette grève, une préoccupation qui a animé de nombreux débats.

L'objectif visé n'est pas de pointer du doigt une violence en particulier, ni de justifier la violence de certains face à celle des autres. Nous nous intéressons au discours qui tend à dépolitiser la violence, à la criminaliser, afin d'étudier les mécanismes et les stratégies déployées pour la camoufler. Cette analyse tend à *repolitiser* la violence qui s'inscrit dans un contexte de conflit social. Pour ce faire, les trois thématiques détaillées dans le chapitre précédent seront abordées, pour ensuite décortiquer les mécanismes permettant la construction d'un discours hégémonique, soit la légitimation et l'imposition.

¹³⁷ Selon Marie-Lise Drapeau-Dion, Francis Dupuis-Déri et Marcos Ancelovici la naissance des assemblées populaires de quartier et les manifestations des casseroles sont les signaux que « la contestation débordait du cadre de la grève étudiante et prenait des allures d'une lutte populaire » : Marie-Lise Drapeau-Dion, Francis Dupuis-Déri et Marcos Ancelovici, « "La grève est étudiante, la lutte est populaire!" : Manifestations de casseroles et assemblées de quartier », dans *Un printemps rouge et noir : Regards croisés sur la grève étudiante de 2012*, sous la dir. de Marcos Ancelovici et Francis Dupuis-Déri. (Montréal : Écosociété, 2014), 151.

4.1 Les principaux champs discursifs reliés à la violence

Dans le chapitre précédent, trois champs discursifs centraux pour cerner la problématique de cette analyse ont été exposés : le traitement de la violence dans une perspective apolitique et la non-reconnaissance de ceux qui en font usage comme membre de la communauté politique démocratique. Ainsi, les champs discursifs que nous avons retenus sont la criminalisation de la contestation, avec le lexique qui s'y rapporte, la logique de la binarité, qui oppose le nous aux autres, et finalement le mythe de la démocratie pacifiée, en tant que seul modèle acceptable du vivre-ensemble et autolégitimation du pouvoir contre ceux qui revendiquent un autre principe de totalité. Tous tendent à la dépolitisation de la violence, avec comme toile de fond un argumentaire d'essence libérale.

4.1.1 Criminalisation de la contestation

En sélectionnant certains énoncés retenus pour l'analyse, il est possible de dégager un certain nombre de termes associés à la criminalité ou à l'activité criminelle. Cette manière de nommer l'autre est particulièrement importante car, comme il en a été question avec Butler, le sujet se constitue à l'intérieur de l'interpellation. Cette marque est inaugurale, et non simplement descriptive, puisqu'elle établit le sujet assujetti et sédimente son positionnement en lui assignant une place dans l'espace social qui justifie une réponse des défenseurs de l'ordre pour contenir la menace¹³⁸.

¹³⁸ Judith Butler, *op. cit.*, p. 56-57.

Nous avons relevé les termes qui constituent le champ lexical propre à la criminalité lorsqu'il est question des grévistes et de leurs actions, cette manière de nommer la contestation ayant pour effet d'évacuer le caractère politique de ces actions. Line Beauchamp, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport au début du conflit, fait mention à de nombreuses reprises d'« actes de vandalisme », de « groupuscule », d'« agresseurs » et d'« agitateurs »¹³⁹; de « vandalisme » et de « violence »¹⁴⁰. Réal Ménard, maire de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, parle quant à lui de « casseurs professionnels qui s'infiltrent dans les manifestations peu importe la cause¹⁴¹ », ajoutant qu'« il y a des casseurs qui réussissent de façon professionnelle, systématique et organisée à infiltrer les manifestations pour faire des méfaits sur la voie publique¹⁴² ». Pauline Marois, chef de l'opposition officielle, parle des « casseurs » comme étant des « voyous » qui « n'ont rien à voir avec la jeunesse québécoise »¹⁴³. Cette manière de décrire les contestataires n'est pas anodine. Au contraire, comme le mentionnait Catherine Huart¹⁴⁴, si l'association entre criminalité et contestation a pour effet immédiat de dépolitiser la contestation, c'est ce caractère transgressif de l'ordre qui politise les actions des manifestants. D'ailleurs, Marcuse¹⁴⁵ insiste également sur ce point, persuadé que la contestation ne peut être qualifiée de légale, puisqu'elle se trouve toujours face au droit positif qui la refuse, puisque menaçante pour l'ordre. Cependant, en associant toujours la contestation qui défie la loi à la criminalité, les autorités politiques refusent irrémédiablement d'accorder un statut de sujet politique à ceux qui versent dans l'illégalité.

¹³⁹ Sarah-Maude Lefebvre, « Les étudiants ont des choix à faire, affirme la ministre de l'Éducation. "Ils ne peuvent pas tout avoir" ». *Le Journal de Montréal* (Montréal), 28 mars, 2012.

¹⁴⁰ Philippe Teisceira-Lessard, « Débat autour d'un saccage ». *La Presse* (Montréal), 16 avril, 2012.

¹⁴¹ Pierre André Normandin, « Interdiction du masque. Montréal passe aux actes ». *La Presse* (Montréal), 13 avril, 2012.

¹⁴² Brian Myles, « Vers une interdiction du port du masque lors de manifs violentes ». *Le Devoir* (Montréal), 13 avril, 2012.

¹⁴³ Philippe Teisceira-Lessard, « Pauline Marois justifie son carré rouge ». *La Presse* (Montréal), 5 mai, 2012.

¹⁴⁴ Catherine Huart, *op. cit.*, p. 54.

¹⁴⁵ Herbert Marcuse, *op. cit.*, p. 47-48.

Ces attaques incessantes au mouvement étudiant, sur la base que certains des contestataires sont des criminels, auront pour effet de refuser la légitimité politique nécessaire pour être reconnus comme sujets politiques, comme nous le verrons dans la prochaine section de l'analyse. Cette criminalisation d'une partie du mouvement annonce le découpage binaire de la réalité qui sera opéré dans le discours, tant entre la population et les contestataires, mais également à l'intérieur même du mouvement étudiant.

4.1.2 Logique de la binarité : « nous » face aux « autres »

La distinction de l'ami et de l'ennemi est le critère du politique selon Carl Schmitt : la désignation de l'ennemi est fondamentalement politique. En premier lieu, pour être en mesure d'identifier la communauté ennemie et celle amie, il est important de définir ce qui les distingue. Dans ce cas-ci, c'est la question de la violence et de ceux qui en font l'usage. Ainsi, il est important de comprendre la définition de la violence qui est mise de l'avant par les autorités politiques afin de percevoir le découpage qu'elle opère. Christine St-Pierre, ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, l'expose dans un texte d'opinion : « La violence et l'intimidation que nous dénonçons, ce sont autant les chaînes d'étudiants qui veulent empêcher d'autres étudiants d'entrer en classe pour suivre leurs cours que les menaces reçues par ceux qui "osent" défendre un autre point de vue que celui des étudiants¹⁴⁶ ». La définition de la violence avancée par la ministre St-Pierre concerne donc directement le fait de faire grève, c'est-à-dire le fait d'empêcher les cours de se tenir.

¹⁴⁶ Christine St-Pierre, « Une distinction qui s'impose ». *Le Devoir* (Montréal), 14 juin, 2012.

D'Yves Michaud¹⁴⁷, on en vient à comprendre que cette manière de percevoir la violence et de la définir au cœur d'un conflit et directement en référence à celui-ci ne peut qu'incarner une lutte pour l'imposition d'une représentation bien particulière de la violence. L'argument mis de l'avant par les autorités politiques est que la grève étudiante est non seulement illégale, mais elle est surtout fondamentalement violente, puisqu'elle restreint les droits des personnes qui s'y opposent. Ceci est fondamental dans la lutte sémantique entourant la définition de la violence, puisque si ce critère d'identification est accepté et devient légitime, la grève perd d'un seul coup toute sa légitimité. C'est pourquoi il est important pour les autorités politiques de faire passer cette définition de la violence comme étant consensuelle et univoque. De plus, l'interprétation de cet énoncé en tant que tentative nommer la souffrance des gens et ses causes reprend une idée avancée par Hébert¹⁴⁸. En déplaçant l'attention sur la violence que subit les opposants de la grève, la souffrance ne de pouvoir assister à leur cours, l'objectif poursuivi est de dévaloriser la grève comme moyen d'action.

Lorsque le premier ministre commente les actions de son gouvernement, il les qualifie notamment de « justes » et d'« équitables¹⁴⁹ », et les oppose aux actions des manifestants, qui sont dépeintes comme violentes, intimidantes. Ce faisant, il procède à un découpage binaire de la réalité, se plaçant du côté des bons, en face des méchants, qu'il définit comme tels. La communauté amie est celle qui se range derrière le bon sens, la responsabilité et la justice, alors que la communauté ennemie est criminelle, violente, intolérante et sans compromis. Pauline Marois procède au même type de découpage de la réalité, cette fois en distinguant les bons manifestants des méchants: « Rien n'excuse les casseurs que nous avons vus à l'œuvre à Victoriaville (...) Ceux qui cassent les vitres, ceux qui posent des gestes violents,

¹⁴⁷ Yves Michaud, *op. cit.*

¹⁴⁸ Martin Hébert, « La violence au Guatemala : le pouvoir de nommer », *op. cit.*, p. 235.

¹⁴⁹ La Presse canadienne, « Gestion des universités : la CLASSE doit dénoncer la violence pour être invitée, dit Charest ». *Le Devoir* (Montréal), 16 avril, 2012.

commettent des actes criminels : ce sont des voyous. Traitons-les comme tels¹⁵⁰ ». Les jeunes Québécois qu'elle décrit, à l'inverse, « sont dynamiques, intelligents, allumés et généreux¹⁵¹ ». Ce faisant, elle énonce ce que ne sont pas les jeunes au Québec : ce ne sont pas des gens qui font usage de violence. Ceux qui l'emploient, par contre, qui sont-ils? Ce sont des criminels qui n'ont pas le statut de citoyen, puisque leur comportement est contraire au principe démocratique.

Alors que les représentants du gouvernement libéral caractérisent de « violence » et d'« intimidation » tous ce qui a trait à la grève étudiante, y compris les lignes de piquetage, les alliés du mouvement qui siègent à l'Assemblée nationale tentent pour leur part de faire la distinction entre les « manifestants » et les « criminels ». Dans les deux cas, la logique de la binarité opère et la désignation de l'ami et de l'ennemi, si elle varie selon les discours, n'en est pas moins centrale.

4.1.3 Le mythe de démocratie pacifiée

Le discours politique dominant tend à séparer la démocratie et la violence, à l'intérieur d'un récit d'autolégitimation du pouvoir qui tend à naturaliser ses propres pratiques. C'est sur la base des valeurs supposées communes que le rejet de la violence se fait. Philippe Braud explique l'importance de faire vivre ce mythe de la démocratie pacifiée, puisqu'il est impensable pour les dirigeants et les dirigés d'accepter que la violence soit au fondement de leur organisation sociale¹⁵². C'est

¹⁵⁰ Régys Caron, « Pauline Marois se réjouit de l'entente avec les étudiants ». *Le Journal de Montréal* (Montréal), 6 mai, 2012.

¹⁵¹ La Presse canadienne, « Conflit étudiant – Attention aux «amalgames», dit Pauline Marois ». *Le Devoir* (Montréal), 7 mai, 2012.

¹⁵² Philippe Braud, *loc. cit.*

ainsi que l'occultation du caractère politique de la violence, en la traitant comme une chose odieuse et inacceptable, apparaît comme une stratégie pour dissimuler la violence de l'ordre contre celle qui le menace.

Line Beauchamp, lorsqu'elle est questionnée sur la force policière utilisée dans les manifestations, répond en abordant les actions des casseurs, qu'elle qualifie d'« indignes » et d'« intolérables¹⁵³ » sur sa propre échelle de valeurs. Le ministre des Affaires municipales, lorsqu'il a commenté l'émeute du Plan nord, a simplement affirmé que « c'est dégueulasse¹⁵⁴ », sans avoir besoin de commenter davantage ou d'expliquer son sentiment de répulsion, comme si cela allait de soi et s'imposait. Lise Thériault, ministre du Travail, affirme quant à elle, à la suite des événements de Victoriaville, que « ce n'est pas très édifiant pour notre jeunesse¹⁵⁵ », mettant maintenant dans le même panier l'ensemble de la jeunesse québécoise et les « casseurs », un amalgame que les autorités politiques avaient refusé de faire jusqu'ici. Robert Dutil, le ministre de la Sécurité publique, en parlant de Victoriaville, affirme que « la violence n'est pas sa place et c'est dangereux¹⁵⁶ », qualifiant les images de violence de « disgracieuses » et de « déplorables », ce comportement des manifestants ne pouvant être conforme aux valeurs propres à la démocratie québécoise. Finalement, le ministre de la Justice, Jean-Marc Fournier, tranche : « La violence est condamnable à la première journée qu'elle s'exprime. Il n'y a rien qui la justifie¹⁵⁷ ». En fermant la porte à la compréhension de la violence, il la rejette hors du socialement acceptable. Il répondait à une question à savoir s'il s'agissait d'une stratégie politique, de laisser le conflit traîner quitte à attiser la violence.

¹⁵³ Sarah-Maude Lefebvre, *loc. cit.*

¹⁵⁴ Philippe Teisceira-Lessard et Émilie Bilodeau, « À chaque coin de rue, une scène d'émeute ». *La Presse* (Montréal), 21 avril, 2012.

¹⁵⁵ Rémi Nadeau, « Le gouvernement défend la SQ ». *Le Journal de Montréal* (Montréal), 6 mai, 2012.

¹⁵⁶ Robert Dutrisac, « Dutil défend la SQ, alors qu'un des blessés serait toujours entre la vie et la mort ». *Le Devoir* (Montréal), 6 mai, 2012.

¹⁵⁷ *Ibid.*

Ainsi, l'ensemble des « subjectivèmes »¹⁵⁸ soulevés permet de comprendre comment les autorités politiques s'appuient sur les « valeurs québécoises » pour condamner la violence et sur une subjectivité, une sensibilité qui leur est propre, mais qui devrait être applicable à quiconque se revendique du bon sens et de l'honnêteté. Or, ce que nous retenons de ces discours, c'est que la seule avenue possible pour être en conformité avec les « valeurs québécoises », c'est non pas le pacifisme et la démocratie, mais l'adhésion aux décisions gouvernementales. Les autorités politiques citées n'expliquent pas en quoi ces actes sont intolérables, ce qui les rend disgracieux et injustifiés; ces explications ne sont pas nécessaires, puisque la répulsion affichée elle-seule suffit pour que la condamnation soit acceptable. Nous verrons cependant plus loin comment l'importance des valeurs et la primauté de la loi s'entremêlent, au point où le respect des lois semble être la valeur québécoise la plus importante mise de l'avant par les autorités politiques, ce qui n'est pas sans conséquence pour la manière dont est perçue après coup la contestation dans l'univers social au Québec.

Les trois discours abordés en première partie de cette analyse nous révèlent notamment que la condamnation de la violence et des violents dans un cadre de contestation politique et sociale se base fondamentalement sur la croyance que la politique est un univers où la violence est proscrite en dehors du monopole légitime de l'État. Ainsi, dès que la contestation sort du cadre légal, ce qui est bien souvent le cas, elle relève immédiatement de la criminalité. De plus, la démocratie est associée au pacifisme et au dialogue. Finalement, il y a la logique de la binarité, où le « nous » correspond aux personnes qui adhèrent au système démocratique et au pacifisme qu'il

¹⁵⁸ Les « substantifs axiologiques » sont porteurs de jugements péjoratifs ou mélioratifs selon le cas. Cela a deux effets importants dans le cadre de notre analyse, soit de discréditer la cible du jugement, mais aussi de placer le sujet énonciateur hors cause et donc de renforcer la propre légitimité et faire disparaître sa propre violence : Catherine Kerbrat-Orecchioni, *op. cit.*, p. 83.

requiert. Il nous apparaît cependant que cette manière de percevoir la contestation, si elle est amenée de manière neutre et en empruntant le langage du bon sens, du civisme et de l'adéquat, est en fait le reflet de l'idéologie libérale. Ainsi, ce type de discours est politique, puisqu'il tend à maintenir une idéologie bien particulière en place, mais il est aussi violent, dans la mesure où il combat un principe de totalité différent, qui menace son existence.

4.2 Construction du discours dominant

Le discours dominant, ou hégémonique, fait appel à certains mécanismes pour se légitimer et s'imposer¹⁵⁹. La légitimité se construit notamment sur l'exclusion et le déni, sur l'appel à l'autorité et sur l'évidence, alors que l'imposition s'obtient par l'exposition de la menace et du danger, des caractéristiques identitaires, de l'ennemi et de la faute personnelle suivie de la rédemption. C'est au travers de ces différents mécanismes, que nous allons maintenant explorer, que le discours hégémonique non seulement se construit, mais se réinvente et se maintient.

4.2.1 Renforcement de la légitimité du discours dominant

La légitimité est un élément d'une grande importance pour les détenteurs de l'autorité politique, afin que les décisions qu'ils prennent soient reconnues et acceptées par la population¹⁶⁰. La légitimité permet ainsi de faire apparaître la violence des opposants

¹⁵⁹ Lawrence Olivier et Jessica Olivier-Nault, *op. cit.*

¹⁶⁰ Nous nous référons essentiellement à la définition wébérienne de la légitimité tel que nous l'avons annoncé dans le premier chapitre de ce travail de recherche.

comme étant la seule violence condamnable, alors que la violence de l'ordre est justifiée, lorsqu'elle n'est pas carrément dissimulée. Cette légitimité n'est cependant pas donnée¹⁶¹. Elle se construit à travers des discours qui reposent sur les mécanismes particuliers.

4.2.1.1 L'exclusion

D'abord, il y a eu la question de la condamnation de la violence, qui a été au cœur des discussions dès le début de la grève étudiante. Line Beauchamp, en exhortant les leaders étudiants à *condamner* la violence¹⁶², et donc la faction plus radicale et dérangeante du mouvement, sait que la situation est sans issue. La condamnation implique nécessairement l'exclusion d'une partie du mouvement, ce qui est impossible à faire, surtout à l'intérieur d'une organisation qui se revendique de la démocratie directe. La non-condamnation a pour effet d'enlever la légitimité à la CLASSE, tout en renforçant celle du gouvernement.

Lorsque la CLASSE finit par condamner la violence physique perpétrée contre des individus¹⁶³, la ministre de l'Éducation refuse toujours de leur parler, argumentant

¹⁶¹ En ce sens, notre conception du locuteur légitime diffère sensiblement de celle présentée par Bourdieu. En effet, pour ce dernier, c'est la position sociale du locuteur qui détermine sa légitimité au moment où il parle. Si nous n'évacuons pas complètement l'importance du statut social pour ce qui est de la construction de la légitimité, nous soutenons cependant dans notre analyse que c'est par le langage que les autorités politiques tentent de renforcer leur légitimité, puisque celle octroyée par les conditions matérielles du pouvoir se voient remises en question lors de la grève étudiante de 2012.

¹⁶² Philippe Teisceira-Lessard, « Débat autour d'un saccage », *loc. cit.* ; Lisa-Marie Gervais, « Étudiants : vers une sortie de crise? ». *La Presse* (Montréal), 17 avril, 2012 ; Pascale Breton, « La CLASSE ne bronche pas. La coalition étudiante rejette l'ultimatum de la ministre Beauchamp ». *La Presse* (Montréal), 19 avril, 2012.

¹⁶³ Coalition large de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante, « Procès-verbal ». *Réunion du Congrès de la CLASSE*. Montréal, CLASSE, 22 avril 2012.

qu'elle doit vérifier si « la CLASSE s'est exclue d'elle-même des discussions¹⁶⁴ » et elle avance que cette position est « ambiguë¹⁶⁵ ». Ce n'est pas la classe politique qui rejette les contestataires, mais eux-mêmes qui s'excluent du processus démocratique en refusant de se conformer aux *bonnes* valeurs et aux *bons* principes du vivre-ensemble. Le premier ministre Jean Charest fait de même lorsqu'il dit que « la CLASSE doit dénoncer la violence pour être invitée¹⁶⁶ » à la table des négociations. C'est une injonction du pouvoir, un ordre qui est envoyé, en sachant pertinemment qu'il ne sera pas respecté.

La condamnation de la violence et de l'intimidation est rapidement devenue le *leitmotiv* du gouvernement libéral, s'assurant de faire porter l'odieux toujours à l'autre, puisqu'au sein de la formation libérale, la violence était chose proscrite. Robert Dutil, ministre de la Sécurité publique, a fait une déclaration ministérielle pour demander à l'ensemble des membres de l'Assemblée nationale de faire une « condamnation inconditionnelle, sans réserve¹⁶⁷ » des gestes de violence et d'intimidation en lien avec la grève étudiante et la hausse des frais de scolarité. Cette manœuvre avait pour objectif de rassembler l'ensemble des élus autour d'un même discours, soit que la violence des contestataires est inacceptable et qu'elle ne peut être légitimée sous aucune forme. Ceci a pour effet d'élargir le discours du gouvernement, comme si l'ensemble de l'élite politique québécoise parlait d'une seule voix et se ralliait au gouvernement. La dissension n'était dès lors plus permise dans l'enceinte

¹⁶⁴ Philippe Teisceira-Lessard et Vincent Larouche, « La CLASSE condamne la violence ». *La Presse* (Montréal), 23 avril, 2012.

¹⁶⁵ Tommy Chouinard, « Étalement de la hausse des droits de scolarité ». *La Presse* (Montréal), 24 avril, 2012.

¹⁶⁶ *La Presse canadienne*, « Gestion des universités : la CLASSE doit dénoncer la violence pour être invitée, dit Charest », *loc. cit.*

¹⁶⁷ Tommy Chouinard, « Grève étudiante : Québec condamne la violence ». *La Presse* (Montréal), 18 avril, 2012.

de l'Assemblée nationale, même si quelques voix se sont soulevées contre cette tentative du pouvoir¹⁶⁸.

La question de la responsabilité est mise en relation avec celle de la condamnation, puisque celui qui ne condamne pas l'endosse nécessairement. À l'inverse, le premier ministre exclut la CLASSE des négociations, puisqu'« il est de sa responsabilité de condamner les débordements¹⁶⁹ ». Le gouvernement libéral n'apparaît plus comme un appareil répressif ou autoritaire, mais plutôt comme un *bon père de famille*, qui prend ses responsabilités et qui fait les *bonnes choses* pour la population, même si cela implique des décisions difficiles. Le premier ministre en ajoute lorsqu'il affirme que « le gouvernement ne peut négocier au prix de la violence et de l'intimidation »¹⁷⁰. Ainsi, ce sont les membres de la CLASSE qui sont responsables du refus du gouvernement, puisqu'ils utilisent des moyens inappropriés pour se faire entendre.

Pour Jean Charest, lorsque des personnes affirment que le gouvernement a contribué au conflit, notamment en jetant de « l'huile sur le feu », cela a pour effet de « déresponsabilise[r] ceux qui posent des gestes de violence¹⁷¹ ». Par cette phrase, le premier ministre condamne *illico* toutes les personnes qui critiquent la gestion de la crise par le gouvernement, puisque cela viendrait légitimer les actes de violence. Cela renforce la séparation entre les bons et les méchants, les personnes responsables en opposition aux personnes violentes. Le premier ministre affirme aussi, à la suite de l'émeute de Victoriaville, que « les casseurs qui ont eu recours à la violence sont les

¹⁶⁸ Notamment Amir Khadir et Pauline Marois, qui ont critiqué le gouvernement et les services de police pour des questions de brutalité policière et d'usage de force excessive envers les manifestants. Ces derniers ont aussi condamné la violence des manifestants : *Ibid.*

¹⁶⁹ La Presse canadienne, « Le ministre Dutil accuse la CLASSE d'encourager la violence », *loc. cit.*

¹⁷⁰ Tommy Chouinard, « Grève étudiante : le recours à un médiateur est envisagé ». *La Presse* (Montréal), 27 avril, 2012.

¹⁷¹ La Presse canadienne, « Le ministre Dutil accuse la CLASSE d'encourager la violence », *loc. cit.*

seuls responsables des graves blessures subies par des manifestants¹⁷² ». S'il se dit attristé que certaines personnes aient été blessées, il explique que cela montre bien pourquoi il est important de « manifester dans le respect des lois ». Bien qu'il n'y ait pas de consensus sur ce qui a produit les blessures des manifestants¹⁷³, le ministre de la Sécurité publique signale « qu'il ne chercherait pas à savoir si les blessures avaient été causées par les armes des policiers ». Ainsi, les autorités gouvernementales ne veulent pas mettre au jour ce qui a causé les blessures des manifestants puisque cela est accessoire : ce qui compte, c'est de faire porter la faute aux « casseurs » et à ceux qui utilisent la violence contestataire. Les ministres et le premier ministre refusent de déplacer l'attention vers le fait que les policiers utilisent des armes dangereuses pour les personnes qui manifestent, puisqu'il importe avant tout de faire porter à l'« autre » l'odieux, les conséquences de la violence.

4.2.1.2 Le déni

Tout au long de la grève étudiante, il était impératif que le discours des autorités politiques nie la violence de sa réponse aux contestataires, et cela même lorsque certains ont été grièvement blessés. Après la manifestation devant les bureaux de Loto-Québec le 7 mars 2012, Jean Charest a dénié la violence faite aux étudiants, félicitant le travail des policiers, afin de renforcer le sentiment que le travail accompli pour maintenir l'ordre était conforme au droit et aux valeurs démocratiques. Du même souffle, le premier ministre « a félicité les policiers pour leur travail et a invité

¹⁷² Rémi Nadeau, « Le gouvernement défend la SQ », *loc. cit.*

¹⁷³ Alors que les responsables gouvernementaux et policiers argumentent que c'est le fait des projectiles des casseurs (ex. boule de billard), les témoignages des manifestants relèvent tous l'hypothèse de la balle de caoutchouc, une arme utilisée par les agents de la SQ : Robert Dutrisac, « Dutil défend la SQ, alors qu'un des blessés serait toujours entre la vie et la mort », *loc. cit.*

les manifestants à indiquer leur parcours aux policiers¹⁷⁴ ». Ces remarques ont pour objectif avoué de faire disparaître la violence policière, alors qu'un premier étudiant subissait une blessure grave¹⁷⁵ à la suite des affrontements entre étudiants et policiers du SPVM.

Lorsque la loi spéciale est annoncée en tant que mesure d'exception, nombreuses sont les voix qui s'élèvent pour la dénoncer, puisqu'elle bafoue les droits fondamentaux des grévistes, notamment en restreignant le droit de manifestation et en encadrant le retour forcé à l'école. Michelle Courchesne, alors nouvellement nommée ministre de l'Éducation, assure que « le droit de manifester est total, il n'est pas brimé¹⁷⁶ », tout en expliquant cependant que la « responsabilité » du gouvernement, « c'est la sécurité publique ». Ainsi, la loi d'exception aurait pour mandat de faire en sorte que les manifestants se comportent de manière sécuritaire et elle prévoit notamment « les critères nécessaires » pour s'en assurer. La ministre assure donc que les droits fondamentaux sont respectés, niant les questions soulevées par de nombreuses organisations¹⁷⁷. Pourtant, les lois spéciales, en tant que mesure d'exception, ont pour fonction première de suspendre la loi normale, et donc les droits fondamentaux, afin de sauver l'ordre qui menace de s'écrouler. Carl Schmitt énonce que les mesures d'exception, lorsqu'elles sont adoptées par le pouvoir, se rattache au cas limite, et non au cas normal, car le code juridique a échoué dans la gestion de la crise. Ainsi,

¹⁷⁴ Sami Bouabdellah, « Au lendemain d'affrontements entre étudiants et policiers. Manifestation pacifique ». *Le Journal de Montréal* (Montréal), 9 mars, 2012.

¹⁷⁵ Un étudiant a été sérieusement blessé à son œil lors de cet événement, ayant reçu une grenade assourdissante au visage : Alain Savard et Marc-André Cyr, *op. cit.*, p. 64.

¹⁷⁶ Tommy Chouinard, « Loi spéciale : un changement qui ne rassure par l'opposition ». *La Presse* (Montréal), 18 mai, 2012.

¹⁷⁷ Le Barreau du Québec, Amnistie internationale, la Commission des droits de la personne et de la jeunesse, les grandes centrales syndicales québécoises (CSN, FTQ, CSQ).

l'exception ne peut être prévue par la loi, elle est strictement du ressort du souverain et de sa décision¹⁷⁸.

Un autre événement est évocateur au niveau du déni des autorités politiques : le refus du premier ministre de l'accusation de profilage politique lors des arrestations préventives faites lors du Grand Prix. Étant donné la menace directe de la CLASSE¹⁷⁹, le premier ministre a jugé tout à fait nécessaires les fouilles et arrestations préventives, ainsi que l'interdit d'accès à de nombreuses personnes qui arboraient le carré rouge¹⁸⁰. Il souligne que des armes ont été trouvées sur quelques personnes interpellées : des pierres, un cocktail *Molotov* et des appareils pyrotechniques. Cette menace justifie d'elle-même les fouilles et arrestations, en ciblant une certaine frange de la population pour ses convictions politiques, ce qui constitue du profilage politique. Cependant, en insistant sur les menaces et les armes, le premier ministre transforme le politique en criminel, justifiant du même coup la répression policière.

Tous ces exemples de déni ont un point fondamental en commun, celui de refuser une certaine responsabilité politique à l'intérieur du conflit. Plus encore, les autorités politiques refusent de reconnaître que les décisions prises sont politiques et qu'elles ont pour objectif de maintenir un ordre qui se fait contester. L'effet de discours du déni ressemble sensiblement à celui de l'exclusion, dans la mesure où ce qui importe est le refus d'accepter une part de la responsabilité. Il est donc nécessaire de mettre en œuvre un discours où la responsabilité des actes de violence et des conséquences est

¹⁷⁸ Carl Schmitt, « Définition de la souveraineté ». Dans *Théologie politique*. (Paris : Gallimard, 1988), 15-26.

¹⁷⁹ Un négociateur de la CLASSE avait dit à Michèle Courchesne, ministre de l'Éducation, « On va vous l'organiser, votre Grand Prix » : Mélissa Guillemette, « Annulation de la «journée portes ouvertes» - Le Grand Prix est-il allé trop vite ? ». *Le Devoir* (Montréal), 4 juin, 2012.

¹⁸⁰ Brian Myles et Marco Bélair-Cirino, « Charest approuve le travail des policiers ». *Le Devoir* (Montréal), 12 juin, 2012.

refusée par les autorités politique. C'est toujours l'« autre » qui en est le porteur unique, afin qu'il apparaisse définitivement comme celui qui sort du cadre de ce qui est légalement et donc socialement admis, qui refuse les valeurs communes à la démocratie, et qui finalement apparaît comme un sujet qui ne s'inscrit pas à l'intérieur du politique tel que défini par le pouvoir de l'État.

4.2.1.3 L'appel à l'autorité

Les autorités politiques font souvent référence au respect de la loi et du droit comme une garantie de la non-violence, faisant ainsi référence au mythe de la démocratie pacifiée. En se fondant sur ce mythe, les autorités politiques se réfèrent à la loi et à l'État de droit en tant que garantie du caractère juste d'une décision. Ainsi, tout ce qui émane de la loi serait juste, puisqu'en conformité avec le pilier des sociétés démocratiques libérales. Plusieurs énoncés, qui font référence à différents événements de la grève, sont assez explicites en ce sens.

Claude Trudel, responsable de la sécurité publique de la Ville de Montréal, fait appel au droit pour expliquer l'éclatement de la violence : « Le droit de manifester existe, on le respecte. Quand ça se fait dans le respect des lois et règlements, personne n'a rien à dire. C'a été le cas hier, ça n'avait pas été le cas la veille¹⁸¹ ». En avançant que le droit est une garantie à lui seul d'absence de violence, de tels propos ont pour effet d'éradiquer le doute par rapport à ce que le droit et les personnes chargées de l'appliquer, ne sont pas violents par nature, mais seulement en réaction à la violence qui les menace.

¹⁸¹ Karim Benessaïeh, « Grève étudiante : Montréal presse Québec d'intervenir ». *La Presse* (Montréal), 10 mars, 2012.

Line Beauchamp affirme que le débrayage des étudiants est « illégal¹⁸² », puisqu'elle refuse de le considérer comme une grève. En utilisant le terme de « boycott » pour qualifier l'arrêt des cours, elle peut donc affirmer que le fait d'empêcher certaines personnes de jouir du service pour lequel elles ont payé est illégal. Elle insiste sur la primauté du droit (« on doit répondre en fonction de la loi »), en l'objectivant et en refusant le caractère politique de son interprétation, et sur la dénonciation du principe de la désobéissance civile, puisque cela implique « le non-respect des lois¹⁸³ ». Elle se place dans le camp de la solution, alors que les membres associés à la CLASSE prônent la perturbation, ce qui ne peut pas être compatible. L'utilisation du terme de « boycott » au lieu de « grève » a une implication politique importante, puisque la grève a une certaine légitimité politique à l'intérieur des démocraties libérales¹⁸⁴. En proposant le terme de boycott, la ministre Beauchamp propose une lecture de l'événement qui le place hors du politique; on boycott un service ou une marchandise, alors que la grève a en soit des implications politiques.

Le ministre Dutil met de l'avant la primauté du droit, en tant qu'instance suprême qui décide ce qui est juste, et nul n'a le droit de s'y opposer : « Normalement, les étudiants, comme tout le monde, devraient se conformer à ces décisions, c'est aussi simple que cela¹⁸⁵ ». Il procède, du même souffle, à un découpage binaire, en opposant ceux qui « sont là pour maintenir l'ordre » et ceux qui « veulent maintenir le désordre ». Pour le ministre, le fait de s'opposer à une décision du gouvernement ne justifie pas le non-respect des tribunaux, notamment par rapport à la question des

¹⁸² Lisa-Marie Gervais, « Grève étudiante – Un certain climat de panique s'installe ». *Le Devoir* (Montréal), 12 avril. 2012.

¹⁸³ Tommy Chouinard, « Étalement de la hausse des droits de scolarité », *loc. cit.*

¹⁸⁴ Walter Benjamin explique cette concession du pouvoir : Walter Benjamin, *op. cit.*, p. 228-229.

¹⁸⁵ Denis Lessard, « Pas de violence policière envers les étudiants, selon la SQ ». *La Presse* (Montréal), 19 avril, 2012.

injonctions accordées aux étudiants qui voulaient faire abstraction de la grève étudiante. Dans la même phrase, il ajoute que des bidons d'essence ont été placés devant des résidences de ministre, ce qui n'a pourtant aucun lien avec la question des injonctions, et il souligne la dénonciation de la violence faite par l'Assemblée nationale à *sa demande*. Le mouvement étudiant est ainsi lié à des actes inspirant la terreur, sans établir de lien précis avec la question des injonctions. Cependant, cela ajoute à la gravité du discours, associant les piquets de grève à la menace d'incendier des maisons. Il termine en rappelant le *consensus*, qu'il a lui-même exigé, autour de la question de la violence, comme si la discussion n'était dès lors plus possible sur cet enjeu, puisque l'ensemble des élus sont en accord sur ce point.

Le ministre Dutil, lorsqu'il est question de l'émeute de Victoriaville, trace une séparation entre les types de violence, en ramenant le tout encore une fois à un découpage de la réalité où il importe de départager « ceux qui provoquent de ceux qui ont le devoir de maintenir l'ordre¹⁸⁶ ». Il ajoute que ces derniers « ont le droit d'utiliser la force nécessaire pour le maintenir ». Ainsi, la violence dont fait preuve le bras armé de l'État est juste, puisqu'il sert à maintenir l'ordre, alors que la violence contestataire ne peut pas être juste puisqu'elle est fondamentalement menaçante pour cet ordre. À la suite des déclarations sur le non-respect des dispositions amenées par la loi spéciale, le bureau du ministre Dutil s'est contenté de répéter *ad nauseam* ce qu'il met de l'avant depuis le début du débrayage étudiant, soit la primauté du droit et de la loi : « Les lois sont là pour être respectées. Personne n'est censé y désobéir¹⁸⁷ ». Le ministre Moreau était furieux, puisque vingt-quatre heures après l'adoption de la loi spéciale, il y a eu une grosse manifestation où plusieurs feux ont été allumés au centre-ville de Montréal : « c'est inacceptable d'allumer des incendies au cœur d'une ville et, surtout, c'est absolument odieux d'empêcher les pompiers de faire leur travail

¹⁸⁶ Rémi Nadeau, « Le gouvernement défend la SQ », *loc. cit.*

¹⁸⁷ Philippe Teisceira-Lessard, « La CLASSE défie la loi ». *La Presse* (Montréal), 22 mai, 2012.

et de s'en prendre aux pompiers. Ces gens doivent subir les foudres de la loi¹⁸⁸ ». Il ajoute que « ce sont des criminels. Ces gens doivent être arrêtés ». L'indignation du ministre est particulièrement puissante, les « foudres de la loi » étant une image très forte pour condamner les « fauteurs de trouble ».

Ainsi, le raisonnement des élus politiques est fondamentalement circulaire, puisque la loi existe pour être respectée et il faut respecter la loi parce qu'elle existe. Avec Walter Benjamin et Giorgio Agamben, nous avons vu comment la loi est en fait conservatrice et fondatrice de droit, qui fait tout pour se maintenir alors qu'elle se sent menacée, et que ce mécanisme est, pour ces auteurs, d'une violence inouïe. Les injonctions du pouvoir, qui répète sans cesse que la loi doit être respectée parce que c'est la loi, ne font que semer un discours qui permet à un ordre de se maintenir lorsqu'il se voit contesté. Ces répétitions ont pour effet d'imposer la loi comme le principe de la justice. Or, il nous semble qu'il s'agit d'une manœuvre pour légitimer un système politique d'abord, dont la violence est le moyen pour se maintenir lorsqu'il se voit menacé.

4.2.1.4 L'évidence

Les arguments des autorités politiques reposent aussi sur ce qui relève de l'évidence, et donc, qui ne peut ou qui ne doit pas être remis en question, puisque cela fait office de consensus. En empruntant le langage de l'évidence, entendu comme allant de soi, les autorités politiques ont pour objectif de faire accepter une idée ou une mesure politique comme étant naturelle.

¹⁸⁸ Philippe Teisceira-Lessard, « La loi 78 contre les émeutiers, dit le ministre Moreau ». *La Presse* (Montréal), 20 mai, 2012.

Pierre Bourdieu, dans *Méditations pascaliennes*, affirme que le travail politique de légitimation se fait toujours à partir de l'acceptation du monde tel qu'il est, s'imposant comme une vérité universellement acceptée¹⁸⁹. Il faut donc que les autorités politiques empruntent le vocabulaire de l'évidence et du consensus établi pour bâtir leur légitimité, tenant pour acquis que la majorité de la population ne fera pas le travail intellectuel nécessaire pour départager l'opinion du véridique.

La catégorie de l'évidence ne se retrouve pas de manière explicite dans les énoncés soumis à l'analyse. Or, en nous référant à Kerbrat-Orecchioni et à la différenciation entre l'implicite et l'explicite, nous pouvons affirmer que l'ensemble du discours politique mis de l'avant par les autorités relève de l'évidence. L'auteure indique que l'énonciateur, en parlant d'une manière impersonnelle, cache sa propre subjectivité à l'intérieur de la proposition¹⁹⁰. Ceci a pour effet de faire apparaître la parole du locuteur comme étant une vérité plutôt qu'un reflet de sa subjectivité exprimée. L'absence de pronom personnel dans les énoncés qui abordent la violence a donc un effet puissant : transformer ce qui est du domaine de la vision politique en vérité.

La mentalité selon laquelle la violence n'a pas sa place à l'intérieur d'un conflit politique est le produit de discours qui mettent de l'avant la pensée libérale, et non pas une donnée figée émanant de la nature. La dépolitisation de la violence se construit à l'intérieur d'un discours qui s'appuie sur une pensée politique pour se légitimer et empêcher la menace de le déstabiliser. Deux observations sont fondamentales pour comprendre comment les autorités politiques ont tenté de refonder leur légitimité. D'abord, les mécanismes d'exclusion et de déni ont permis de mettre de l'avant le refus de la responsabilité du conflit, faisant porter l'odieux de la violence à l'adversaire. Ensuite, et c'est là la force du discours de légitimation, les

¹⁸⁹ Pierre Bourdieu, « Violence symbolique et luttes politiques », *op. cit.*

¹⁹⁰ Catherine Kerbrat-Orecchioni, *op. cit.*, p. 168.

mécanismes d'appel à l'autorité et d'évidence avaient pour effet de faire apparaître la loi comme principe ultime de la légitimité et de rempart face à la violence contestataire. Cette édification du droit comme instance de justice est politique et s'inscrit comme étant la réaction violente du droit menacé.

4.2.2 Imposition de la vision gouvernementale

L'imposition est le mécanisme qui permet à une vision de devenir crédible sans qu'aucune preuve ne soit apportée en ce sens. Les mécanismes étudiés ici font appel à l'émotion, aux croyances des individus, et jouent donc davantage au niveau de l'affect. De cette manière, ces mécanismes s'adressent à ce qui est latent chez les individus, afin justement de pouvoir imposer une représentation qui n'a pas besoin de justification pour être identifiée à la vérité.

4.2.2.1 Les caractéristiques identitaires

Les autorités politiques ont très souvent interpellé les étudiants et manifestants sur la base des valeurs propres au Québec. La ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Line Beauchamp et le premier ministre Jean Charest ont fait régulièrement appel aux étudiants sur la base de valeurs propres à la démocratie et au savoir-vivre : « faire preuve de civisme »¹⁹¹, « agir de manière responsable ». Le premier ministre a clairement indiqué que les manières de faire des étudiants, notamment les piquets de grève et les levées de cours, étaient incompatibles avec la société québécoise : « Dans

¹⁹¹ La Presse Canadienne, « Grève étudiante : le PQ demande une sortie de crise ». *Le Devoir* (Montréal), 1^{er} mars, 2012.

quelle sorte de société on vit, si on accepte que des personnes soient intimidées parce qu'elles veulent aller étudier?¹⁹² ». Ceci a pour effet de faire croire que ces pratiques, pourtant largement utilisées dans le milieu syndical et étudiant à travers l'Histoire, sont complètement incompatibles avec la vie en société démocratique, en tant que système qui respecte la volonté des individus.

Jean Charest en rajoute lorsqu'il affirme « qu'il ne faut pas de mandat pour condamner des gestes qui vont à l'encontre des valeurs de la société¹⁹³ ». Dans ce segment, le premier ministre rend illégitime le type de démocratie fonctionnant à l'intérieur de la CLASSE, puisque le fait de devoir discuter ensemble de ce qui allait être condamnable ou pas n'était pas nécessaire. Ceci a pour effet de ridiculiser les porte-parole, incapables de faire preuve de jugement nécessaire ou de bon sens. Ce faisant, le premier ministre se présente comme le locuteur légitime¹⁹⁴ pour décider ce que sont les bonnes valeurs de la société québécoise, et ce qui en est exclu. Les personnes qui amènent une vision différente sont exclues *de facto*, puisque leurs idées ne correspondent pas aux valeurs qui unissent les Québécois.

Un exemple éloquent à propos de la mobilisation des caractéristiques identitaires à des fins politiques est celui de la controverse amorcée par la ministre de la Culture. Christine St-Pierre, alors interpellée sur le conflit étudiant, assure que les images de violence et d'intimidation ne sont pas un reflet véridique du Québec : « C'est pas ça, le Québec et la société québécoise, et je pense que les gens vont réaliser qu'on est

¹⁹² Lisa-Marie Gervais, « Grève étudiante – Un certain climat de panique s'installe », *loc. cit.*

¹⁹³ La Presse canadienne, « Gestion des universités : la CLASSE doit dénoncer la violence pour être invitée, dit Charest », *loc. cit.*

¹⁹⁴ Il est, dans un premier temps, légitime au sens de Bourdieu, puisque sa position de Premier ministre lui offre une crédibilité. Cependant, le contexte social de la grève étudiante vient contester cette légitimité du statut. Nous avançons que c'est justement à travers le discours de délégitimation de l'adversaire que le Premier ministre tente de reconquérir son autorité symbolisée par son poste politique.

beaucoup plus que ça et que ces gens-là sont des gens qui ont voulu briser l'image du Québec¹⁹⁵ ». Ce faisant, elle affirme que les personnes qui prennent part aux débordements et à la grève en général ne sont pas le reflet du Québec, ils n'y correspondent pas parce qu'elles mettent de l'avant des idées incompatibles avec les valeurs du vivre-ensemble.

Cette appropriation des valeurs et caractéristiques identitaires par le pouvoir politique, qui formule dans le discours ce qui est québécois et de ce qui ne l'est pas, n'est pas sans conséquence. Cela permet d'établir, sur la base de critères non négociables, ce qui est acceptable d'un point de vue moral, éjectant hors de la communauté les personnes qui ne sont pas conformes à ce que les autorités politiques attendent d'eux. Les violents ne sont donc plus seulement illégaux, ils sont aussi immoraux, puisqu'ils ne respectent pas les valeurs et l'identité de leur propre groupe d'appartenance. Ils deviennent immédiatement des autres, des étrangers qui n'ont pas de voix au chapitre.

4.2.2.2 L'ennemi

La désignation de la communauté ennemie est essentielle à l'intérieur d'un conflit, puisqu'elle permet à la communauté amie de s'identifier autour du souverain¹⁹⁶, et d'incarner les valeurs appropriées. Au courant de la grève étudiante, un moment a été particulièrement marquant à ce niveau, lorsque le ministre de la Sécurité publique a accusé, sans équivoque, Gabriel Nadeau-Dubois, ainsi que la CLASSE, d'encourager et d'inciter à la violence à cause de la position sur la violence jugée « ambiguë »,

¹⁹⁵ Isabelle Porter, « Une occasion de redorer l'image du Québec ». *Le Devoir* (Montréal), 6 juin, 2012.

¹⁹⁶ Carl Schmitt. *La notion de politique ; théorie du partisan, op. cit.*, p. 64.

puisqu'il fait la promotion de la désobéissance civile¹⁹⁷. Le ministre personnifie la menace en Gabriel Nadeau-Dubois, même si cette position a été prise en congrès par l'ensemble des délégués des associations membres de la CLASSE. Tout au long de la grève, les autorités politiques ont misé sur le porte-parole vedette de la CLASSE pour en faire un coupable, une figure à laquelle s'attaquer afin de discréditer l'ensemble du mouvement d'un seul coup.

Un autre mécanisme est revenu à quelques reprises dans les énoncés et est intéressant à souligner dans le cadre de cette étude, soit d'accuser l'ennemi de faire ce que le pouvoir politique lui-même fait. Line Beauchamp, alors qu'elle doit répondre à la question à savoir si les policiers vont trop loin dans leurs interventions avec les étudiants, fait dévier le débat sur la violence, et accuse du même coup les « violents » de faire dévier le débat de la question des frais de scolarité vers la violence : « C'est l'œuvre d'un groupuscule qui utilise la violence pour faire dévier le débat¹⁹⁸ ». Ceci a pour effet de faire croire que le débat sur la violence n'est pas inauguré par le pouvoir politique qui se sent attaqué, mais est un incontournable puisque ce sont les violents eux-mêmes qui veulent créer ce débat entourant la violence. Les autorités politiques tentent donc de se placer hors de cause, ne faisant que répondre à ceux qui ont enclenché le débat. Au regard des énoncés analysés, il apparaît plutôt que le débat sur la violence a été amené en premier lieu par des représentants du gouvernement, et que la tentative d'éclipser cette amorce relève de la stratégie politique des autorités gouvernementales, soit d'imposer le débat sur la violence, qu'ils tentent de remporter sur le terrain de la morale.

¹⁹⁷ La Presse canadienne, «Le ministre Dutil accuse la CLASSE d'encourager la violence », *loc. cit.*

¹⁹⁸ Sarah-Maude Lefebvre, *loc. cit.*

Tout juste après l'émeute de Victoriaville, alors que des manifestants se trouvent entre la vie et la mort¹⁹⁹, le ministre de la Santé Yves Bolduc pointe du doigt les manifestants : « Rien ne peut justifier de lancer des blocs de béton, des gros morceaux d'asphaltes. Ça peut tuer quelqu'un²⁰⁰ ». Il semble, au regard de ses propos, confirmer l'idée que ce sont les manifestants qui sont responsables (symboliquement mais aussi littéralement) des blessures, alors que plusieurs manifestants avancent que les blessés ont été victimes des balles de plastique et de caoutchouc de la Sûreté du Québec²⁰¹.

La ministre Christine St-Pierre, alors qu'elle s'explique sur l'association qu'elle a fait entre la violence et le carré rouge, expose qu'en fait, ce sont les manifestants et les casseurs qui sont la cause de cette association, puisqu'elle résulte de leur propre comportement, niant du même coup le processus de définition qui s'est enclenché dès le début de la grève²⁰². Selon la ministre,

Les "casseurs", ceux qui ont causé la violence, ont porté le carré rouge et se sont identifiés à la cause des étudiants. Ils ont ainsi récupéré le carré rouge et l'ont associé aux actes de violence qu'ils ont commis. L'association malheureuse entre la violence et le carré rouge s'est ainsi faite malgré tous ceux qui appuient "la cause" des étudiants et qui ne sont porteurs d'aucun message violent.²⁰³

Alors que les étudiants doivent composer avec la loi spéciale et l'incertitude qu'elle crée, notamment pour les sanctions et sur le moment où ces sanctions pourraient être

¹⁹⁹ « Trois manifestants aux urgences pour traumatisme crânien » : Rémi Nadeau, « Le gouvernement défend la SQ », *loc. cit.*

²⁰⁰ *Ibid.*

²⁰¹ Paul Journet, « Victoriaville: QS et le PQ demandent une enquête indépendante ». *La Presse* (Montréal), 9 mai, 2012.

²⁰² Nous affirmons qu'il y a un travail de définition qui s'est fait au tout long de la grève étudiante, tant du côté gouvernement qu'étudiant, notamment sur la question de la violence.

²⁰³ Christine St-Pierre, *loc. cit.*

appliquées, le premier ministre sortant²⁰⁴ Jean Charest affirme que « s'il y a une épée de Damoclès, ce n'est pas moi qui la tiens dans mes mains », mais plutôt les étudiants [...] « Ce n'est pas moi qui fais le choix de poser ces gestes, je les dénonce²⁰⁵ ». Les étudiants restent les seuls responsables et ils doivent payer pour leur choix.

Ce renversement de la responsabilité fait en sorte que les manifestants se trouvent accusés de tous les maux à l'intérieur du conflit, et en premier lieu de la violence qui s'abat directement sur eux. L'intérêt n'est pas de faire ressortir qui est responsable de la violence à l'intérieur d'un conflit social, nous ne le préciserons jamais assez, puisque la violence est selon nous inhérente au politique et ce faisant, elle émane des actions de toutes les parties. Cependant, il est particulièrement intéressant de constater que la brutalité et la violence organisée du pouvoir politique ne sont pas considérées comme une force politique qui tente d'en contraindre une autre, mais comme conséquence directe du comportement de l'autre, que seul responsable de la violence déployée. Les autorités politiques refusent toute responsabilité dans le processus de nomination, dans la violence déployée et dans le non-règlement du conflit, comme si elles n'étaient, en fait, même pas des acteurs politiques.

Les autorités politiques ont aussi travaillé sur la question des victimes, c'est-à-dire de les nommer et d'expliquer leur souffrance face aux actes des ennemis. Les autorités gouvernementales ont pris parti pour les étudiants qui ne faisaient pas la grève, comme étant les réelles victimes du conflit entre les étudiants grévistes et le gouvernement : « le premier ministre Jean Charest a aussi condamné l'intimidation à l'égard de ceux qui veulent étudier²⁰⁶ ». Ceci a pour effet de victimiser une certaine position au sein du milieu étudiant, soit les personnes en accord avec les politiques

²⁰⁴ Jean Charest a été défait à l'élection provinciale du 4 août 2012.

²⁰⁵ Tommy Chouinard, « Loi 78 : Jean Charest s'en remet au jugement de la police ». *La Presse* (Montréal), 8 août, 2012.

²⁰⁶ Lisa-Marie Gervais, « Grève étudiante – Un certain climat de panique s'installe », *loc. cit.*

gouvernementales. Les grévistes deviennent dès lors des oppresseurs et non pas uniquement des contestataires.

Le maire de Montréal Gérald Tremblay affirme que « si on fait des manifestations violentes ou avec des incivilités, [...] on prend les Montréalais en otage²⁰⁷ ». La prise d'otage est une expression qui est propre aux actes de terrorisme, ce qui accentue le côté dramatique et violent des actions de perturbation. De plus, si on comprend plus ou moins ce que les autorités politiques entendent par « manifestation violente », le terme « incivilité » ne pointe pas une action en particulier, mais met l'accent sur le caractère incivil de certaines manifestations, ce qui renvoie directement aux bonnes mœurs, au code de conduite qui respecte les valeurs propres aux sociétés démocratiques.

Ainsi, l'ennemi, c'est celui qui nuit à la communauté des amis, qui est responsable de l'entièreté du conflit, de la violence et des conséquences de celle-ci, en plus de faire des victimes innocentes. Il est essentiel de faire apparaître l'« autre » comme étant dangereux et incompatible avec les principes justes qui animent la communauté amie. En établissant le caractère « autre » des manifestants, qui plus est ceux jugés de violents, les autorités politiques avaient pour objectif d'empêcher un mouvement de ralliement de la population autour de la cause étudiante.

²⁰⁷ Marco Bélair-Cirino et Lisa-Marie Gervais, « De bon enfant à illégale ». *Le Devoir* (Montréal), 26 avril, 2012.

4.2.2.3 La menace

La menace touche à un thème particulièrement important à l'intérieur des sociétés démocratiques libérales depuis le 11 septembre 2001²⁰⁸, la question de la sécurité publique ou sécurité nationale. Différents personnages politiques ont pris la parole pour indiquer en quoi les manifestations étaient dangereuses pour la sécurité de la population.

Jean Charest, alors qu'il commente l'occupation du bureau de la CRÉPUQ et de Loto-Québec, utilise un lexique propre à la peur, afin de justifier une opération très violente du SPVM : « Envahir un édifice, faire peur aux gens... Évidemment, ça a des conséquences²⁰⁹ ». Le terme *envahir* pour décrire une occupation de bureau a pour effet d'aggraver la perception que peuvent avoir les gens de cet événement : cela fait référence à la force pour s'emparer d'un espace, c'est un terme qui est guerrier, un vocabulaire propre à la conquête et la menace. À propos du même événement, Claude Trudel a affirmé que les « affrontements » entre les manifestants et le SPVM avaient pour conséquences de perturber et de remettre « en cause le sentiment de sécurité de la population²¹⁰ ». De plus, lorsque les étudiants font des « coups d'éclat », il est impossible d'assurer de « les protéger » et de « protéger la population », et c'est à ce moment que surviennent des incidents tragiques, comme la perte presque complète de l'usage d'un œil pour un cégépien. L'ensemble de la

²⁰⁸ Selon Armand Mattelart, « la multiplication des mesures d'exception dans le cadre de la « guerre globale » contre la terrorisme s'est conjugée, depuis le 11 septembre 2001, sous les régimes démocratiques, avec l'ingérence croissante des dispositifs de surveillance dans la vie quotidienne des citoyens » : Armand Mattelart. *La globalisation de la surveillance : aux origines de l'ordre sécuritaire*. (Paris : La Découverte, 2007), 5.

²⁰⁹ Pascale Breton et Hugo de Grandpré, « Jean Charest défend les policiers ». *La Presse* (Montréal), 9 mars, 2012.

²¹⁰ Karim Benessaïeh, *loc. cit.*

population se voit menacé lorsque les autorités publiques perdent le contrôle sur les contestataires.

Line Beauchamp a qualifié de « gestes extrêmes²¹¹ » certaines actions de perturbation des étudiants, comme le blocage des ponts. Pauline Marois, quant à elle, explique que ces gestes sont une « nuisance » pour les citoyens, ce qui en définitive nuit à la cause étudiante. Les étudiants qui sont « responsables », politiquement parlant, sont ceux qui écartent les casseurs. Dans le discours politique, toutes les actions de perturbation, donc qui débordent de la traditionnelle manifestation permise par la loi, ne seraient pas utiles politiquement, puisque cela a pour effet de créer le mécontentement au sein de la population. Chez les contestataires, la croyance est que ce type d'action a pour effet de créer de la pression sur l'élite politique et économique, et qu'elle sera donc plus encline à écouter les revendications si par exemple elle subit des pertes économiques.

Line Beauchamp affirme qu'« au mouvement étudiant se sont "greffés" des groupes radicaux qui cherchent à déstabiliser le gouvernement²¹² ». Dans cette phrase, deux effets de discours sont observables. Premièrement, en utilisant le terme « greffé », la ministre prétend que ces groupes radicaux ne font pas partie du mouvement étudiant, mais l'utilise. Deuxièmement, elle politise, pour la première fois, les radicaux, en leur attribuant l'intention de déstabiliser le gouvernement. Ce faisant, elle nomme l'ennemi, sans pour autant en tracer les contours de manière précise, puisqu'on ignore qui sont ces radicaux, ni en quoi ils sont réellement radicaux. Dans le même article, cette assertion est mise en lien avec une affirmation du ministre de la Sécurité publique Robert Dutil, qui vient préciser l'identité des radicaux en question : ce sont

²¹¹ Antoine Robitaille, « Manifestations étudiantes – Pauline Marois devra répondre des débordements, dit Beauchamp ». *Le Devoir* (Montréal), 22 mars, 2012.

²¹² Philippe Teiscera-Lessard, « "Un vrai sacage!" ». *La Presse* (Montréal), 14 avril, 2012.

ceux qui sont à la source des « dérapages » et qui « font de la casse ». Le pouvoir, pour la première fois, reconnaît que les contestataires qui font usage de la violence le font dans un dessein politique, et non pas seulement criminel, celui de déstabiliser le gouvernement.

Le maire Gérald Tremblay aborde deux événements orchestrés par les « casseurs » qu'il considère particulièrement choquants, « les fumigènes lancés dans le métro et les pierres jetées sur l'autoroute Ville-Marie²¹³ ». Non seulement sont-ils choquants, mais ces épisodes auraient pu être tragiques, le maire laissant sous-entendre qu'il y aurait pu avoir des morts²¹⁴. Cette mise en relation entre ces deux événements est assez curieuse, puisque dans le premier cas, la sécurité réelle des usagers du métro n'a pas été compromise, alors que les pierres jetées sur l'autoroute auraient bien pu être fatales, si elles furent réellement jetées²¹⁵. Ainsi, le ton alarmiste du maire, qui va jusqu'à faire craindre le pire, la mort d'innocents, s'appuie sur deux événements qui ne soutiennent pas ce qu'il veut exprimer. Qui plus est, l'épisode des fumigènes est particulièrement important pour ce qui est de faire craindre la menace, puisqu'il a été qualifié d'événement terroriste, et que les protagonistes ont été à l'origine accusés dans ce sens²¹⁶.

La menace et la sécurité publique sont des éléments très importants pour rallier la population aux décideurs politiques. Lorsque la population croit que la menace est

²¹³ Pierre-André Normandin, « Gérald Tremblay redoute une tragédie ». *La Presse* (Montréal), 27 avril, 2012.

²¹⁴ Il s'agit d'une caractéristique fondamentale de la tragédie en tant que genre théâtral : elle se conclut toujours par la mort d'au moins un protagoniste, sinon plus.

²¹⁵ Dans une entrevue, Gabriel Nadeau-Dubois fait mention de cet événement, en mentionnant que l'on doutait du côté étudiant de la véracité de cette information : Paul Jurnet, « Retour sur un printemps houleux ». *La Presse* (Montréal), 7 octobre, 2013.

²¹⁶ *La Presse Canadienne*, « Bombes fumigènes dans le métro - Accusations d'incitation à des activités terroristes ». *Le Devoir* (Montréal), 12 mai, 2012.

réelle et imminente, le premier réflexe sera de se positionner contre cette menace, du côté du pouvoir protecteur et qui assure le maintien du *statu quo* contre l'anarchie et le chaos. C'est en ce sens que les autorités politiques ont déployé des discours qui misaient sur la crainte de la violence et de la menace, amplifiant la portée des actions, afin de créer l'adhésion au sein de la population.

4.2.2.4 La faute personnelle et la rédemption

La construction du discours hégémonique nécessite cependant de reconnaître certaines failles et erreurs. Cela permet aux autorités politiques d'apparaître comme des êtres humains, qui peuvent se tromper, réfléchir, reconnaître leur faute, pour ensuite être plus fort et atteindre un plus haut niveau de conscience. Ceci est particulièrement utilisé par les autorités politiques pour justifier des opérations policières particulièrement violentes et répressives.

Après l'émeute de Victoriaville où plusieurs manifestants ont été blessés, dont certains grièvement, le gouvernement est obligé d'admettre une partie de la faute à la Sûreté du Québec, puisque c'est elle qui est pointée du doigt. Cependant, le premier ministre victimise les policiers : « Je ne connais pas beaucoup de Québécois qui auraient voulu être dans les souliers des policiers de la Sûreté du Québec qui étaient ici vendredi soir²¹⁷ ». Il ajoute que « les boules de billard, les briques, ce n'est pas la SQ qui avait ça ». Il conclut : « la Sûreté du Québec remplit un mandat très difficile de protection. Et ils font du mieux qu'ils peuvent ». Ainsi, selon le premier ministre, les agents font un travail que presque personne ne voudrait faire, en plus de devoir

²¹⁷ Robert Dutrisac et Marco Bélair-Cirino, « Un travail policier « remarquable » dans les circonstances, affirme Charest ». *Le Devoir* (Montréal), 7 mai, 2012.

affronter les émeutiers qui ont des armes dangereuses, en faisant de leur mieux pour protéger la population. S'il est possible que des « bavures » se produisent, il assure que des mécanismes sont prévus pour corriger ces comportements. Ainsi, il dépeint les policiers comme des humains, qui peuvent se tromper, et non pas des machines de guerre qui combattent des citoyens.

Robert Dutil justifie la violence policière de la SQ, assurant qu'« ils utilisent les instruments dont ils ont besoin pour maîtriser les gens qui sont violents. Les balles de plastique ont été tirées sur des gens qui étaient extrêmement violents, il fallait les empêcher de causer davantage de grabuge²¹⁸ ». Cette violence excessive n'a pourtant pas été relayée par les médias, comme s'il s'agissait plutôt d'une ligne de justification du ministre : la violence devient nécessaire du côté des forces de l'ordre lorsque le danger est imminent et suffisamment menaçant pour craindre pour la sécurité du public. Or, ce qui ressort des récits des manifestants par rapport à cet événement, c'est que ce sont les policiers qui ont fait preuve d'une violence exemplaire²¹⁹. Le ministre insiste sur le caractère violent à l'extrême des manifestants, pour justifier la réponse tout aussi extrême des forces de l'ordre.

Ces mécanismes, en faisant appel à l'émotion, ont pour effet de forcer l'adhésion au message véhiculé par le discours. En faisant appel à ce qu'est le Québec, ce qu'est une société civilisée, en opposition aux actions commises par le mouvement de contestation, les autorités politiques cristallisent la communauté amie autour des énoncés qu'elles produisent. La communauté ennemie, c'est celle qu'il faut craindre, c'est l'« autre » qui ne s'inscrit pas dans le schème de valeurs admises en démocratie.

²¹⁸ Rémy Nadeau, « Khadir blâme Charest ». *Le Journal de Montréal* (Montréal), 10 mai, 2012.

²¹⁹ Robert Dutrisac, « Dutil défend la SQ, alors qu'un des blessés serait toujours entre la vie et la mort », *loc. cit.*

Elle est la figure emblématique servant d'exutoire, faisant craindre pour la sécurité par le biais de la menace.

4.3 Conclusion de l'analyse

La première lecture des énoncés soumis à l'analyse a permis de procéder à un regroupement thématique de ceux-ci à travers trois grands champs discursifs : la criminalisation de la contestation, la logique de la binarité et le mythe de la démocratie pacifiée. Par la suite, les énoncés ont été catégorisés dans les catégories de la légitimité et de l'imposition, en tant que mécanismes qui produisent les représentations politiques. Si ce découpage en catégories a permis de structurer l'analyse, il est nécessaire d'expliquer la manière dont ils se sont renforcés mutuellement. La pensée binaire conduit à séparer la réalité selon les catégories de l'ami et de l'ennemi. Ce faisant, il était essentiel de faire apparaître la communauté de grève comme l'ennemi, afin de la discréditer. Les termes de la criminalité ont participé à renforcer cette logique binaire. De l'autre côté, la mise en exergue du mythe de la démocratie pacifiée a permis de faire apparaître la communauté amie sous les termes de la justice, du bien, du politique acceptable.

Les mécanismes de la légitimité et de l'imposition ont été mobilisés par les autorités politiques alors qu'elles se voyaient menacées. C'est ainsi que s'est jouée la lutte pour l'imposition d'une définition de la violence et du violent. Plus encore, notre intuition initiale était que ces discours portaient davantage sur l'essence du politique que sur la violence réellement. Au travers des mécanismes de la légitimité, les autorités politiques avaient plus d'un objectif : d'exclure les manifestants de la sphère politique, de dénier la violence gouvernementale, d'évoquer la loi comme principe ultime de justice relevant de l'évidence. Par les mécanismes d'imposition, les

autorités politiques ont mis en application la logique binaire, en définissant les caractéristiques identitaires des amis et des ennemis, ces derniers étant ceux faisant craindre la menace.

Se pourrait-il que la violence n'ait été qu'un prétexte? Il apparaît, au terme de cette analyse, que les discours sur la violence en disent beaucoup plus sur les rapports en force en vigueur et, en définitive, sur le politique. La manière de nommer la violence et les violents était un enjeu d'une importance capitale pendant ce conflit : refuser la reconnaissance politique au mouvement qui contestait l'ordre. La réponse politique à cette opposition a été celle de violence permettant de fonder et de conserver l'ordre du droit menacé.

CONCLUSION

L'ambition initiale de ce travail de recherche était d'interroger les différentes perceptions et définitions de la violence et des violents dans un cadre contestataire. Les groupes contestataires revendiquent le caractère politique de leurs actions et de la répression. Les autorités politiques, quant à elles, affirment le caractère criminel des actions radicales et la légitimité du droit et de son application. Ce travail a donc été motivé, dès le départ, par cette lutte pour l'imposition d'une version légitime de ce qu'est la violence, le violent et le politique.

La violence a été abordée selon plusieurs points de vue théoriques, afin de dresser un portrait contrasté de cette notion complexe. La violence est un sujet qui fascine, par son caractère irréductible, insaisissable, ce qui explique le débat qu'elle suscite au sein de l'arène politique. La conception de Benjamin était particulièrement pertinente à mobiliser dans le cadre de cette recherche dans la mesure où elle traite de la violence en tant que réaction du droit menacé. En situant la contestation hors du social, hors du politique, dans le domaine de la criminalité, les autorités politiques refusent d'octroyer une légitimité politique aux adversaires, aux ennemis. Le droit répond ainsi violemment à quiconque tente de le détruire ou de le déloger. Cette stratégie a pour principale conséquence de tenter d'occulter le lien entre la contestation et le politique.

Les traditions philosophiques libérale et marxiste s'affrontent justement sur cette idée. Alors que la pensée libérale condamne le recours à la violence, en préférant les voies démocratiques prévues au règlement des conflits, la pensée marxiste tend à sa justification, en tant que moyen nécessaire pour atteindre une fin juste. Le portrait de la concurrence de ces versions devait être tracé afin de comprendre le débat dans

lequel s'insère la problématique de ce mémoire. Ce sont les discours des autorités politiques et la manière de nommer la violence en tant qu'enjeu politique lors d'une période de contestation sociale qui ont été retenus pour cette analyse. La manière de définir la violence est porteuse d'une conception du politique, de la légitimité, de la contestation et de la démocratie. C'est ce qui rend l'enjeu de définition si important à circonscrire.

Le sens attribué à la notion de violence est l'un des enjeux du conflit analysé, puisqu'il est porteur d'une vision qui dépasse le cadre de la violence : sa définition est porteuse d'une vision de la démocratie et du politique. La charge sémantique et politique de cette notion est particulièrement puissante, telle que l'affirme Hébert. Puisque toutes les définitions de la violence sont polémiques, l'imposition d'une version en particulier sous couvert de neutralité est essentiellement un effet de pouvoir. La violence du droit, qui agit pour contrer ce qui le menace, doit être dissimulée ou légitimée. En ce sens, elle ne peut pas apparaître comme étant politique, dévoilant l'enjeu de pouvoir qui la motive.

Si les autorités politiques dépolitisent leur propre violence au nom de la conservation de l'ordre du droit, elles tendent aussi à dépolitiser la violence contestataire. La criminalisation de la contestation est un élément clé pour comprendre comment opère la dépolitisation de la violence. Huart met en lumière un paradoxe important : alors que l'association entre la criminalité et les moyens de la contestation tend à dépolitiser ces derniers, éjectant du coup le mouvement hors du social, c'est justement son caractère transgressif qui fait de la contestation un acte politique. C'est par nature que la contestation défie la légalité et que l'ordre lui refuse une légitimité en lui accordant un statut politique. Ainsi, la conséquence de l'association entre criminalité et contestation est le refus d'accorder un statut politique à l'adversaire, ce

qui a pour objectif de le délégitimer, mais aussi de refonder et de conserver la puissance de l'ordre du droit.

Dans le but de s'interroger sur ces constats, il est apparu essentiel d'étudier les discours des autorités politiques sur la violence au cours d'une mobilisation sociale. À la lecture des énoncés, trois champs discursifs semblaient recouper les interventions des autorités politiques lors de la grève étudiante du printemps 2012 : le mythe de la démocratie pacifiée, la criminalisation de la contestation et la logique de la binarité. L'analyse des énoncés au regard de ces champs discursifs a permis de mettre en lumière la volonté de dissimuler la prise de position politique à l'intérieur des discours. Le mythe de la démocratie en tant qu'espace pacifié véhicule la croyance que les rapports sociaux sont organisés dans les instances politiques qui servent à les réguler de manière pacifique. Les discours criminalisant la contestation permettent aux autorités politiques d'incriminer les mouvements de contestations qui refusent de passer par les voies prévues pour se faire entendre et de les éjecter hors du politique. Si l'identification de l'ennemi est, comme le prétend Schmitt, le critère du politique, lorsque les élus désignent les contestataires comme étant des criminels, ils identifient la communauté ennemie. Ce faisant, les autorités politiques refusent de considérer leurs adversaires comme étant des sujets politiques en action. L'appel à ces croyances a pour objectif d'occulter l'enjeu politique de ce découpage du réel.

Des mécanismes discursifs déployés à l'intérieur du discours dominant afin de contrer les discours qui le menacent ont été mobilisés pour développer davantage l'analyse. Sans reprendre l'entièreté de notre analyse, il s'avère pertinent de revenir sur les notions de légitimité et d'imposition telle que le définissaient Olivier et Olivier-Nault. La légitimation repose essentiellement sur la volonté d'objectiver une vision, par l'acceptation des prémisses et par leur justification. L'imposition, quant à elle, fait appel aux émotions et aux passions. Les auteurs insistent sur le fait que ces

mécanismes sont inhérents à toutes les représentations politiques. Nous avons observé ce que ces mécanismes permettaient de faire ressortir par rapport au sens des termes et des arguments employés. Cette analyse a permis d'interroger le lien et la rupture entre la violence et le politique dans les discours des autorités politiques.

Cette mise en scène concernant la question de la violence contestataire n'est pas un phénomène nouveau. La grève étudiante de 2005 avait permis au gouvernement libéral de tester cet argument sur la violence²²⁰. En 2012, il était impératif de faire porter l'odieux aux étudiants afin d'assurer la victoire de l'ordre. Il est important d'insister sur la notion de mise en scène, puisque cette violence décriée ne sortait pas du cadre des moyens traditionnellement employés par les nouveaux mouvements sociaux pour se faire entendre lors des moments de contestation. Sans rien enlever à la force de contestation du mouvement étudiant, un doute est perceptible sur les motivations de décrier les actions de contestation. Ce doute est d'ailleurs alimenté par la réponse disproportionnée des autorités politiques face à la contestation majoritairement pacifique. La notion de Maingueneau d'*interincompréhension constitutive* permet de jeter un éclairage sur cette répression, dans la mesure où cela permet à un discours d'intégrer la vision de l'« autre » telle qu'il se la construit, en simulacre, avec l'objectif de le disqualifier. En qualifiant de violents les contestataires, le discours politique a construit une représentation de l'« autre » telle qu'il voulait la faire apparaître, puisque c'est de cette manière qu'il pouvait être neutralisé.

²²⁰ À ce propos, deux textes des porte-parole des organisations étudiantes (FEUQ, CASSÉE) en 2005 font le portrait du conflit autour de la notion de violence lors de la grève passée : Pier-André Bouchard St-Amant (2012, 18 avril). Grève étudiante – Dénoncez la violence, venez négocier! : Lettre aux membres du congrès de la CLASSE. Le Devoir, site web. / Xavier Lafrance (2012, 19 avril). Grève étudiante – Dépasser le faux dilemme de la violence : Réponse à Pier-André Bouchard St-Amant. Le Devoir, site web.

Si la manière dont les autorités politiques se sont engagées dans une lutte discursive sur la notion de violence a été abordé tout au long de cet exercice, il importe de souligner des aspects de la réponse du mouvement face au pouvoir. À ce sujet, les constats des auteurs du livre *On s'en câlisse* sont intéressants à soulever:

S'élargissant jusqu'à prendre la parole dans le tintamarre, le « nous » de la communauté de grève fut et demeure encore le retournement et la réappropriation de l'interpellation du pouvoir : « nous ne sommes pas l'ennemi public, mais ce que vous pensez être l'ennemi public, nous le sommes! ».²²¹

Le mouvement décrit par les auteurs est intéressant pour comprendre comment la communauté de grève s'est fondée face à l'interpellation du pouvoir qui tentait alors de la jeter hors du politique et de la légitimité démocratique. Comme il a été mentionné avec Butler, l'interpellation a pour objectif de désigner et d'établir un sujet assujéti²²². La réappropriation de cette interpellation par les sujets permet de servir d'autres objectifs que ceux fixés initialement, participant à une reconfiguration des rapports de force. Selon le collectif de débrayage, si les étudiants ont refusé l'étiquette d'ennemis publics, ils ont cependant accepté d'être désignés comme les ennemis de l'ordre. Le terme *casseur* est exemplaire à ce titre. Il a d'abord été employé pour discréditer une frange plus radicale du mouvement de contestation par la criminalisation de ses moyens d'action²²³. Cependant, une certaine communauté s'est solidarisée autour de cette notion à mesure que la répression s'étendait. Dans une entrevue accordée à Yves Boisvert par deux étudiants en grève, l'un d'eux déclare qu'il est « un casseur dans le cœur²²⁴ », bien qu'il n'ait pas lui-même commis

²²¹ Collectif de débrayage, *op. cit.* p. 258.

²²² Judith Butler, *op. cit.*, p. 56-57.

²²³ L'atteinte à la propriété privée est considérée comme un méfait, un acte criminel sanctionné par le droit : Code criminel, L.R.C. (1985), c. C-46, art. 430.

²²⁴ Yves Boisvers (2012, 12 mai). Je suis un casseur. *La Presse*, p. A5.

d'infractions. Par cette déclaration, il se lie aux contestataires qui commettent des méfaits. La portée symbolique d'une telle affirmation est puissante : non seulement souligne-t-elle l'appui, mais elle intègre l'accusation et forge son identité politique à partir de ce nom de *casseur*. Il revendique la légitimité de l'action politique de ces *casseurs*, mais fait preuve d'une solidarité de corps avec ces derniers.

La solidarité dont a fait preuve le mouvement contestataire en 2012 est exemplaire et constitue le point de départ pour élaborer d'autres réflexions. Dans le cadre de cette recherche, nous nous sommes concentrés sur les discours des autorités politiques au sujet de la violence. S'il s'agit d'une donnée fondamentale pour comprendre notre rapport au politique et notre compréhension de son essence, une étude complémentaire serait à faire sur les discours contestataires, les contre-discours. Comme il a été souligné, les mouvements de contestation ont une manière très intéressante de fonder leur communauté et leur puissance autour, justement, de l'interpellation du pouvoir. Il serait intéressant de comprendre comment les acteurs se sont réapproprié l'adresse injurieuse dont ils étaient l'objet, pour se constituer en tant que communauté de sujets politiques légitimes.

Nous avions l'ambition initiale de redonner sa place au politique, dans des discours qui refusent cette étiquette, qui s'affichent sous couvert de neutralité. Le politique se dévoile, justement, comme le lieu où la confrontation et les rapports de force se déploient. L'analyse de la mise en discours de la violence a révélé à quel point la confrontation sur la définition était un enjeu de taille, mais surtout un enjeu politique. Les étudiants n'ont pas gagné quant à leurs revendications d'intérêts, mais leur victoire nous semble importante à souligner : ils ont été en mesure de dévoiler le caractère politique de la définition de la violence contestataire, en refusant de la condamner sur la base de la définition qu'en faisaient les autorités politiques.

Dans un monde où la tendance à la criminalisation de la contestation semble devenir la règle, le travail de recherche qui vient d'être accompli est plus que pertinent : il permet de mettre au jour les rapports de force politique qui dictent la définition de la violence et du violent. Plus encore, il permet de mettre au jour le caractère politique de la réponse des autorités politiques, en tant que manœuvre ultime du droit menacé, déployant la violence au service de sa fondation et de sa conservation.

BIBLIOGRAPHIE

- Addi, Lahouari. « Violence symbolique et statut du politique chez Pierre Bourdieu ». *Revue française de science politique*, 5, no 6, (2001) : 949-963.
- Agamben, Giorgio. « Seuil ». Dans *Homo sacer. I, Le pouvoir souverain et la vie nue*, 73-77. Paris : Le Seuil, 1997.
- Ancelovici, Marcos et Francis Dupuis-Déri (dir.). *Un printemps rouge et noir : Regards croisés sur la grève étudiante de 2012*. Montréal : Écosociété, 2014.
- Angenot, Marc. « Pour une théorie du discours social : problématique d'une recherche en cours ». Dans *Littérature et société*, sous la dir. de Jacques Pelletier, Jean-François Chassay et Lucie Robert, 367-390. Montréal : VLB Éditeur, 1994.
- Arendt, Hannah. *Du mensonge à la violence. Essais de politique contemporaine*. 4^e éd. Paris : Éditions Presses pocket, 1989.
- Benjamin, Walter. « Critique de la violence ». Dans *Œuvres I*, 210-243. Paris : Folio Essais, 2000.
- Bernstein, Richard J. « Hannah Arendt's Reflections on Violence and Power ». *Iris*, 3, no 5 (2011) : 3-30.
- Blais, Martin. « Deuxième partie : la contestation ». Dans *Participation et contestation : l'homme face aux pouvoirs*, 85-127. Montréal : Éditions Beauchemin, 1972.
- Bourdieu, Pierre. « Pouvoir symbolique et champ politique ». Dans *Langage et pouvoir symbolique*, 199-323. Paris : Éditions du Seuil, 2001.
- _____. « Violence symbolique et luttes politiques ». Dans *Méditations pascaliennes*, 235-296. Paris : Éditions du Seuil, 2003.
- _____. *Propos sur le champ politique*. Lyon : Presses Universitaires de Lyon, 2000.
- _____. *Ce que parler veut dire : l'économie des échanges linguistiques*. Paris : Fayard, 1982.

- Braud, Philippe. « La violence politique : repères et problèmes ». *Cultures & Conflits*, no 9-10, (1993) : 13-42.
- Butler, Judith. *Le pouvoir des mots. Discours de haine et politique du performatif*. Paris : Éditions Amsterdam, 2004.
- Cefai, Daniel. « Les nouveaux mouvements sociaux : grandeur et décadence d'un projet politique ». Dans *Pourquoi se mobilise-t-on?*, 411-466. Paris : La Découverte/MAUSS, 2007.
- Chiasson-Lebel, Thomas. « Le mouvement étudiant québécois : un conflit de classe ». Dans *Anuari del conflicte social 2013*, 376-414. Barcelone : Observatorio des Conflictos Social, 2014.
- Collectif de débrayage. *On s'en câlisse : histoire profane de la grève printemps 2012, Québec*. Montréal : Sabotart ; Genève, Paris : Entremonde, 2013.
- Colliot-Thélène, Catherine. « La fin du monopole de la violence légitime? ». Dans *La légitimité de l'État et du droit : Autour de Max Weber*, sous la dir. de Michel Coutu et Guy Rocher, 23-46. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2005.
- Crettiez, Xavier. *Les formes de la violence*. Paris : La Découverte, 2008.
- Donegani, Jean-Marie et Marc Sadoun. « Ce que le politique dit de la violence ». *Raisons politiques*, 1, no 9 (2003) : 3-18.
- Dupuis-Déri, Francis. « Broyer du noir. La répression policière de la « déviance politique » au Québec ». Dans *À qui la rue? Répression policière et mouvements sociaux*, 122-158. Montréal : Écosociété, 2013.
- Galtung, Johan. « Violence, Peace, and Peace Research ». *Journal of Peace Research*, 6, no 3 (1969) : 167-191.
- Hébert, Martin. « La violence au Guatemala : le pouvoir de nommer ». Dans *La violence dans l'imaginaire latino-américain*, sous la dir. d'André Corten, 233-244. Québec : Presses de l'Université du Québec, 2009.
- _____. « Paix, violences et anthropologie ». *Une anthropologie de la paix?*, 30, no 1 (2006) : 7-28.
- Hobbes, Thomas. *Léviathan : traité de la matière, de la forme et du pouvoir de la république ecclésiastique et civile*. Paris : Éditions Sirey, 1971.

- Huart, Catherine. « Introduction III : Interpellation plébéienne et subjectivation politique ». Dans *L'interpellation plébéienne en Amérique latine : Violence, actions directes et virage à gauche*, sous la dir. d'André Corten, Catherine Huart et Ricardo Peñafiel, 53-66. Québec : Presses de l'Université du Québec, 2012.
- Kambas, Chryssoula. « Walter Benjamin lecteur des *Réflexions sur la violence* ». *Cahiers Georges Sorel*, 2, no 2 (1984) : 71-89.
- Kerbrat-Orecchioni, Catherine. *L'énonciation : De la subjectivité dans le langage*. 4^e éd. Paris : Armand Colin, 2009.
- Landry, Jean-Michel. « Les violences de l'ordre ». *Aspect sociologique*, 14, no 1, (2007).
- Mangueneau, Dominique. *L'analyse du discours*. Paris : Hachette, 1991.
- _____. *Genèse du discours*. Bruxelles : Pierre Mardaga Éditeur, 1964.
- Marcuse, Herbert. « Le problème de la violence dans l'opposition ». Dans *La fin de l'utopie*, 41-55. Neuchâtel : Delachaux & Niestlé, 1968.
- Mattelart, Armand. *La globalisation de la surveillance : aux origines de l'ordre sécuritaire*. Paris : La Découverte, 2007.
- Michaud, Yves. *Violence et politique*. Paris : Éditions Gallimard, 1978.
- Olivier, Lawrence et Jessica Olivier-Nault. « Pour une approche constructiviste dans l'étude des idées politique ». Dans *Ceci n'est pas une idée politique : Réflexions sur les approches à l'étude des idées politiques*, sous la dir. de Dalie Giroux Dimitrios Karmis, 155-179. Québec : Presses de l'Université Laval, 2013.
- Peñafiel, Ricardo. « Les pensées politiques en tant que discours ». Dans *Ceci n'est pas une idée politique : Réflexions sur les approches à l'étude des idées politiques*, sous la dir. de Dalie Giroux et Dimitrios Karmis, 181-200. Québec : Presses de l'Université Laval, 2013.
- Rule, James B. *Theories of civil violence*. Berkeley : University of California, 1988.
- Schmitt, Carl. *La notion de politique ; théorie du partisan*. 3^e éd. Paris : Éditions Flammarion, 1992.

- _____. « Définition de la souveraineté ». Dans *Théologie politique*, 15-26. Paris : Gallimard, 1988.
- Sommier, Isabelle. « Un sujet occulté ». Dans *La violence révolutionnaire*, 9-29. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2008.
- Sorel, Georges. *Réflexions sur la violence*. 8^e éd. Genève-Paris : Entremonde, 2013.
- Tilly, Charles et Sidney Tarrow. *Politique(s) du conflit*. Paris : Presse de Sciences Po, 2008.
- Touraine, Alain. *Production de la société*. Paris : Éditions du Seuil, 1973.
- Trotsky, Léon. *Terrorisme et communisme*. Paris : Union générale d'éditions, 1963.
- Weber, Max. *Le savant et le politique*. 2^e éd. Paris : Union Générale d'Éditions, 1959.
- Wieviorka, Michel. *La violence*. Paris : Éditions Balland, 2004.

Articles de journaux (en ordre de parution)

- La Presse Canadienne. « Grève étudiante : le PQ demande une sortie de crise ». *Le Devoir* (Montréal), 1^{er} mars, 2012.
- Bouabdellah, Sami. « Au lendemain d'affrontements entre étudiants et policiers. Manifestation pacifique ». *Le Journal de Montréal* (Montréal), 9 mars, 2012.
- Breton, Pascale et Hugo de Grandpré. « Jean Charest défend les policiers ». *La Presse* (Montréal), 9 mars, 2012.
- Benessaïeh, Karim. « Grève étudiante : Montréal presse Québec d'intervenir ». *La Presse* (Montréal), 10 mars, 2012.
- Robitaille, Antoine. « Manifestations étudiantes – Pauline Marois devra répondre des débordements, dit Beauchamp ». *Le Devoir* (Montréal), 22 mars, 2012.
- Lefebvre, Sarah-Maude. « Les étudiants ont des choix à faire, affirme la ministre de l'Éducation. "Ils ne peuvent pas tout avoir" ». *Le Journal de Montréal* (Montréal), 28 mars, 2012.

- Gervais, Lisa-Marie. (2012, 12 avril). « Grève étudiante – Un certain climat de panique s’installe ». *Le Devoir* (Montréal), 12 avril, 2012.
- Myles, Brian. « Vers une interdiction du port du masque lors de manifs violentes ». *Le Devoir*, 13 avril, 2012.
- Normandin, Pierre André. « Interdiction du masque. Montréal passe aux actes ». *La Presse*, 13 avril, 2012.
- Teiscera-Lessard, Philippe. « "Un vrai sacage!" ». *La Presse*, 14 avril, 2012.
- Teisceira-Lessard, Philippe. « Débat autour d’un saccage ». *La Presse* (Montréal), 16 avril, 2012.
- La Presse canadienne. « Gestion des universités : la CLASSE doit dénoncer la violence pour être invitée, dit Charest ». *Le Devoir* (Montréal), 16 avril, 2012.
- Gervais, Lisa-Marie. « Étudiants : vers une sortie de crise? ». *La Presse* (Montréal), 17 avril, 2012.
- Bouchard St-Amant, Pier-André. « Grève étudiante – Dénoncez la violence, venez négocier! : Lettre aux membres du congrès de la CLASSE ». *Le Devoir* (Montréal), 18 avril, 2012.
- Chouinard, Tommy. « Grève étudiante : Québec condamne la violence ». *La Presse* (Montréal), 18 avril, 2012.
- Lessard, Denis. « Pas de violence policière envers les étudiants, selon la SQ ». *La Presse* (Montréal), 19 avril, 2012.
- Breton, Pascale. « La CLASSE ne bronche pas. La coalition étudiante rejette l’ultimatum de la ministre Beauchamp ». *La Presse* (Montréal), 19 avril, 2012.
- Lafrance, Xavier. « Grève étudiante – Dépasser le faux dilemme de la violence : Réponse à Pier-André Bouchard St-Amant ». *Le Devoir* (Montréal), 19 avril, 2012.
- Teisceira-Lessard, Philippe et Émilie Bilodeau. « À chaque coin de rue, une scène d’émeute ». *La Presse* (Montréal), 21 avril 2012.
- Teisceira-Lessard, Philippe et Vincent Larouche. « La CLASSE condamne la violence ». *La Presse* (Montréal), 23 avril, 2012.

- Chouinard, Tommy. « Étalement de la hausse des droits de scolarité ». *La Presse* (Montréal), 24 avril, 2012.
- La Presse canadienne. « Le ministre Dutil accuse la CLASSE d'encourager la violence ». *Le Devoir* (Montréal), 26 avril, 2012.
- Bélair-Cirino, Marco et Lisa-Marie Gervais. « De bon enfant à illégale ». *Le Devoir* (Montréal), 26 avril, 2012.
- Chouinard, Tommy. « Grève étudiante : le recours à un médiateur est envisagé ». *La Presse* (Montréal), 27 avril, 2012.
- Normandin, Pierre-André. « Gérald Tremblay redoute une tragédie ». *La Presse* (Montréal), 27 avril, 2012.
- Teisceira-Lessard, Philippe. « Pauline Marois justifie son carré rouge ». *La Presse* (Montréal), 5 mai, 2012.
- Caron, Régys. « Pauline Marois se réjouit de l'entente avec les étudiants ». *Le Journal de Montréal* (Montréal), 6 mai, 2012.
- Nadeau, Rémi. « Le gouvernement défend la SQ ». *Le Journal de Montréal* (Montréal), 6 mai, 2012.
- Dutrisac, Robert. « Dutil défend la SQ, alors qu'un des blessés serait toujours entre la vie et la mort ». *Le Devoir* (Montréal), 6 mai, 2012.
- Dutrisac, Robert et Marco Bélair-Cirino. « Un travail policier « remarquable » dans les circonstances, affirme Charest ». *Le Devoir* (Montréal), 7 mai, 2012.
- La Presse canadienne. « Conflit étudiant – Attention aux «amalgames», dit Pauline Marois ». *Le Devoir* (Montréal), 7 mai, 2012.
- Journet, Paul. « Victoriaville: QS et le PQ demandent une enquête indépendante ». *La Presse* (Montréal), 9 mai, 2012.
- Nadeau, Rémi. « Khadir blâme Charest ». *Le Journal de Montréal* (Montréal), 10 mai, 2012.
- La Presse Canadienne. « Bombes fumigènes dans le métro - Accusations d'incitation à des activités terroristes ». *Le Devoir* (Montréal), 12 mai, 2012.
- Boisvers, Yves. « Je suis un casseur ». *La Presse* (Montréal), 12 mai, 2012.

Chouinard, Tommy. « Loi spéciale : un changement qui ne rassure par l'opposition ». *La Presse* (Montréal), 18 mai, 2012.

Teisceira-Lessard, Philippe. « La loi 78 contre les émeutiers, dit le ministre Moreau ». *La Presse* (Montréal), 20 mai, 2012.

Teisceira-Lessard, Philippe. « La CLASSE défie la loi ». *La Presse* (Montréal), 22 mai, 2012.

Guillemette, Mélissa. « Annulation de la «journée portes ouvertes» - Le Grand Prix est-il allé trop vite ? ». *Le Devoir* (Montréal), 4 juin, 2012.

Porter, Isabelle. « Une occasion de redorer l'image du Québec ». *Le Devoir* (Montréal), 6 juin, 2012.

Myles, Brian et Marco Bélair-Cirino. « Charest approuve le travail des policiers ». *Le Devoir* (Montréal), 12 juin, 2012.

St-Pierre, Christine. « Une distinction qui s'impose ». *Le Devoir* (Montréal), 14 juin, 2012.

Tremblay, Geneviève. « La CLASSE déterminée à rallier les Québécois à sa «grève sociale» ». *Le Devoir* (Montréal), 16 juillet, 2012.

Chouinard, Tommy. « Loi 78 : Jean Charest s'en remet au jugement de la police ». *La Presse* (Montréal), 8 août, 2012.

Journet, Paul. « Retour sur un printemps houleux ». *La Presse* (Montréal), 7 octobre, 2013.

Autres documents cités

Coalition large de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante, « Procès-verbal ». *Réunion du Congrès de la CLASSE*. Montréal, CLASSE, 22 avril 2012. Récupéré de <http://www.bloquonslahausse.com/wp-content/uploads/2012/01/PV-Congres-CLASSE-22-avril-2012.pdf>

Code criminel, L.R.C. (1985), c. C-46, art. 430.